

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

**A L'ÉTRANGER :** Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 3,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

## Un entretien avec Jacques Schlanger

« La vie des idées nous est aussi indispensable que l'oxygène »

« On considère souvent le domaine de la philosophie comme un monde à part, abstrait, difficile, voire inutile — en tout cas réservé à quelques-uns seulement. C'est à vos yeux, je crois, tout l'inverse qu'il faudrait dire... »

— Il me semble que la vie des idées est aussi indispensable à notre existence la plus quotidienne que l'oxygène. Même quand nous l'ignorons, nous vivons dans les idées. Une personne qui n'aurait plus d'idées, plus du tout, ne vivrait plus. Si nous imaginons un être humain qui mange, boit, digère, dort, etc., sans avoir jamais la moindre idée, nous pourrions même nous demander si c'est encore, véritablement, un être humain.

— Je suis convaincu que les idées sont pour ainsi dire un élément naturel de la vie humaine. Nous vivons enveloppés d'idées et d'objets idéels, tout comme nous vivons dans des environnements de réalités matérielles. Sans être entourés par des châteaux d'idées qui constituent notre monde et notre rapport à la réalité, nous ne serions pas en mesure d'exister humainement.

— Que tous les humains parlent et pensent, et qu'ils aient en ce sens une vie intellectuelle, c'est une évidence. Cela signifie-t-il pour autant que tous soient philosophes, ou puissent l'être, ou doivent l'être ?

— N'allons pas trop vite. Je voulais simplement, en premier lieu, rappeler que l'opposition entre un monde des idées, qui serait abstrait et spécialisé, et un monde de la vie courante, qui lui serait réel, concret, etc., est une fausse opposition. Une telle coupure n'a pas de sens ! On ne la rencontre que dans les propos de ceux qui ne réfléchissent pas suffisamment.

— Que sont donc ce que nous appelons l'humanité, l'histoire, la justice, etc., sinon des idées ? Nous vivons en elles et parmi elles. Nous nous engageons pour elles, nous nous battons pour elles, et il arrive qu'on meure pour elles. Même si les idées diffèrent selon les époques ou selon les cultures, il n'y a pas de monde humain sans des enveloppes idéelles dans lesquelles il se déploie, se développe et se meurt.

— Cela ne dit-elle rien des philosophes ?

— Effectivement ! Il ne faudrait surtout pas accorder aux philosophes je ne sais quel privilège insensé. Ils n'ont pas l'exclusivité de la pensée ni le monopole des idées ! Les scientifiques, les artistes, les théologiens et d'autres encore sont aussi des gens qui entretiennent un lien particulier et fondateur avec le monde des idées, dans la mesure où ils s'efforcent, chacun à leur manière, de penser le monde.

— La particularité des philosophes, à mes yeux, c'est qu'ils s'occupent essentiellement des

Professeur de philosophie à l'université hébraïque de Jérusalem, Jacques Schlanger, qui a fait ses études en France et a publié une dizaine d'ouvrages en français, est un penseur original qui suit son chemin sans tapage. Après deux livres consacrés au philosophe juif du XI<sup>e</sup> siècle Salomon Ibn Gabirol (Brill, 1988 ; Aubier-Montaigne, 1971), la réflexion de Jacques Schlanger s'est orientée vers une analyse des différents aspects de la construction de la connaissance.

Depuis la Structure métaphysique, texte centré sur l'œuvre de Plotin (PUF, 1975) jusqu'à la Situation cognitive (Klincksieck, 1990), en passant par Objets idéels, une théorie du savoir et l'Activité théorique (Vrin, 1978 et 1983) ou par son essai, très accessible, intitulé Solitude du penseur de fond (Cité de la philosophie, 1990), ce philosophe se demande d'où viennent et comment s'organisent ces édifices que nous appelons des philosophies, des sciences, ou plus généralement des théories.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il expose quelques éléments de ses conceptions concernant le développement de l'univers des idées et son caractère indispensable à l'existence humaine. Il évoque également le type d'imagination propre aux métaphysiciens et l'idéal du sage aujourd'hui.

idées. Ils se consacrent à elles exclusivement. Ils les aiment, ils prennent plaisir à être en contact avec elles, à les manipuler, à jouer avec elles en les retournant dans tous les sens. Ils aiment jouer avec les idées comme l'enfant-ébouriffe de Fourier trouve son plaisir à jouer avec les ordures, et le poète avec les mots.

« On peut considérer les philosophes comme des écologistes de l'esprit »

Il y a véritablement une part de jeu dans ce qu'ils font, mais c'est un jeu très sérieux. En effet, on peut considérer les philosophes comme des écologistes de l'esprit, comme des spécialistes de l'entretien, de la réparation, de la modification, de la construction des châteaux d'idées dans lesquels nous vivons. Il y a donc une part de jeu, mais aussi une part d'audace.

— Vouloir œuvrer dans le monde des idées est en effet plus audacieux qu'il n'y paraît. Il faut de l'endurance, de la résistance pour être philosophe. Il faut s'obstiner, s'acharner ; la philosophie est une activité difficile qui demande du caractère. Ce jeu et cette audace ont directement trait à notre

manière de vivre et engagé, en fin de compte, toute notre existence.

— De quelle façon ?

— Si vous m'accordez que nous vivons, en tant qu'êtres humains, dans des châteaux d'idées, et que les philosophes sont ceux qui se consacrent à entretenir, réparer, modifier, parfois, de tels châteaux, il me semble que vous devrez conclure qu'ils ont finalement une importance bien plus grande qu'on ne veut généralement le reconnaître.

— Encore une fois, je ne dis pas qu'ils sont les plus importants. On a trop tendance, trop souvent et trop longtemps, à considérer la philosophie comme un summum. Les philosophes, et en particulier les métaphysiciens, ne sont ni les propriétaires exclusifs de la pensée et de la vérité ni les maîtres de la conscience universelle. Mais il ne faut pas tomber dans l'excès inverse et les tenir pour méprisables ou négligeables. Mieux vaut simplement les voir à leur place, qui est une place très importante.

— Pourquoi les métaphysiciens vous paraissent-ils plus particulièrement importants ?

— Parce que la métaphysique est l'art — au sens de l'artisan — de bien que de l'artiste — de créer pour notre monde des enveloppes d'idées, de dessiner des configurations pour nos châteaux d'idées. Et, comme dans tous les arts, certaines propositions sont

meilleures que d'autres. Elles sont plus intéressantes ou plus riches de possibilités.

— Si un tel travail est important, c'est parce que les gens vivent avec les idées, alors que peu d'entre eux peuvent en inventer. Ceux qui y parviennent sont rares, et les autres utilisent leurs constructions. Nous mettons sans cesse les idées en œuvre, qu'il s'agisse de la démocratie, de la justice, des questions morales, de la vérité, etc. C'est pourquoi il ne faut pas négliger la nourriture d'idées ni ceux qui travaillent à son élaboration.

— En parlant de nourriture, d'oxygène, d'enveloppe, d'habitation... vous suggérez le caractère vital, presque organique, des systèmes d'idées dans nos existences. Construire un monde d'idées, est-ce aussi, à vos yeux, un processus de type organique ?

— En un sens, mais il faut préciser. Quand on étudie l'histoire de la philosophie, on ne cesse de passer en revue des mondes d'idées possibles, qui nous paraissent plus ou moins proches ou convaincants. Chacun de ces mondes possible sa logique interne. Mais cette cohérence interne n'est pas uniquement d'ordre intellectuel. Pour prendre une métaphore naturaliste — ce n'est évidemment qu'une métaphore — les métaphysiciens ne paraissent procéder comme les huîtres. C'est autour d'un grain de

sable que l'huître, en l'enveloppant de nacre, fabrique une perle.

— Le « grain de sable » des métaphysiciens, c'est un fragment de la réalité (ou une fiction qu'ils croient réelle, ce qui revient au même), à partir et autour desquels ils bâtissent un monde d'idées capable d'intégrer cette donnée tout en expliquant la totalité du monde, ou le maximum d'aspects du monde.

— Par exemple, le « grain de sable » de Platon est la constatation (incontestable pour lui) que nous possédons une âme et qu'elle est séparée du corps. À nos yeux, il peut s'agir d'une fiction ou d'une erreur. À ses yeux, c'est un fait aussi réel que la présence d'autrui. Et c'est à partir de ce « grain de sable » que Platon fabrique, de proche en proche, l'ensemble de sa métaphysique. Il s'efforce, en effet, de comprendre ce qu'est cette âme, comment elle se souvient, pourquoi elle oublie ou s'égare, de quelle manière elle se rapporte à d'autres âmes, etc. Les questions de fond de Platon (qu'est-ce que le monde ? qu'est-ce que le bien ?) trouvent une réponse en relation avec cette donnée : l'âme est séparée et immortelle.

— Le point de départ sera évidemment différent chez d'autres philosophes. Mais il me semble que le même geste leur est commun à tous : chercher à compren-

dre le monde à partir d'une donnée qui leur paraît impossible à écarter ou à supprimer, en produisant une enveloppe idéelle nouvelle, un nouveau monde d'idées, capable d'inclure cette donnée et toutes ses conséquences.

— Doit-on en conclure qu'un type particulier d'imagination est à l'œuvre dans ce travail créateur des philosophes ?

— Je le crois. Il y a, en quelque sorte, une poétique des idées, et surtout un « imaginaire idéel » qui autorise la construction d'un système plus ou moins complet, tout comme il y a un imaginaire propre aux mathématiciens, aux physiciens ou aux artistes. Pour bâtir un nouveau monde d'idées, ce ne sont pas uniquement des lectures et des facultés logiques qui sont requises. Il me semble qu'un don personnel est également nécessaire, qui permet l'élaboration de montages, leur expérimentation en pensée, leur agencement en ensembles de plus en plus vastes autour de ce noyau.

— Cet imaginaire métaphysique est peu répandu, surtout de nos jours. Il en est peu d'exemples contemporains. Whitehead, par exemple, a eu un tel don. Il part de la « vérité » de la théorie de la relativité. Si cette théorie est vraie, elle devient un élément de la réalité, comme une table ou une chaise. Et il faut alors se demander comment le monde se reconstruit autour de ce noyau de vérité, d'une manière nouvelle. C'est ce qui l'inspire, entre autres, à considérer les objets comme des événements, des processus, des transformations et non plus des entités fixes. Et voici un nouveau chateau d'idées qui se précise, même si Whitehead croit qu'il n'est qu'une note en bas de page de l'œuvre de Platon.

« Nous savons bien que nous ne sommes pas sages, mais nous rêvons de l'être »

— Vous qui êtes francophone et vivez hors de France, comment percevez-vous la vie philosophique dans notre pays ?

— J'ai une grande admiration pour beaucoup d'écrivains, et pour quelques philosophes. Mais trop d'esprits qui avaient des choses importantes à dire ont laissé perdre le philosophe qu'ils auraient pu être. À mes yeux, il y a ceux qui regardent autour d'eux pour plaire, et ceux qui obstinément s'occupent de construire leurs châteaux d'idées. Je préfère ces derniers.

— C'est un jugement moral ?

— C'est plutôt, de mon point de vue, un jugement esthétique. Je suis très sensible à la beauté de la sagesse. Si nous avons de l'amour pour les idées, si nous prenons la peine, la joie, le risque d'explorer des mondes d'idées, il est clair que ce n'est pas seulement pour le plaisir d'un jeu purement intellectuel. L'image du sage, de celui qui gouverne sa vie avec dignité, qui a compris que la mort n'est pas à craindre et que l'œuvre de pensée n'est pas vaine, cette image nous fascine toujours. Nous savons bien que nous ne sommes pas sages et que, peut-être, nous ne le serons jamais, mais nous rêvons encore de l'être. Respirer en philosophe, regarder autrement, prendre distance envers soi-même, se regarder être et vivre, « sculpter sa propre statue », comme le dit si bien Plotin, cela nous concerne. Les figures de Socrate, de Diogène, d'Épicure nous attirent toujours.

— Si elles nous paraissent admirables, c'est avant tout parce que de tels hommes nous paraissent beaux. Bien sûr, Socrate était laid, Plotin avait une maladie de peau etc., mais leur beauté intérieure est sans doute l'aspect des philosophes de l'Antiquité qui nous fait rêver. Si nous tentons d'être sages, si nous désirons rester dignes, c'est uniquement, me semble-t-il, parce que nous avons l'ambition d'être le plus beaux possible.

Propos recueillis par ROGER-POI, DROIT



## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Bellevue-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Tél. MONDIPUS 634 128 F

Tél. : 46-62-72-73 - Société filiale

de la SARL R. Schaefer et C. Nédélec et Régis Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie

de « Le Monde »

12, r. M.-Gautier

94852 IVRY Cedex

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BELLEVUE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Bellevue-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE et hors
3 mois	536 F	572 F	799 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 569 F
1 an	1 990 F	2 086 F	2 969 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse défectueux ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

221 MO 02

PP Paris RP

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde des DÉBATS

## LES POLITIQUES SONT-ILS IRRESPONSABLES ?

Dans la pratique, de multiples obstacles s'opposent à ce que les responsables prennent des décisions claires et définitives.

Pierre AVRIL, professeur de droit ; Marc ABELÉS, sociologue ; René LENOIR, ancien ministre ; Hugues BOCHARDEAU, ancien ministre ; Ezra SULEIMAN, professeur de science politique à Princeton ; Jean-Pierre RIOUX, historien.

## POUR OU CONTRE LA BOURSE ?

Le marché financier est-il indispensable au bon fonctionnement de l'économie ou favorise-t-il surtout l'enrichissement des spéculateurs ?

Les points de vue des économistes Alain LIPIETZ et Pascal SALIN.



## ÉTRANGER

Dans un discours à la nation serbe

### M. Milosevic évoque la paix et la lutte contre la corruption

S'adressant à la nation à l'occasion de sa réélection, le président de Serbie, Slobodan Milosevic, a plonge, samedi 26 décembre, une partie des téléspectateurs dans la perplexité dans un discours tranchant avec le belicisme de sa campagne électorale. Il a exprimé sa volonté d'aider à établir une paix « juste et durable » dans l'ex-Yougoslavie, de relancer l'économie et de se battre contre la criminalité et la corruption.

BELGRADE

de notre correspondant

Qu'il s'agisse d'une manœuvre politique ou de l'annonce d'un revirement, les déclarations de M. Slobodan Milosevic ressemblaient à celles qu'aurait pu faire

son rival le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, qui, en présentant une politique de paix et de conciliation, n'a obtenu que 34,02 % des suffrages exprimés. Au moment où la communauté internationale doit décider d'une éventuelle intervention militaire et où les plus hauts représentants politiques et militaires de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) s'apprêtent à se réunir le 2 janvier à Genève pour tenter de négocier une fois de plus la fin des hostilités, M. Milosevic prend l'initiative en se déclarant prêt à apporter « son aide au rétablissement de la paix » dans l'ex-Yougoslavie et notamment en Bosnie-Herzégovine. « Pour que la paix soit durable, elle doit être juste et pour être juste, elle doit respecter les intérêts de tous les peuples », a-t-il précisé.

Mais M. Milosevic a aussi annoncé qu'il allait « créer de nouveaux emplois et relever le niveau

de vie ». Pendant sa campagne, il avait affirmé que l'embargo international était un « stimulant » pour l'économie serbe qui avait, selon lui, assez de ressources pour vivre en autarcie. Aujourd'hui, il parle investissements et relance économique, une priorité dans un pays touché par une hyperinflation (près de 20 000 % en 1992). En cinq ans — depuis que M. Milosevic est arrivé sur le devant de la scène politique — le PNB a baissé de 41 %.

« Toutes les forces réunies »

Ces propos peuvent surprendre au moment où deux chefs de milices paramilitaires serbes figurent sur la liste des « criminels de guerre » établie par le département d'Etat américain entré au Parlement serbe. D'autant plus que M. Milosevic avait souligné récemment l'estime qu'il avait pour

M. Vojislav Seselj, le chef ultranationaliste serbe dont les milices sont accusées d'exactions en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. M. Zeljko Raznjajevic, surnommé Arkan et qui représentera désormais le Kosovo (province du sud de la Serbie) à l'Assemblée de Serbie, est, pour sa part, accusé d'exécutions sommaires en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, et notamment à Becko (nord de la Bosnie), où il aurait, selon des sources américaines, ordonné l'exécution de 3 000 musulmans.

Au lendemain des élections du 20 décembre, qui ont vu une montée en force des ultranationalistes serbes, la position de M. Milosevic est délicate. S'il a été réélu avec 56,32 % des suffrages, son parti socialiste n'a plus la majorité absolue aux Parlements serbe et fédéral yougoslave. Une coalition avec le Parti radical (SRP) de M. Seselj lui apporterait la majorité des deux tiers dans les deux assemblées,

mais le desservirait à l'étranger. Aussi a-t-il précisé, dans son discours, qu'il comptait sur « toutes les forces réunies » du pays. M. Milosevic aurait-il fléchi face aux menaces d'intervention et s'apprêterait-il à former un gouvernement de coalition ? Ou cherchait-il à former un gouvernement minoritaire socialiste, mais avec une plate-forme acceptable pour l'opposition ? Dans tous les cas, M. Milosevic cherche à gagner du temps pour préserver les conquêtes territoriales d'une guerre que ses troupes alliées ont déjà gagnée en Bosnie-Herzégovine. Comme il l'avait fait en décembre 1991 lorsqu'il avait finalement accepté, sous la pression internationale, le plan de paix de M. Cyrus Vance qui, faute d'application stricte, n'a fait que geler les acquis serbes en Croatie.

FLORENCE HARTMANN

A Genève

### Les États-Unis et la Russie tentent de boucler l'accord de désarmement stratégique START-II

Le secrétaire d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger, devait rencontrer, lundi 28 décembre, à Genève son homologue russe, M. Andreï Kozirev, pour tenter de réduire les derniers obstacles à un accord sur le désarmement stratégique (START-II).

Parlant aux journalistes qui l'accompagnaient, M. Eagleburger a estimé que ses entretiens avec son homologue russe pouvaient conduire avant mardi à un accord sur le traité Start-II. « Les chances que nous aboutissions sont supérieures à 50 % », il a précisé que si « les idées et le langage » des deux parties étaient compatibles, la mise au point d'un accord ne nécessiterait pas plus de vingt-quatre heures. La rédaction d'un traité prendrait trois jours de plus, et START-II pourrait être signé par MM. Bush et Boris Eltsine après le jour de l'An.

Les négociations durent depuis l'annonce, le 17 juin, à Washington, par les présidents Bush et Eltsine, de leur intention de réduire des deux tiers leurs arsenaux stratégiques. Le traité doit permettre de faire passer en dix ans le nombre des armes stratégiques de chaque pays de quelque 10 000 à 3 500.

Il prévoit l'élimination des missiles à longue portée et à têtes multiples de l'ex-URSS, les SS-18 et SS-19, qui ont constitué l'armature de sa puissance nucléaire et une menace directe contre les villes américaines. Washington, de son côté, réduirait de moitié le nombre de ses missiles à têtes multiples embarqués sur des sous-marins.

« Détails techniques »

Toutefois le bouclage de la négociation bute sur ce que Washington a appelé pendant longtemps des « détails techniques », constitués essentiellement par des demandes russes. Le secrétaire d'Etat a laissé entendre que les États-Unis étaient disposés à prendre en considération les demandes formulées lors de sa dernière rencontre avec M. Kozirev à Stockholm il y a deux semaines. Il a en effet indiqué que les délégations discutaient du nombre des silos de SS-18 qui devaient être détruits, modérant ainsi l'exigence américaine que tous le soient.

M. Eagleburger a également laissé entendre que la Russie pourrait conserver des SS-19 avec une tête nucléaire alors qu'il était prévu que tous soient éliminés.

Il a indiqué également que la question des bombardiers était un problème pour les Américains. La question est de savoir comment les armes embarquées dans ces avions seront contrôlées, dans la mesure où, jusqu'à présent, un avion était considéré comme une arme en soi sans tenir compte du nombre de têtes nucléaires qu'il emportait. — (AFP)

### MM. Boutros-Ghali et Kozirev expriment leurs réserves sur une éventuelle intervention en Bosnie

GENÈVE

de notre correspondant

C'est en champion d'une solution négociée au conflit qui ensanglantait la Bosnie-Herzégovine que le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a mené divers entretiens — officiels et officieux — samedi 26 et dimanche 27 décembre à Genève. Il a trouvé un allié sans réserve en la personne du ministre des affaires étrangères de Russie, M. Andreï Kozirev, pour qui « il est parfaitement indiqué de faire porter l'accent sur un processus politique plutôt que sur le recours à la force, laquelle dans cette situation serait non seulement contre-productive, mais aurait des conséquences imprévisibles ».

M. Kozirev a précisé que les réserves du secrétaire général de l'ONU et les siennes concernaient également une éventuelle intervention militaire pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie.

Dans les milieux internationaux, certains se sont étonnés que M. Boutros-Ghali, qui s'est pourtant longuement entretenu sur le problème des droits de l'homme avec M. Kozirev, n'ait pas encore mis à profit sa présence dans la capitale des droits de l'homme que Genève pour élever la voix contre « l'épuration ethnique » en Bosnie et ait passé quasiment sous silence les persécutions que cette pratique inflige à des populations civiles.

Un certain optimisme

Le secrétaire général a fait montre d'un certain optimisme, notamment en ce qui concerne l'achèvement de l'aide humanitaire et, plus généralement, l'évolution de la situation. Il s'est félicité de l'ensemble des dispositions mises en place par l'ONU pour encourager les pourparlers.

C'est dans ce cadre que dimanche le président croate Franjo Tudjman et le président bosnien musulman Alija Izetbegovic se sont rencontrés deux fois au Palais des Nations, en présence de Lord Owen et de M. Cyrus Vance, et une troisième fois sans témoin étranger.

Le porte-parole des deux coprésidents de la conférence de l'ex-Yougoslavie, M. Fred Eckhard, a parlé de progrès et de rapprochement des positions. Il ne s'agissait toutefois que de préparer la réunion du 2 janvier, toujours à Genève, à laquelle doivent également prendre part les représentants serbes.

ISABELLE VICHNIAC

□ M. Emmanuel se prononce pour des « zones de sécurité militairement protégées ». — M. Henri Emmanuel, président (PS) de l'Assemblée nationale, affirme dans le Journal du dimanche du 27 décembre que « la France doit exiger de l'ONU et de l'Europe la mise en place de zones de sécurité militairement protégées, à commencer par la ville de Sarajevo ». « Quant aux moyens militaires, ajoute-t-il, il faut que l'on nous explique les déclarations contradictoires des différents chefs d'Etat-major qui se succèdent dans l'observation de leur devoir de réserve. »

### La France « prendra sa part » à une action militaire

Suite de la première page

En réalité ce n'est pas la première fois que M. Dumas se prononce dans ce sens. Il l'avait fait notamment au conseil européen d'Edimbourg, le 12 décembre, et le président de la République avait alors annoncé que la France allait saisir le Conseil de sécurité des Nations unies d'un nouveau projet de résolution. Depuis cette date, cependant, les négociations, auxquelles ne participent pour l'instant que Français, Britanniques et Américains, ont échoué à New-York sur la nature et les modalités d'une intervention occidentale (le Monde du 25 décembre). Français et Britanniques s'opposaient en effet aux Américains sur trois points : le délai dont il convient ou non d'assurer la menace, la portée de l'intervention elle-même et les mécanismes de décision. Les Américains sont en effet partisans de punir sans délai les infractions déjà commises, y compris par la destruction au sol de certaines cibles des forces serbes, dont les aéroports. Ils souhaitent d'autre part que les États-majors occidentaux qui participent à ces opérations punissent en gardant le contrôle.

Discussion ou intervention ?

Les dirigeants français, de même que les Britanniques, qui, comme eux, craignent des représailles serbes contre leurs contingents de « casques bleus » stationnés en Bosnie, sont partisans d'actions beaucoup plus finement dosées. Ils souhaitent d'autre part, la semaine dernière encore, qu'après avoir mis soit mise à exécution avant que l'on connaisse l'issue des nouvelles tentatives diplomatiques actuellement menées à Genève auprès des différents belligérants sous l'égide de MM. David Owen et Cyrus

Vance, et qui doivent culminer le 2 janvier avec une nouvelle réunion de la conférence internationale, à laquelle participera notamment le président bosnien Izetbegovic.

Bref, alors que les États-Unis semblaient prêts à prendre le risque d'un engrenage militaire, Français et Britanniques s'efforçaient de jouer plutôt la dissuasion et de ne pas sacrifier les actions diplomatiques et humanitaires à une opération de police contre des violations de l'espace aérien bosniaque dont ils contestent la portée.

Si l'on en juge par les propos tenus dimanche par M. Roland Dumas, les positions françaises ont quelque peu évolué, sans doute lors de la réunion qui a eu lieu la semaine dernière à l'Élysée avec les ministres et responsables militaires concernés. Une intervention, a dit M. Roland Dumas, pourrait prendre la forme d'« actions de force » contre les avions serbes, « éventuellement contre les aires de décollage de ces avions et contre les hélicoptères s'il s'en trouve ». L'idée de bombarder les aéroports aux mains des Serbes, à laquelle la France s'opposait, n'est plus exclue, encore que le ministre ne semble toujours l'envisager à ce stade que comme une menace et ne se soit pas explicitement rallié au projet américain de frappes dites « préventives ». Une nouvelle réunion doit avoir lieu mardi à New-York entre représentants français, britanniques et américains.

Paris plaide d'autre part, contre Washington, pour que le secrétaire général de l'ONU garde la maîtrise d'éventuelles opérations de recours à la force, ce qui était aussi une garantie de retenue. Les déclarations faites ce week-end à Genève par l'intéressé font tomber d'elle-même cette revendication :



M. Boutros-Ghali, qui se déclare hostile au recours à la force dans l'ex-Yougoslavie, ne veut pas de cette responsabilité. Il faudrait, pour en venir là, lui forcer la main, comme on le fit il y a deux ans avec son prédécesseur à propos de l'Irak.

Mais M. Boutros-Ghali ne parlait pas seul à Genève. Il était en compagnie de M. Kozirev, le ministre russe des affaires étrangères, qui, pour des raisons de politique intérieure, est en train de se départir de la réserve observée jusqu'à présent par Moscou à propos du conflit dans l'ex-Yougoslavie. M. Kozirev avait en quelque sorte annoncé la couleur en mimant, la semaine dernière devant ses homologues des pays membres de la CSCE réunis à Stockholm, le discours que pourrait tenir en faveur

de la grande Serbie un conservateur partisan de la grande Russie. Sans aller jusqu'à reprendre de tels propos à son compte, M. Kozirev s'est clairement prononcé dimanche contre une intervention militaire occidentale dans l'ex-Yougoslavie, quand bien même elle n'aurait que l'objectif limité de faire respecter l'interdiction de survol de la Bosnie.

D'autres voix se sont aussi élevées ce week-end, en Grèce, pour mettre en garde contre une telle action militaire occidentale. Les responsables français, qui n'ont fini par hausser le ton que sous la pression des États-Unis et celles des dirigeants des différents partis politiques, qui se sont multipliées la semaine dernière, devraient s'en réjouir.

CLAIRE TRÉAN

### EN BREF

□ AFRIQUE DU SUD : trente morts en deux jours. — La police sud-africaine a indiqué, samedi 26 décembre, que trente personnes ont trouvé la mort en deux jours, dont une dizaine lors de violences à caractère politique. A Sobokeng, dans la région minière du Vaal, trois hommes ont été tués dans un foyer pour travailleurs migrants. — (AFP)

□ BANGLADESH : Decca dément rapatrier de force des réfugiés birmans. — Le ministre bengalais des Affaires étrangères a démenti, samedi 26 décembre, les accusations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et du département d'Etat américain selon lesquelles des réfugiés birmans ont été rapatriés de force. « A ce jour, seulement 4 000 réfugiés sont rentrés (en Birmanie), a indiqué M. Reaz Rahman. S'ils étaient rapatriés de force, ce nombre serait beaucoup plus élevé. » Environ 250 000 réfugiés birmans musulmans, ou Rohingyas, se trouvent actuellement dans des camps au Bangladesh. — (AFP)

□ CHINE : dix lamas tibétains condamnés à des peines de prison. — Dix lamas tibétains ont été condamnés à des peines allant de cinq à neuf ans de prison pour avoir participé à des manifestations

indépendantistes à Lhassa en février et en mai derniers, a rapporté, samedi 26 décembre, le Réseau tibétain d'information, une organisation de défense des droits de l'homme basée à Londres. La condamnation la plus lourde a été prononcée, selon cette source, contre un moine de vingt ans, Lobang Dorje, accusé d'avoir incité une vingtaine de collègues à protester contre la présence chinoise devant le monastère du Jokhang. — (Reuters)

□ GHANA : l'opposition boycotte les élections législatives. — Les quatre partis d'opposition qui réclamaient une réforme des listes électorales, fortement « gonflées » selon eux, et une enquête sur des fraudes dénoncées à l'issue du scrutin du 3 novembre, ont décidé de boycotter, mardi 29 décembre, l'élection des deux cents membres du Parlement. Seules les trois formations qui avaient constitué une alliance électorale pour soutenir M. Jerry Rawlings, lors de la présidentielle, devaient participer. — (AFP)

□ INDE : New-Delhi va acquiescer le site de la mosquée d'Ayodhya. — Le gouvernement indien a décidé, dimanche 27 décembre, d'acquiescer le site de la mosquée historique d'Ayodhya, détruite par des fanatiques hindouistes le 6 décembre.

Selon un communiqué officiel, un temple hindou et une mosquée y seront construits. D'autre part, environ deux mille hindous ont été arrêtés vendredi à Faizabad alors qu'ils tentaient de se rendre sur le site d'Ayodhya. — (AFP)

□ MALAWI : 133 personnes devant la justice pour « rébellion illégale ». — Arrêtés lors d'une manifestation de l'opposition, cent-trente-trois personnes accusées de « rébellion illégale » et de « complot en vue d'un délit », comparaitront devant la justice fin décembre et courant janvier, a indiqué dimanche 27 décembre M. Harry Chiume, porte-parole de l'Alliance pour la démocratie (AFORD), qui doit lui-même comparaître le 30 décembre. Plus de 200 personnes avaient été arrêtées le 20 décembre à Blantyre, alors qu'elles manifestaient contre la condamnation à deux ans de prison de l'opposant Chakufwa Chihana, dirigeant de l'AFORD, le principal parti d'opposition. — (AFP)

□ NIGER : la nouvelle Constitution a été adoptée. — Les Nigériens ont adopté à une large majorité, samedi 26 décembre, la Constitution qui entrera en vigueur à l'issue de la période de transition, en février ou mars prochain selon

le calendrier prévu. Les résultats provisoires, rendus publics dimanche, et portant sur 70 % des 4 615 bureaux de vote, indiquent que les électeurs ont répondu « oui » à 89 % au projet qui leur était soumis par référendum, 54,4 % d'entre eux ayant participé au scrutin. — (AFP)

□ PHILIPPINES : dix-huit catholiques assassinés dans le sud du pays. — Dix-huit villageois catholiques ont été assassinés, vendredi 25 décembre, dans le sud du pays, a indiqué dimanche un porte-parole militaire, selon lequel les responsables seraient des bandits musulmans. L'armée vérifie les informations selon lesquelles ce massacre aurait été perpétré en représailles après le meurtre, par une milice gouvernementale, de plusieurs agriculteurs musulmans lors de la prière dans une mosquée. — (Reuters, UPI)

□ SÉNÉGAL : M. Abdou Dionf candidat à sa succession. — Le chef de l'Etat sénégalais, M. Abdou Dionf, a été officiellement désigné, samedi 26 décembre, au cours du congrès du Parti socialiste, candidat à l'élection présidentielle de février prochain. Il a affirmé que son nouveau mandat serait celui de la relance économique. D'autre part, les troubles dans la

région de Casamance (sud du pays) ont fait de nouvelles victimes. Les séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) auraient tué sept personnes ces derniers jours. — (AFP, Reuters)

□ SRI-LANKA : soixante-dix morts lors d'un affrontement. — Un affrontement entre séparatistes tamouls et militaires a fait soixante-dix morts le 24 décembre dans le nord-est de l'île, a-t-on appris de source militaire. Une patrouille est tombée dans une embuscade tendue par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Quarante militaires ont été tués, vingt autres blessés, tandis que les assaillants auraient perdu trente hommes. — (AFP)

□ ZAÏRE : présentation des lettres de créance du nouvel ambassadeur de France. — Le nouvel ambassadeur de France au Zaïre, M. Philippe Bernard, a présenté, jeudi 24 décembre, ses lettres de créance au chef de l'Etat zaïrois, le maréchal Mobutu Sese Seko. M. Bernard remplace à Kinshasa M. Henri Rethoré.

[Né le 21 mars 1931, M. Philippe Bernard est issu de l'École de la France d'outre-mer. Il a été, ces dernières années, en poste à Ankara, à Rabat et à Caracas.]



## EUROPE

## Russie : Magadan, terre d'empire à la dérive

Dans l'Extrême-Orient russe en proie aux luttes d'influence régionales l'ancienne ville-bagne tente de survivre

## MAGADAN

de notre envoyé spécial

Il faut un effort pour imaginer la distance entre Moscou et la statue de Lénine qui trône sur la place centrale de cette ville perdue : vingt-quatre jours de voiture... quand la route est praticable, les courts mois d'été l'éloignement explique peut-être pourquoi, à deux pas de Magadan, Oleg Viktorovitch Volkov paraît se comporter comme si la guerre froide perdurait.

Il arme de missiles son Sukhoï-25, fait le plein, décolle, et bombarde sa cible en évitant les avions ennemis, identifiés sur son écran comme américains. Et cela plus d'un an après la tentative de putsch qui, à Moscou, fit mourir l'URSS. En fait, la mission d'Oleg est conduite, dans son bureau de commissaire divisionnaire de la milice, avenue du Proletariat, sur une copie sud-coréenne d'ordinateur IBM, à l'aide d'une version piratée d'un jeu informatique américain. « À la prochaine partie, lance-t-il, je peux piloter un avion américain lancé contre une cible soviétique ! »

Magadan, ville maudite du Goulag, éditée autour de l'exploitation de prisonniers politiques par la dictature de l'ex-URSS, commence à sentir le vent d'assaut de la démocratie. Les confins orientaux de l'empire russe. Ce finistère oriental de l'Asie a été rattaché à l'Europe en 1645, lorsque les Cosaques atteignirent la mer d'Okhotsk, après avoir assujéti les Yakoutes (Turcs). Ils ouvrirent ainsi une période de voisinage délicat avec les Mandchous, dont le territoire s'étendait jusqu'à l'actuelle Vladivostok.

## Le KGB toujours présent

Cette terre sera, par la suite, âprement disputée entre les tsars et un Japon soucieux d'affirmer sa puissance régionale - jusqu'au conflit de 1905, qui marquera un coup d'arrêt à l'expansion russe en Extrême-Orient. Ce n'est qu'en 1922 que la toute jeune République d'Extrême-Orient, pro-soviétique, revendra au sein du nouvel empire « prolétarien » d'Europe...

pour en devenir la poubelle politique. Les Soviétiques, il est vrai, n'innovaient guère : la Sibirie était devenue, dès le dix-huitième siècle, colonie de déportation.

Magadan devint le centre de « triage » du Goulag après la découverte d'importants gisements d'or, à la fin des années 20. Par la suite, la zone de Kolyma, au nord, deviendra tristement célèbre pour avoir accueilli nombre de dissidents. Encore aujourd'hui, le folklore local, produit par quantité d'artistes-troupiers, chante Magadan comme un symbole du Kremlin rouge.

Le Kremlin n'est plus rouge, mais la distance fait que la politique moscovite paraît ici relever d'un autre pays. Huit fusées nucléaires, ce n'est pas rien. Pour économiser les transmissions, les informations télévisées nationales parviennent ici sous forme d'un condensé de bulletin. Alors Magadan hésite entre deux mondes : l'héritage du Goulag, et l'Asie dynamique des « tigres » économiques voisins - à quoi s'ajoute la « proximité » nord-américaine.

La persistance du monde ancien saute aux yeux. « Le KGB est-il toujours là ? » A cette question, la réponse - hormis de la part des « gubistes » - est invariablement : « En fait, oui. » Et les vestiges du Goulag qu'on veut bien nous montrer, à bord d'un hélicoptère d'Aéroflot affrété par une équipe de télévision allemande, ne sont que la façade abandonnée, pour cause de vétusté, d'anciennes activités.

Au flanc d'une colline apparaissent les ruines désertées d'un camp de détention installé autour d'une mine de cobalt. L'endroit avait été délaissé en 1956, mais les bâtiments de bois sont restés debout, avec le mirador. Les dorures étaient agrémentées de bas-reliefs au pied des fenêtres à barreaux de fer. Plus loin, ce sont les restes inquiétants d'une mine d'uranium désertée. On nous avertit de ne pas y mettre les pieds, en raison des radiations.

Officiellement, les prisons ne recèlent plus de détenus politiques, mais seulement des « droit commun ». Tel n'est pourtant pas l'avis de certains prisonniers que les autorités, après de longues négociations, nous autorisent à interroger dans l'ex-camp pour femmes nazies appelé « colonie A7 261/4 » et devenu prison d'Uptar, près de l'aéroport. Ancien musi-



cien, Leonid Tutov nous est tout d'abord présenté comme « le journaliste qui édite le journal interne » du camp. Il met les pieds dans le plat, devant ses geôliers et la caméra : « En fait, le Goulag existe toujours. » Leonid avait été interné « pour délit d'opinion ». Il est toujours assigné à résidence dans la prison. La conversation est brusquement interrompue quand il se lance dans la description de brutalités infligées aux prisonniers.

La visite de l'atelier où les détenus fabriquent des panneaux de béton pour préfabriques donne lieu à un nouvel incident entre prisonniers et officiers. Cette fois, c'est à propos des conditions de détention : rareté des cigarettes (cinq paquets par mois), misère des vêtements (un pantalon par an), lenteur des améliorations du traitement des hommes (n'avoir plus la tête rasée...). Réponse des matons : « Moscou dit si loin, les ordres mettent longtemps à arriver... »

Les instructions de la capitale ne semblent pas avoir mis fin à l'usage du milieu aux permis incriminés en « V », sans surface plane au sol, où le prisonnier ne peut ni s'asseoir, ni s'allonger, ni se tenir debout. « Ce qu'on y fait ? On

devient fou, c'est tout. » Les accompagnateurs s'énervent. « Si vous continuez, nous allons saisir la cassette vidéo et tout effacer. » La transparence est encore limitée au fin fond de l'ex-archipel. Il ne nous a plus été possible, après ces scènes, de visiter d'autres centres d'internement.

L'ensemble urbain de Magadan, ruines modernes assorties d'une voirie lamentable, est à la hauteur du désastre soviétique. La statue de Lénine se dresse devant une façade de bâtiment en construction dont aucune des 168 fenêtres déjà posées n'est intacte. Dans des cliques plus ou moins spacieux survivent quelques restes du Goulag, qui ne veulent guère se souvenir. Au musée est installée une exposition à la mémoire d'un temps pieux, dit l'explicite, d'un million et demi de forçats.

Sur cet univers règne une mafia qui se nourrit des trafics rendus possibles par l'ouverture limitée sur l'Extrême-Orient asiatique. Son quartier général est à l'Hôtel Magadan, établissement de réputation et d'allure assez sinistres. L'arrivée d'étrangers porteurs de devises fait ici l'effet d'un appel au larcin. Ou pis : un représentant en prêt-à-porter

de Chine populaire a été assassiné dans sa chambre, en mai dernier, ligoté à son lit, il a été battu à mort. « Personne n'a rien entendu dans l'hôtel », raconte, résigné, le lieutenant Volkov.

Si les villes proches de la frontière sont d'évidentes cibles pour les marchands chinois, la présence de l'empire du Milieu se fait sentir jusque dans des localités reculées, comme Susuman, fief des chercheurs d'or, au nord de Magadan. Principale exportation chinoise visible dans les rues : la « dou-doune » en plumes de canard, d'une couleur criarde, qui tranche sur la grisaille vestimentaire soviétique.

## Le retour des Japonais

Chronologiquement, ce ne sont pas les ressortissants de la Chine, toute proche, qui ont ouvert la région aux affaires. Depuis des années, les hommes d'affaires japonais traînent dans le coin. A Khabarovsk, les firmes de commerce nippones ont installé des agents pour justifier l'existence de restaurants japonais pratiquant les prix de Tokyo (pour un repas normal : six semaines de salaire d'un pilote d'Aéroflot).

Pour les Japonais, le secteur présente l'attrait d'une terre vierge. Un archéologue nippon nous a affirmé avoir découvert, près de Magadan, un site antique de la culture coréenne, sur lequel il écrit une étude sur « l'origine du peuple japonais », vieille marotte pas toujours dénuée d'arrière-pensées économicques. A l'aéroport de Khabarovsk, un adolescent japonais fait le fier devant ses copines dans un uniforme soviétique acheté au marché noir.

Les yakuzas (gangsters japonais) sont aussi très présents, si l'on en juge par le nombre de voitures nippones manifestement volées qui circulent, avec ou sans plaque d'immatriculation. La plupart portent encore la vignette japonaise. La milice de Magadan s'est d'ailleurs équipée de 4x4 nippons pour poursuivre les criminels : l'antique Jeep soviétique se faisait semer par les véhicules modernes des truands.

Autres nouveaux venus : les Américains d'Alaska. Avant même la dislocation de l'URSS, Magadan

avait été jumelée avec Anchorage. Trois fois par semaine, en été, un vol de la compagnie Air Alaska déposait dans l'ex-capitale du Goulag son chargement de touristes, principalement du troisième âge, avant de rejoindre Khabarovsk. Parmi eux figuraient surtout des Américains d'origine russe, ainsi que des amateurs de chasse ou de pêche.

Avec les touristes américains sont venus les évangélistes. Un temple baptiste est en construction à Magadan, derrière un panneau publicitaire orné d'un portrait du Christ. Un groupe de visiteurs de même confession a visité la prison d'Uptar et laissé aux gardiens une photo de groupe dédicacée de formules sentimentales : « En souvenir d'un séjour étonnant, avec amour... »

Les Chinois de Taiwan, enfin, ne sont pas en reste. L'une des deux compagnies aériennes de l'île, Evergreen, pose régulièrement ses gros porteurs à Khabarovsk. C'est, en fait, une Babylone du commerce asiatique qui se crée ici. Le Musée d'histoire militaire a fermé toutes ses salles à l'exception d'une seule, transformée en braderie de médailles. Tout s'y vend en dollars. Dans la cour finissent de rouiller quelques carcasses de blindés et un exemplaire d'« orgies de Staline ». L'aile arrière du bâtiment abrite une Association pour la coopération d'affaires avec les pays de la région Asie-Pacifique.

Ces frémissements capitalistes coexistent avec des scènes anachroniques, comme la prospection de l'or selon les méthodes utilisées au dix-septième siècle dans l'Ouest américain. A Susuman, entre les mois de gel, des hommes accroupis au fond d'un ruisseau lavent encore la pierre, avec planche de bois et piolet, pour en retirer la pépite qui, cependant, les rendra riches. A côté des exploitations d'Etat - archaïques, certes, mais très productives - se sont créées des prospectes, contre une licence annuelle, un tiers de leurs revenus. Certains n'hésitent pas à risquer jusqu'à quinze ans de prison pour se livrer sans permis à cette activité. Que ferez-vous quand vous aurez purgé votre peine, demandent-ils à l'un d'eux, qui s'est fait pincer. « Je recommencerai. Que voulez-vous que je fasse d'autre, lui ? »

FRANCIS DERON

ALBANIE : cinq anciens responsables condamnés. - L'ancien chef de la police de Shkoder (nord de l'Albanie), M. Copejaci Taci, et quatre autres ex-responsables ont été condamnés, samedi 26 décembre, à des peines allant de quinze à vingt ans de prison, pour avoir ordonné, en avril 1991, de tirer contre des manifestants, dont quatre avaient été tués. (AFP)

ALLEMAGNE : les handicapés seraient la cible des extrémistes de droite. - Les handicapés vivant en Allemagne sont de plus en plus la cible des extrémistes de droite, indique M. Walter Hirrlinger, président de la VdK, une fédération représentant notamment les handicapés et les victimes de guerre, dans un entretien publié lundi 28 décembre par le quotidien Express. M. Hirrlinger cite un cas où des extrémistes ont éteint leurs cigarettes contre la gorge d'un handicapé. D'autres sont menacés verbalement : « Avant, vous auriez été gazés », déclarent, par exemple, les agressés. Les incidents qui se multiplient montrent qu'« à la haine contre les étrangers succède maintenant la violence contre les plus faibles de notre société », estime le président de la VdK. (AFP)

## LES RÉFUGIÉS ?

Ils ont dû tout abandonner. Ne les abandonnons pas. Pour en savoir plus :

3615 HCR

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés HCR  
Trois petites lettres contre de grands maux.



ARMÉNIE : appel à l'aide internationale. - Le président arménien Ter Petrosian a adressé, samedi 26 décembre, des messages aux présidents Eltsine, Bush et au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, demandant l'aide de la communauté internationale pour le pays. Outre l'absence de chauffage dans les maisons, le métro d'Erevan a cessé de circuler samedi, et des dizaines de centres téléphoniques ne fonctionnent plus. (AFP)

ESPAGNE : manifestations pro et anti-ETA. - Plusieurs milliers de personnes ont formé une chaîne humaine qui s'est étendue sur 1,5 kilomètre, dimanche 27 décembre dans le centre de Vitoria (province basque d'Alava), pour protester contre le terrorisme de l'organisation indépendantiste basque ETA. Le temps fort de la manifestation, organisée par des associations défendant les droits de l'homme, s'est produit au moment où d'anciens militants de l'ETA et des parents de victimes d'attentats se sont embrassés dans un geste de réconciliation. La veille, quelque huit mille personnes avaient participé à un rassemblement traditionnel de soutien aux détenus de l'ETA près de la prison de haute sécurité d'Irrore-de-la-Mancha (province de Ciudad Real, au sud de Madrid). (AFP, Reuters)

M. François Mitterrand s'est entretenu avec le premier ministre turc. - M. François Mitterrand, actuellement en visite privée en Turquie (le Monde du 26 décembre), a rencontré samedi 26 décembre dans la station balnéaire de Kemer, sur le littoral méditerranéen, près d'Antalya, le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel. Le chef de la diplomatie turque, M. Hikmet Cetin participait à l'entretien. « J'ai demandé à M. Mitterrand d'être de son influence personnelle sur l'Arménie pour un cessez-le-feu dans le conflit armé entre Arméniens et Azerbaïdjanais au Nagorno-Karabakh », a déclaré M. Demirel, cité par l'agence de presse semi-officielle Anatolie, à l'issue de l'entretien, qui a porté sur les relations entre Ankara et Paris ainsi que sur la situation en Bosnie-Herzégovine, a ajouté M. Demirel. (AFP)

## AMÉRIQUES

## ÉTATS-UNIS

## Le procureur chargé de l'« Irangate » devrait convoquer M. Bush après le 20 janvier

## WASHINGTON

de notre correspondant

Le journal politique tenu par M. George Bush depuis novembre 1986 s'occupe aujourd'hui toute l'attention de la presse. Ces notes dactylographées par ses collaborateurs, qu'il dictait lui-même en fin de journée sur une minicassette, se retrouvent au cœur de l'« Irangate », le scandale des armes vendues clandestinement à l'Iran par l'administration Reagan en 1985-1986, depuis que M. Bush, usant de son droit de grâce, a la semaine dernière, accordé son « pardon » aux derniers protagonistes de cette affaire. Ce geste a suscité la colère du procureur indépendant Lawrence Walsh, qui s'apprêtait à requérir, début janvier, contre une des « vedettes » de l'« Irangate », l'ancien secrétaire à la défense M. Casper Weinberger, et ce après six ans d'instruction et une note de frais d'enquête de quelque 35 millions de dollars (d'argent public).

Le juge Walsh a affirmé qu'il se retournerait contre M. Bush lui-même et qu'il le convoquerait sans doute après le 20 janvier - date de la possession des pouvoirs à M. Bill Clinton - pour l'interroger et obtenir certaines pièces manquantes de ce fameux « journal » politique. Préparant ses valises avant de quitter la Maison Blanche, M. Bush avait, le 11 décembre dernier, transmis l'essentiel de son « journal » au juge Walsh ; démarche bien tardive et surprenante puisque le président affirmait depuis long-

temps avoir donné au procureur tous les documents qui pouvaient l'intéresser.

« Il y a des trous » concernant « des mois importants », a dit M. Walsh, assurant qu'il usait de ses pouvoirs judiciaires pour se faire remettre l'essentiel du « journal ». La Maison Blanche se dit tout à fait disposée à obtempérer : le « journal », pièces manquantes comprises, ne serait rien d'autre qu'un carnet de route politique personnel tenu par M. Bush à partir de janvier 1986, date à laquelle, encore vice-président, il avait décidé de se lancer dans la course à la présidence.

## Une double infraction criminelle

L'« Irangate » entacha sérieusement le deuxième mandat du président Ronald Reagan. Certains hauts fonctionnaires de la Maison Blanche et de la CIA ont commis une double infraction criminelle : en vendant des armes à l'Iran (contrairement à la loi), pour obtenir la libération des otages américains de Beyrouth (contrairement à la politique proclamée), puis en servant des fonds ainsi recueillis pour procurer des armes à la rébellion de la Contra nicaraguayenne (là encore en violation de la loi). Le président Reagan a dit que l'opération avait été montée à son insu par des collaborateurs trop zélés. Nommé pour trouver d'éventuels responsables politiques, le juge Walsh est convaincu que nombre de membres du gouvernement

de l'époque - à commencer par M. Weinberger - ont menti au Congrès et à la justice pour « couvrir » le président Reagan.

M. Bush, alors vice-président, a toujours indiqué ne pas avoir été tenu au courant de tous les détails de l'affaire. Il savait que des armes avaient été vendues à l'Iran et n'ignorait sans doute pas non plus que l'opération était destinée à amadouer les preneurs d'otages ; il n'a, en revanche, jamais été prouvé que le vice-président savait que l'argent des ventes d'armes allait à la Contra. Certains avancent la thèse suivante pour expliquer le « pardon » de la semaine dernière : si le procès Weinberger avait eu lieu, M. Bush aurait pu être convoqué comme témoin et être obligé de déposer sous serment devant la justice.

Apparemment, M. Bush n'a plus grand-chose à craindre. Si la majorité démocrate au Congrès ordonne - comme elle l'a annoncé - une enquête sur ces affaires, cela ne devrait pas aller bien loin : nombre de témoins démocrates au Sénat et à la Chambre, proches de M. Weinberger, n'étaient pas opposés au « pardon » présidentiel pour mettre un terme à une affaire qui n'en finit plus et à laquelle la majorité des Américains ne comprennent plus rien.

Ce dossier refermé, ou presque, la présidence Clinton s'annonce avec un autre scandale politico-judiciaire qui, durant les quatre années à venir, devrait alimenter copieusement journaux et investigations judiciaires. C'est l'affaire

de l'enquête menée il y a quelques mois à la section des passeports du département d'Etat ; il s'agissait de savoir si l'étatiste Bill Clinton, opposé à la conscription durant la guerre du Vietnam, n'avait pas cherché à changer de nationalité.

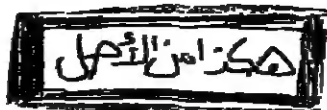
Enquête menée, semble-t-il, dans des conditions illégales, voire criminelles, et qui a pu être ordonnée aux plus hauts échelons de l'équipe menant la campagne de M. Bush. Un des dirigeants de la campagne et pas des moindres, M. James Baker, ainsi que deux de ses collaborateurs viennent de prendre des avocats ; l'objet du délit, cette fois, est le passeport de M. Clinton du début des années 70.

ALAIN FRACHON

COLOMBIE : les combats entre l'armée et la guérilla ont fait plus de trente morts. - Les affrontements opposant l'armée colombienne à la guérilla marxiste ont fait plus de trente morts au cours du week-end, ont rapporté, lundi 28 décembre, les médias colombiens. Deux membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont été tués dans la province de Putumayo, à la frontière équatorienne, selon Radio Caracol. Six soldats ont été tués dans la province de Huila, au nord de Putumayo, a ajouté la radio. Les affrontements entre l'armée et les guérilleros se multiplient depuis que le président Cesar Gaviria a décrété l'état d'urgence début novembre. (Reuters)

L'Europe





## L'Europe à ciel ouvert.



Année du grand marché européen, 1993 est pour vous l'année de tous les privilèges puisque vous voyagez en notre compagnie. De Munich à Berlin et de Dresde à Hambourg, vous pourrez découvrir tous les visages d'une Allemagne qui change. Et grâce à notre réseau, les 12 pays de la CEE ne vous auront jamais paru aussi proches le temps d'un

week-end d'évasion. Dans l'espace économique européen, la nouvelle liberté c'est surtout la liberté de choix. Alors n'hésitez pas: partez avec Lufthansa.

**\*Prix aller-retour valables du 2.1. au 31.3.93 sur tous nos vols de la France vers l'Allemagne, et leurs prolongations vers les villes des pays membres de la Communauté Européenne, en Classe Economique. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages.**



# Lufthansa

Pour toutes informations et réservations:  
Paris (1) 42 65 37 35 Lyon 78 63 66 66

Marseille 42 78 25 03

Nice 93 83 02 80

Toulouse 61 71 97 97

Tarifs applicables du 2 janvier au 31 mars 1993 pour des billets au départ de la France achetés entre le 2.1. et le 15.1.93. Prix soumis à des conditions particulières de vente et de transport et à l'approbation gouvernementale.



# 

### 

Faute de pouvoir s'entendre sur la poursuite ou l'arrêt des négociations de paix, la direction de l'OLP et des représentants du Mouvement islamique de résistance, Hamas, ont réclaté dimanche 27 décembre, au terme d'une réunion de trois jours à Tunis, l'annulation de l'expulsion de quatre cent quinze Palestiniens des territoires occupés.

Dans un communiqué, les participants ont appelé toutes les « forces arabes et islamiques, ainsi que les instances internationales soucieuses du respect des droits de l'homme, à apporter leur soutien aux déportés en vue d'assurer leur retour ». Hamas et l'OLP « poursuivront le dialogue dans

l'intérêt du peuple palestinien », leur prochaine rencontre étant en principe prévue à Khartoum le 2 janvier prochain.

De son côté, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a invité les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à exercer des pressions sur Israël, afin qu'il revienne sur sa décision et que soit mis un terme aux violations de la souveraineté du Liban.

A Paris, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, dans un entretien sur France 2, a qualifié dimanche d'« intolérable » la situation des expulsés. « Il est inadmissible de laisser dans les condi-

tions où ils sont des hommes exposés à la neige, au froid, à la maladie et à la famine », a estimé M. Dumas. Paris multiplie « les contacts et les démarches » avec Tel-Aviv et Beyrouth.

Un groupe de médecins pourraient « dès demain prendre l'avion et se rendre dans ces camps pour apprécier la situation et connaître les besoins de ces populations malheureuses », a ajouté le chef de la diplomatie française. Il a indiqué qu'il avait demandé au ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, de se tenir prêt à intervenir.

### M. Rabin demeure intraitable face à l'envoyé spécial de l'ONU

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un esprit de fronde s'est emparé des Arabes israéliens. Cette communauté, forte de 750 000 personnes, fermement opposée à l'expulsion de quatre cent quinze de ses frères des territoires occupés, a décidé de braver M. Itzhak Rabin. Un convoi de plusieurs camions bourrés de vivres, médicaments et ustensiles de camping est parti de la petite localité de Shefar'am, à une vingtaine de kilomètres de Haïfa, en direction de la frontière israélo-libanaise. L'acte est purement symbolique puisque le premier ministre a déjà fait savoir qu'il interdirait le franchissement de cette frontière.

C'est à une même opposition que l'envoyé spécial des Nations unies s'est heurté, dimanche 27 décembre, à Jérusalem. M. James Jonah, délégué par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a pourtant déployé tous ses efforts pour convaincre M. Rabin d'appliquer la résolution 799 du Conseil de sécurité, adoptée le 18 décembre, qui non seulement condamne l'expulsion, mais encore exige « le retour immédiat et en toute sécurité » des personnes concernées. M. Rabin a également rejeté une proposition de M. Jonah prévoyant le parachutage de ravitaillement par les avions de la FINUL (Force intermédiaire de l'ONU au Liban). Rien n'y fait. Même le chef de la

diplomatie, M. Shimon Pérès, qui s'était démarqué de la décision d'expulsion prise alors qu'il se trouvait en visite officielle au Japon, n'a pas manqué d'accuser le Conseil de sécurité d'avoir pris une décision « unilatérale », sans considérer « les crimes des intégristes du Hamas et du Jihad islamique ».

En fin de compte, M. Pérès a pris soin de rappeler à son interlocuteur que l'expulsion ne pouvait exister deux ans et que « la seule issue à l'impasse est que les expulsés se voient offrir des terres dans la région ». Une solution qui, jusqu'à présent, n'a pas soulevé l'enthousiasme des 415 Palestiniens bloqués dans les neiges du Liban puisqu'un seul d'entre eux a, pour l'instant, opté pour cette voie. Les autres, dont au moins sept personnes expédiées au Liban à la suite d'une erreur d'identité, disposent encore de quarante jours pour faire appel. L'armée examine les possibilités de les rapatrier rapidement. En attendant, la Cour suprême, saisie par un député arabe israélien, M. Abdel Wahab Darawsah, a accordé soixante-douze heures au gouvernement pour s'expliquer sur son refus d'autoriser le passage des convois du Comité international de la Croix-Rouge.

Préférant éviter un débat juridique avec M. Jonah, le chef du gouvernement a, quant à lui, dressé, pendant une heure trente d'entre-

tiertes contre des civils et des militaires israéliens, pour finalement repousser la demande de l'ONU sur l'acheminement du ravitaillement à travers la « zone de sécurité » occupée par Israël au Liban sud. « J'ai expliqué à mon interlocuteur que mon gouvernement est décidé à combattre sans merci le terrorisme des extrémistes islamiques », a dit M. Rabin. C'est sur le gouvernement de Beyrouth que repose l'entière responsabilité du blocus.

#### Protestation

des Arabes israéliens

Pendant ce temps, devant le siège du gouvernement à Jérusalem, deux cents maires, conseillers municipaux et députés arabes israéliens brandissaient des pancartes appelant au retour des proscrits et à la fin de l'occupation des territoires de Cisjordanie et de Gaza. « Une seule solution aux maux de la région », M. Rabin n'a pas caché son irritation. Il a accepté de mauvaise grâce de recevoir des représentants des manifestants, mais refusé de serrer la main d'un député, M. Hachem Mahmoud, dont les récents propos, hostiles aux expulsions et favorables à un redoublement de l'intifada, ont été très mal vus à Jérusalem. Ce qui

n'a pas empêché M. Mahmoud d'interroger le premier ministre, qui est aussi en charge du portefeuille de la défense, sur la multiplication du nombre de tués et de blessés palestiniens par balles depuis trois semaines dans la bande de Gaza. « Les consignes de tir demeurent inchangées », lui a répliqué le premier ministre, qui a révélé par la même occasion que les douze morts et les dizaines de blessés palestiniens depuis le 1<sup>er</sup> décembre dans ce territoire sont « le fait d'une unité qui n'a pas respecté les ordres et que j'ai décidé de renvoyer à sa base ».

Fort peu satisfaits de cette explication, et encore moins de la confirmation du caractère « irrévocable » de l'expulsion, les députés des deux partis arabes israéliens, six mois après sa formation du gouvernement, menacent de quitter la coalition gouvernementale, accusant les tiraillements au sein de celle-ci à propos des expulsions.

Hasard ou pas, c'est le moment qu'il choisit les médias israéliens pour publier un sondage révélant que trente-deux pour cent des Israéliens, quatre-vingt pour cent des Arabes israéliens, soutiennent la position de M. Rabin qui s'oppose catégoriquement. (Interim.)

Premier incident grave au sud du 32<sup>e</sup> parallèle

### La chasse américaine a abattu un avion irakien

Pour la première fois depuis qu'a été imposé, le 27 août dernier, une « zone d'exclusion aérienne » au sud du 32<sup>e</sup> parallèle en Irak, un avion de combat F-16 américain a abattu, dimanche 27 décembre, un Mig-25 de l'armée de l'air irakienne qui avait violé l'interdiction de survol de cette zone. L'Irak a confirmé l'incident et rendu « les agresseurs responsables de ce crime injustifié ». Bagdad se réserve « le droit d'y répondre au moment opportun et de la manière qui convient », a déclaré un porte-parole officiel. Cependant, le représentant irakien aux Nations unies, M. Nizar Hamdoun, a estimé qu'il ne s'agissait que d'un incident « isolé » et annoncé, en outre, que son pays était disposé à accepter que des gardes de l'ONU accompagnent les convois d'aide humanitaire destinés au Kurdistan d'Irak, au-dessus duquel est maintenue une autre zone d'exclusion aérienne, au nord du 36<sup>e</sup> parallèle.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'administration Bush comme la future administration Clinton estiment que le message était clair : en « provoquant » un incident au-dessus de la zone d'exclusion aérienne du sud de l'Irak, le président Saddam Hussein a cherché à « tester » la détermination des États-Unis au moment de la transition entre les deux présidents.

M. Bill Clinton s'est senti tout particulièrement visé. « M. Saddam Hussein se trompe s'il croit que les États-Unis vont manquer de résolution dans cette période pour faire appliquer la zone d'exclusion », destinée à protéger les chiites, a dit le président élu dans un communiqué. L'équipe Clinton se voit un peu dans la situation du « jeune » président Kennedy que les Soviétiques, persuadés de son inexpérience et de son peu de résolution, avaient voulu défaire dès son entrée en fonction. C'est notamment l'opinion d'un démocrate comme M. Lee Hamilton, un des témoins de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants qui déclara dimanche soir : « Saddam Hussein défiera certainement le président après son entrée en fonction le 20 janvier. »

L'opinion la plus répandue à Washington est que ce sentiment

d'être sous surveillance, ou mis à l'épreuve conduira M. Clinton à être plus décidé encore que n'imposait quel président républicain dans l'application des engagements pris par les États-Unis — en Irak ou en Bosnie-Herzégovine.

Selon la version donnée par les militaires américains, l'Irak a provoqué l'incident de dimanche matin en envoyant à deux reprises deux chasseurs survoler la zone d'exclusion aérienne imposée par l'ONU dans le sud du pays. C'est avec la deuxième vague de chasseurs, deux Mig-25, que l'affrontement a eu lieu. Détectés par un avion radar AWACS, poursuivis par deux chasseurs américains F-16 basés en Arabie saoudite, les deux Mig-25 auraient refusé de « s'identifier ». Lorsque l'un d'eux s'est mis en position d'attaque, un des F-16 a tiré un missile : un appareil irakien a été abattu, l'autre a pris la fuite.

Au Texas, où il participait à une partie de chasse, le président George Bush a estimé que M. Saddam Hussein avait commis « une grosse erreur » : « J'ai entendu dire qu'il s'agissait d'un test de notre volonté à la fin de ma présidence : les F-16 lui ont renvoyé un message assez clair. »

ALAIN FRACHON

### Liban : ne plus subir

Suite de la première page

Le Liban, pour sa part, a rejeté la demande de la France selon laquelle une mission médicale devrait être déployée auprès de ces gens, à partir de Beyrouth et de Jérusalem. Ce refus est une nouvelle illustration de la fermeté du gouvernement libanais, qui n'entend pas céder sur cette affaire, relevant, à ses yeux, de « la seule responsabilité d'Israël ». Recevant, dimanche, M. Daniel Ruisson, l'ambassadeur de France au Liban, le premier ministre, M. Rafic Hariri, a réaffirmé la position « inébranlable » de son pays, qui ne veut en aucun cas, non seulement voir ces Palestiniens « installés » dans un « no man's land » entre la zone d'occupation israélienne et le territoire libanais sous contrôle du gouvernement — entrer réellement au Liban, mais non plus, assurer leur ravitaillement, ce qui sous-entendrait qu'il assume la responsabilité de leur sort.

#### Réhabilitation de l'Etat

Au-delà de cette affaire, la détermination du Liban illustre aussi la volonté du nouveau premier ministre de montrer qu'il y a désormais un gouvernement à Beyrouth et que le Liban n'est plus un pays sans Etat, à l'égard duquel chacun, Israël en particulier, peut se comporter comme il veut. Si on affirme à Beyrouth déplorer la situation des Palestiniens sur le plan humanitaire, on n'en souligne pas moins qu'il faut faire respecter le principe de l'autorité de l'Etat et

que le Liban ne peut accepter les conséquences d'une situation qui lui a été imposée.

Cette nouvelle fermeté est, il est vrai, d'autant plus aisée à défendre que, pour l'instant, l'humanité est totale à Beyrouth sur ce sujet et que l'OLP et Damas appuient la position libanaise. Les États-Unis eux-mêmes se refusent en la matière à faire pression sur Beyrouth. Dès la première crise de politique étrangère depuis qu'il est premier ministre, M. Hariri a donc placé la barre haut, et il entend bien se tenir à cette position envers et contre tout.

Cette réhabilitation de l'Etat, qui s'est accentuée depuis la formation du nouveau gouvernement en octobre dernier, M. Hariri veut l'affirmer dans tous les domaines, et c'est dans ce contexte qu'il faut voir la vaste opération policière entreprise samedi dans plusieurs régions du Liban contre des trafiquants de drogue, des gangs de voleurs de voitures et de faux-monnayeurs. Fait plus important politiquement, c'est dès mardi que l'armée libanaise devrait se déployer dans la banlieue sud de Beyrouth, un des traditionnels fiefs du mouvement intégriste chiite pro-iranien du Hezbollah.

Même si cette réaffirmation de l'autorité de l'Etat risque de prendre beaucoup de temps, dans un pays où les particularismes communautaires ou « claniques » restent très forts, c'est un pas que la majorité des Libanais apprécient et espèrent définitif.

FRANÇOISE CHIPAUX

■ Rumeurs de contacts secrets entre Damas et Jérusalem. — Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, s'est déclaré, dimanche 27 décembre, encouragé par l'attitude des dirigeants syriens, qui, a-t-il dit, « portent à leur peuple de paix avec Israël comme jamais auparavant ». Deux représentants des colons du plateau du Golan avaient indiqué la veille que, lors de contacts secrets avec la Syrie, Israël avait accepté « le principe de restituer des parcelles du nord du Golan aux Syriens en échange de la signature d'un accord, première étape vers la paix ». Le porte-parole du gouvernement israélien a démenti ces informations. — (AFP, Reuters.)

■ BAHREIN : mise en place du Conseil consultatif. — L'émir du Bahreïn, cheikh Issa Ben Salmane al-Khalifa, a désigné dimanche 27 décembre, par décret, les trente membres du Conseil consultatif, dont il avait annoncé la formation une semaine auparavant. Il a nommé l'actuel ministre du transport, M. Ibrahim Homaïdane, président de ce Conseil, qui doit tenir sa première réunion le 16 janvier. Les membres sont des notables et des hommes d'affaires, ainsi que des membres de l'ancienne Assemblée nationale, dissoute en 1975. — (AFP.)

### ALGÉRIE : la lutte contre le terrorisme

### Les forces de l'ordre se plaignent de l'indifférence de la population

Le procès d'une soixantaine d'élèves-officiers et de gradés s'est ouvert, dimanche 27 décembre, devant le tribunal militaire de Béchar, dans le sud-ouest du pays. Ces prévenus doivent répondre, à huis clos, d'activités de propagande en faveur de l'ex-Front islamique du salut (FIS), portant « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Déjà, le 6 mai dernier, le tribunal militaire de Blida avait condamné à mort deux sous-officiers d'active, impliqués dans une attaque contre l'Ambassade d'Alger.

ALGER

de notre envoyé spécial

Des militaires au banc des accusés : rien de très surprenant à cela. La tourmente dans laquelle est plongé leur pays a de quoi déboussoler plus d'un Algérien, fût-il en uniforme. Les hommes de troupe et ceux qui les encadrent ne sont pas insensibles, eux aussi, au chant des sirènes intégristes. Essayant de cerner la personnalité de l'assassin de l'ancien président Bouedjafer, la commission nationale d'enquête relevait, dans son second rapport, que « le sentiment de frustration né de la pauvreté familiale et du sous-équipement des familles » s'est ajouté à l'école des cadets de la révolution de Kabilia et dans l'armée, au constat de certaines injustices. Et de conclure : « Comme des milliers de jeunes de son âge, même dans l'armée, il a pu, logiquement, adhérer à l'idéologie islamique. »

Si les désertions, peut-être facilitées par un manque de discipline, ne se comptent pas sur les doigts d'une main, comme on le dit en haut lieu, du moins ne sont-elles pas massives : quelques trois cents « soldats perdus » au cours des derniers mois, pour une armée qui compte environ 140 000 hommes, dont la moitié

d'appelés. La fuite, au mois de septembre, d'une dizaine de militaires de la caserne de Réghaia, près d'Alger, avec plus de 150 armes à feu, a, tout de même, ébranlé le moral des gens au pouvoir, puis renforcé leur détermination à déjouer les tentatives d'infiltration des islamistes.

#### L'embuscade de Kouba

Ces menaces de déstabilisation créent un malaise certain au sein d'une armée qui, néanmoins, fait bloc contre le « péril vert ». Pour autant, personne ne se hasarde à affirmer que l'institution militaire, placée au cœur du pouvoir, continuera à réagir comme un seul homme, si devait s'élever la lutte contre le terrorisme à laquelle elle est mêlée plus étroitement que jamais, sous l'autorité du général-major Mohamed Lamari, ancien commandant en chef des forces terrestres.

Depuis l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, le 9 février dernier, ce serait, au total, selon des décomptes non officiels, quelque quatre cents membres des forces de l'ordre qui auraient été assassinés par des individus armés, identifiés comme islamistes. Moins aguerries et surtout davantage exposées aux pressions des « fous d'Allah » et à leurs coups que les militaires, car ils vivent au contact de la population, les policiers ont payé le plus lourd tribut au terrorisme. C'est dire que certains agents, surtout des jeunes, mesurant les risques du métier, retournent à la vie civile.

Beaucoup de policiers se plaignent de l'insécurité, voire de la simple indifférence, que leur témoigne la population dont ils assurent, pourtant, la sécurité et qui se réfugie derrière les abus d'autorité de certains pour justifier sa méfiance. Ils lui reprochent de se montrer, parfois, trop attentive à la mauvaise publicité que les intégristes leur font, trop

crédule aussi au point d'imaginer qu'assassinats et embuscades se ramèneraient à des règlements de comptes entre membres des forces de l'ordre.

Le ras-le-bol des policiers a failli prendre forme, à la mi-décembre, après l'embuscade qui, à Alger, dans le fief islamique de Kouba, avait coûté la vie à cinq des leurs. Il s'en est fallu de peu, que, sous le coup de la colère, ils s'en aillent, sur-le-champ, « casser du barbu ». Pour ramener le calme dans les esprits, M. Belkaid Abdesslam, le premier ministre, a dû réunir tout à tour les cadres supérieurs de la sûreté nationale et de la gendarmerie pour leur confirmer qu'il n'y aurait « pas de compromis avec les groupes subversifs » et que des « moyens supplémentaires » seraient fournis aux forces de l'ordre pour mener à bien leur mission.

JACQUES DE BARRIN

■ Quatre-vingt-quatre islamistes armés arrêtés près de Sétif. — La radio algérienne a annoncé dans la soirée du dimanche 27 décembre que quatre-vingt-quatre islamistes armés ont été arrêtés près de Sétif (300 kilomètres à l'est d'Alger). Ces hommes, réfugiés dans des forêts de la région, étaient, selon la radio, spécialisés dans le sabotage de lignes téléphoniques et électriques à haute tension, ainsi que dans l'incendie de bâtiments publics. Les forces de l'ordre ont récupéré des pistolets, des fusils de chasse et d'autres armes de fabrication artisanale. A Ouessa, dans le département de Médéa, un civil a été assassiné, dimanche, par des inconnus qui ont réussi à prendre la fuite. Par ailleurs, le procureur de la République de Tlemcen, dans l'extrême Ouest algérien, a été blessé par balles, au visage, devant son domicile. La veille, trois policiers avaient été blessés dans une embuscade tendue à Batna, dans l'Est algérien. — (AFP.)

### SOMALIE : alors que les troupes américaines préparent leur retrait

### Un nouvel accord de paix a été signé à Mogadiscio

Les deux principaux « seigneurs de la guerre » de Mogadiscio, le général Mohamed Farah Aidid et le « président par intérim » Ali Mahdi Mohamed, ont signé, samedi 26 décembre, à l'ambassade des États-Unis, un accord général de paix prévoyant la solution des conflits claniques et politiques, la suppression des « frontières artificielles » qui délimitent les secteurs qui contrôlent et la cessation des hostilités. Cet accord, conclu sous le patronage du représentant spécial du président George Bush en Somalie, l'ambassadeur Robert Oakley, n'est pas le premier du genre. Les deux chefs de guerre somaliens s'étaient déjà rencontrés, le 11 puis le 19 décembre, sans grand succès, malgré le fort écho médiatique donné à ces rencontres. Cette fois-ci, la partie américaine a pris soin d'exprimer des réserves. « Il faut attendre et voir, il y a beaucoup de problèmes au sein de chaque clan et sous-clan ».

La suppression de la « green line », qui coupe Mogadiscio en deux, n'est sans doute pas pour demain, quel qu'en disent les chefs de guerre. Cette bande-frontière, sorte de « no man's land » au cœur de la ville, reste aux mains de pillards armés n'obéissant à aucun des deux dirigeants. Samedi, en début d'après-midi, une concession hébergeant des observateurs des Nations unies a ainsi été attaquée par des tireurs, dont on ne connaît pas l'origine ou l'appartenance clanique. Et lundi, sur l'aéroport de Mogadiscio, des « marines » américains ont abattu un Somalien qui tirait sur eux au kalachnikov.

Cet accord de paix intervient à quelques jours de la réunion d'Addis-Abeba (Éthiopie), que doit présider, le 4 janvier, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. Dès le lendemain de sa signature, le conseiller du président George Bush pour les affaires de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, a fait savoir que les États-Unis souhaitaient commencer à retirer leurs troupes avant le 20 janvier, date de l'investiture du président élu Bill Clinton. — (AFP, Reuters.)



# POLITIQUE

Après la nomination de M. Tapie

## M. Emmanuelli (PS) condamne le recours à un « placebo médiatique »

Le Journal officiel du 27 décembre a publié le décret, en date du 26 décembre, portant nomination de M. Bernard Tapie comme ministre de la ville et de M. François Loncle comme secrétaire d'Etat au Plan. Ce décret a été signé par M. Mitterrand en Turquie, comme en témoigne la mention : « Fait à l'ambassade de France à Ankara. » Le chef de l'Etat est en visite privée en Turquie et devrait regagner Paris avant le 31 décembre.

Dans un entretien au Journal du dimanche du 27 décembre, M. Henri Emmanuelli, président (PS) de l'Assemblée nationale, critique une nouvelle fois la nomination de M. Tapie. Répondant à ceux qui croient que le retour de l'homme d'affaires au gouvernement peut « redonner du tonus à la gauche », il déclare : « Ce dont il est question, ce n'est pas de X ou de Y. C'est de la confusion, imputable à ceux qui la commettent, entre la forme et le fond, entre l'apparence et la réalité. Sans fonder le plus profond et le plus authentique d'elle-même, la gauche ne peut renoncer à cette distinction. Esbroufe et mise en scène ne peuvent pas être substituées à la réflexion et à l'action. J'ai trop de respect pour le peuple pour accepter que sa faveur puisse passer par la réédition des aventures de Superman ! Je suis pour son éducation, pas pour sa mystification. »

« Le socialisme est un mouvement qui occupe dans notre histoire et qui occupera dans notre avenir une place qui dépasse de très loin ceux qui s'en servent ou qui le veulent, ajoute le député des Landes. Vouloir substituer à ce mouvement,

à cette culture, un placebo médiatique qui ne serait justifié que par des considérations de circonstance serait une erreur. »

Pour sa part, le mouvement France Plus « note avec satisfaction » que M. Tapie « a attendu que justice lui soit rendue pour exercer à nouveau des fonctions ministérielles ». Il souligne toutefois que

« le temps imparti à Bernard Tapie pour redonner vie aux banlieues est désormais compté » et annonce qu'il « suivra avec attention » les mesures que compte mettre en œuvre le ministre de la ville durant les cent jours à venir « en faveur de la lutte contre toutes les formes d'exclusion sociale ».

## M. Loncle n'a pas voulu devenir « le supplétif » du ministre de la ville

M. François Loncle, nommé secrétaire d'Etat au Plan après avoir occupé les fonctions de secrétaire d'Etat à la ville pendant sept mois, déclare, dans un entretien publié lundi 28 décembre par Libération, qu'il y a une « logique » à ce que M. Bernard Tapie revienne au ministère de la ville, même si « cela manque un peu de stabilité ». Indiquant que le premier ministre lui avait proposé de conserver son poste auprès du ministre, M. Loncle explique ainsi sa préférence pour le Plan : « Quand on a travaillé avec Pierre Mendès France et avec M. Pierre Bérégovoy, il est difficile de devenir le supplétif de M. Tapie. »

Interrogé sur les réactions provoquées au PS par le retour de M. Tapie au gouvernement, M. Loncle déclare : « Je comprends le désarroi de ceux qui déplorent la politique-spectacle. Avec eux, j'ai toujours préféré l'agir au paraître.

Mais il y a, au Parti socialiste, trop de pénitents, trop d'autoflagellation, trop de défaitisme ambiant. C'est pourquoi j'ai participé récemment avec plaisir à l'initiative de MM. Roland Dumas et Louis Mermaz, qui veulent défendre notre bilan et prévenir le pays des risques d'un retour de la droite » (Le Monde du 8 décembre).

M. Loncle défend l'action qu'il a menée en soulignant que, pendant les sept mois écoulés, « c'est l'ensemble du gouvernement qui s'est mobilisé pour la politique de la ville » et que « l'interministériel a fonctionné à plein, sauf pour les problèmes de la drogue ». « On peut me reprocher de ne pas avoir communiqué suffisamment, admet-il, mais cela eût été ridicule de faire du Tapie après Tapie. J'ai agi constamment sur le terrain. Je n'accepterai jamais les dérives médiatiques de la vie publique. »

### POINT DE VUE

## Engagés, mais insatisfaits

par Janine Mossuz-Lavau

Après MM. Max Gallo, Yves Cochet et Bernard Stasi (Le Monde des 18, 24 et 27-28 décembre), M. Janine Mossuz-Lavau, directeur de recherche au CNRS, répond à notre enquête sur « la crise morale de la politique » publiée dans le Monde du 12 décembre.

DEPUIS près de cinq ans, les observateurs diagnostiquent, sous des vocables divers, une « crise de la politique » sur laquelle une enquête effectuée entre janvier et mai 1992, à l'aide d'entretiens non directifs, apporte des précisions. Ces entretiens ont été conduits à Paris, en banlieue et dans plusieurs localités de province avec la consigne suivante : « Voulez-vous que nous parlions de ce que la politique représente pour vous ? » (1).

A partir du matériel ainsi recueilli, on peut construire sept modèles correspondant à sept manières d'être en politique. La première, la « politique tranquille », est celle des personnes qui n'ont pas d'états d'âme, pour qui la politique reste « d'évidence » et le système légitime. De gauche ou de droite, ces Français sont des électeurs fidèles à leurs premiers choix. Estimant qu'ils n'ont pas changé dans les options fondamentales, ils ne voient pas pourquoi ils désavoueraient les forces qu'ils soutiennent de longue date.

Tous les autres ont mal à leur politique. Le deuxième modèle, celui de

la « politique désidéologuée », rassemble ceux qui, déçus, refusent la guerre gauche-droite. La faillite de la gauche ayant répondu à la faillite de la droite, l'avenir ne peut plus être envisagé comme une succession d'alternances politiques.

Jugeant qu'il y a de bonnes idées à prendre aussi bien chez l'une que chez l'autre famille, qu'il n'y a pas, de surcroît, de grandes différences entre elles, ces personnes considèrent qu'il faut s'entendre pour régler les graves problèmes que connaît la société française aux prises avec la crise économique. Cette nouvelle alliance devrait, selon elles, être mise en œuvre par des hommes « neutres », des jeunes, « quelqu'un d'apolitique », des « hommes de terrain » (on cite Bernard Kouchner), des francs-tireurs (on évoque Michel Noir, Raymond Barre, Jacques Delors, qui semblent moins intrigués que d'autres aux parités politiques, ou encore Michel Rocard parce qu'il a « fait moral »).

Le troisième modèle, celui de la « politique déprofessionnalisée », réunit des individus exprimant un vif intérêt pour les problèmes politiques mais rejetant la classe politique. Au travers de leurs discours, celle-ci apparaît en panne d'honnêteté, soucieuse d'occuper le pouvoir pour être au pouvoir, loin des vrais problèmes des gens, loin coupée de la réalité, usant enfin d'un langage trop abstrait. Certains vont jusqu'à lui préférer la politique de l'abbé Pierre, de Coluche ou de René Dumont.

### Une génération floue

Quatrième modèle : la « politique désenchantée » d'une génération floue, c'est-à-dire des déçus du socialisme. Ils critiquent une politique qui n'est pas parvenue à réduire les inégalités sociales, et qui continue à fabriquer, selon une enseignante, « une société de maîtres et d'esclaves ». Les socialistes qui voulaient « changer la vie » ont en fait « changé d'avis » et l'on regrette qu'ils n'aient pas été sensibles à la phrase de Salman Rushdie : « Essayez ! Echouez ! Essayez encore ! Echouez mieux... »

Le problème de la compromission est posé et la phrase, « la morale, pour moi, c'est l'essentiel », court dans tous les entretiens. Enfin, on déplore que la raison d'Etat l'ait emporté sur la simple raison. Dans ces quatre modèles, un cri du cœur commun : la peur du Front national qui pourrait pousser les plus critiques, y compris ceux qui flirtent avec l'abstention, à refaire des choix « conventionnels » qu'ils refusent aujourd'hui. Les trois autres modèles sont des

modèles « potentiels », qui reposent sur un nombre restreint d'entretiens. Ils ont pour nom l'individualisme politique (modèle de ceux qui rejettent une politique incapable de résoudre leurs difficultés personnelles et qui sont attirés par le Front national), le paranoïa politique (qui renvoie à la vision d'un monde dans lequel le complot est présent partout sauf à l'extrême droite) et enfin l'indécision politique qui caractérise des personnes préoccupées par les questions sociales, mais qui ne savent pas se situer en termes de gauche et de droite, au point qu'elles ne sont même pas inscrites sur les listes électorales et n'ont qu'un repère, leur crainte du Front national.

Au total, la plupart des personnes interrogées s'intéressent aux grands enjeux au moment : chômage, exclusion, échec scolaire, immigration, faim dans le monde, relations Nord-Sud, environnement. Elles sont informées et argumentées. Dans leur discours, il n'y a pas trace de dépolitisation, entendue comme la désaffection par rapport au sort de la collectivité. Est recuée en revanche la politique sous sa forme gouvernementale, parlementaire et partisane.

La politique revêt donc bien pour les Français le double visage de Janus, et c'est à une crise de la représentation que l'on assiste depuis quelques années, non à un désengagement de la sphère publique.

Cette crise n'est pas nouvelle mais elle semble plus grave que celles d'hier. Dans la mesure où elle s'inscrit dans une crise économique que personne ne se déclare plus capable de juguler, dans la mesure aussi où l'éducation mieux partagée et l'information accessible à tous permettent une critique plus argumentée, dans la mesure enfin où, après l'expérience de l'alternance, surgit la crainte que l'Etat-providence dont on attendait beaucoup puisse désormais demeurer sourd aux demandes de la société civile.

(1) Cette enquête prend place dans une recherche collective du CÉVIPOF dont les résultats seront présentés les 4, 5 et 6 mars 1993, lors d'un colloque qui se tiendra au Sénat sur « l'engagement politique ».

RECTIFICATIF. — Le budget de la région de Franche-Comté pour 1993 se monte à 1 008 000 000 de francs, soit 1 milliard et 8 millions, et non pas 1,8 milliard, comme nous l'avons écrit dans un premier rectificatif (Le Monde du 25 décembre).

### La préparation des élections législatives

#### Alsace : la chance des écologistes

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Si les Verts et Génération Ecologie appliquent à la lettre le principe de la candidature unique, leurs représentants ont apparemment de bonnes chances d'arriver en deuxième position dans la plupart des seize circonscriptions alsaciennes à l'issue du premier tour des élections législatives. Dans cette hypothèse, les socialistes risquent de se retrouver en troisième position, voire, dans certains cas, en quatrième, en raison de la forte implantation du Front national. Ces calculs se fondent sur les résultats des élections régionales analysés circonscription par circonscription.

Ainsi M. André Buchmann, l'un des quatre porte-parole nationaux des Verts, a-t-elle une sérieuse carte à jouer dans la première circonscription (Strasbourg centre). Elle peut miser non seulement sur les voix potentielles des écologistes (18,4 % en mars dernier) mais aussi sur la division de la « majorité alsacienne », la candidature du député sortant, M. Emil Kohl (CDS), étant contestée par M. Jean Waline (RPR). Dans cette circonscription, le PS (15,5 % aux régionales) sera représenté par M. Roland Ries, premier adjoint au maire de Strasbourg.

Battue en 1988 par M. Marc Reyman (CDS) dans la deuxième circonscription, M. Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, n'a pas l'intention de renouveler cette mauvaise expérience de 1988. M. Yveline Moegien (GE), devenue en mars dernier vice-présidente du conseil régional, devrait se présenter. Elle se heurtera au premier tour à une forte concurrence, le Front national et le mouvement dissident Alsace d'abord ayant recueilli près de 23 % des suffrages aux régionales contre 20 % aux écologistes. Dans la troisième circonscription, « réservée » par le PS à un candidat d'ouverture, le député sortant, M. Jean Oehler (PS), s'efface au profit du maire de Schiltigheim, M. Alfred Muller (France unie), qui partira largement favori.

#### Le maire de Mulhouse en danger

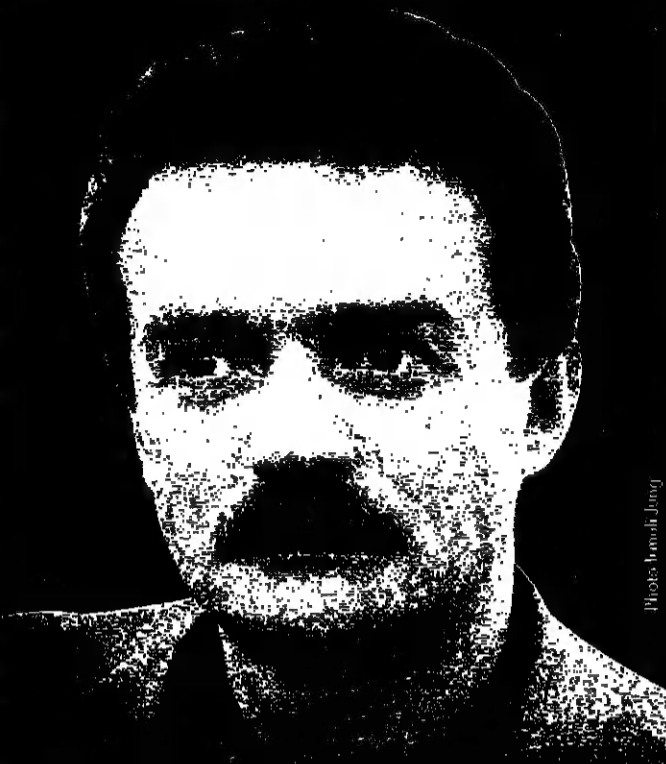
Dans les six autres circonscriptions du Bas-Rhin, les députés sortants investis par l'UPF devraient en toute logique retrouver leurs sièges, à l'exception de M. Jean-Marie Caro (CDS), qui, battu aux cantonales de mars, affrontera sans doute dans la sixième un candidat RPR.

Dans le Haut-Rhin, les scores obtenus aux régionales par les écologistes dépassent partout 20 % des suffrages et 12,5 % des inscrits, ce qui pourrait leur permettre de se maintenir au deuxième tour. Les sièges des deux sortants socialistes seront en danger. Dans la cinquième circonscription, les résultats de mars (19,7 % pour la liste PS) font apparaître que le maire de Mulhouse, M. Jean-Marie Bockel, aura besoin, comme en 1988, d'une triangulaire pour espérer être réélu. Dans la septième (Guebwiller), le fauteuil du député socialiste du sud de l'Alsace, M. Jean-Pierre Baumler, est aussi en danger, l'UPF ayant réalisé 27,3 %, les écologistes 21,3 % et la liste PS seulement 18,7 % en mars dernier. C'est M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, qui représentera les écologistes dans cette circonscription, où se trouve la centrale nucléaire de Fessenheim (Le Monde daté 20-21 décembre). Ailleurs, les candidats UPF ne devraient pas rencontrer de difficultés majeures contre l'empoiement, même si l'extrême droite peut brouiller les cartes, notamment dans la sixième (Wittenheim), où les listes FN (21,3 %) et Alsace d'abord (5,3 %) ont dépassé celles de l'UPF (23,8 %) et des écologistes (20 %).

MARCEL SCOTTO

Alpes-Maritimes : premières UDF-RPR à Nice. — Comme ils l'avaient laissé entendre (Le Monde du 28 octobre), MM. Didier Linotte (UDF-PR) et Bernard Asso (RPR) ont annoncé officiellement leurs candidatures à Nice, respectivement dans la deuxième et la troisième circonscription des Alpes-Maritimes. Le premier affrontera M. Christian Estrosi, député sortant RPR de la cinquième circonscription, le second sera opposé à M. Rudy Salles, député sortant UDF-PR. C'est aussi dans cette circonscription que se présente M. Le Pen, président du Front national.

# EDWY PLENEL



# LA PART D'OMBRE

Rarement avaient été si bien tenus ensemble le souci du réel et l'urgence d'une déontologie.

Jean-Claude Guillebaud - Le Monde

Un grand livre, qui fait honneur à notre profession.

Bernard Langlois - Politis

L'un des plus brillants livres jalons de cette fin de règne.

Alain-Gérard Slama - Le Figaro

Le reporter se révèle ici un écrivain sensible, dans des pages pétillantes d'intelligence et de vrai talent.

Pierre Assouline - Lire

Une sainte colère... Plenel est l'un des informateurs les plus sérieux de ce temps.

Françoise Giroud - Le Journal du Dimanche

Les déçus et les dessous du social-mitterrandisme... La part d'ombre, une vraie sanguine.

Dominique Durand - Le Canard enchaîné

Ce livre se dévore comme un polar et est écrit d'une plume superbe.

Dominique de Monvalon - L'Express

Livre attachant, profondément humain et vrai, implacable aussi... A lire d'urgence, absolument.

Maurice T. Maschino - La Quinzaine littéraire



le journal mensuel de documentation politique

**après-demain**

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**L'ÉDUCATION ARTISTIQUE**

Envoyer 80 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro



## SOCIÉTÉ

## Greenpeace, multinationale verte

Bien que peu nombreux, les militants de l'organisation écologique sont partout grâce à des moyens considérables. Comment font-ils ?

Pour la marine française, il y a dix ans, aucun doute n'était permis : Greenpeace était stipendié par la CIA pour saboter la force de frappe française et faire rentrer l'allié américain. Et aussi, plus grave encore, pour soulever les populations polynésiennes et chasser la France du Pacifique. D'où la décision folle, en 1985, de couler le Rainbow Warrior avant qu'il n'atteigne l'atoll de Mururoa. Entre autres conséquences, la France a dû verser plus de 40 millions de francs pour dédommager l'organisation et la veuve du photographe mort dans l'opération.

Pour d'autres, il était évident que l'Internationale verte travaillait en sous-main pour l'Internationale rouge. Greenpeace - combien de divisions ? - ne pouvait être financé que par le KGB. Là ! Depuis l'effondrement du rideau de fer et l'éclatement de l'empire soviétique, le KGB n'a plus le vent en poupe et ses caisses sont vides. Où donc Moscou allait-il trouver l'argent pour soutenir le mercenaire de la « paix verte » ? Or, Greenpeace dépense sa toile avec plus de moyens que jamais, et se permet même de narquer la puissance militaire de l'empire dans ses rapports les plus secrets, de Vladivostok à la Nouvelle-Zélande. Encore une fausse piste.

Ce qui n'empêche pas certains de fantasmer encore sur un financement occulte de « ces balernes qui amusent la galerie avec baleines et bébés phoques pour mieux tromper leur monde ». Pourquoi pas la secte Moon, qui, elle aussi, prospère financièrement aux dépens de l'engagement de ses adeptes ? Le révérend Sung Myung Moon n'a-t-il pas bâti un empire industriel en Corée du Sud en s'appuyant sur une religion universelle et synchrétique où l'on exalte d'un même souffle le Christ, Bouddha... et le thé au gingembre ? Il peut effectivement rêver. Mais Greenpeace n'a justement pas de bureau en Corée du Sud et est très faiblement implanté en Asie. L'unique bureau, à Tokyo, compte moins de 1 500 adhérents.

Alors, de suivre des fausses pistes, mieux vaut aller voir au cœur même du système, qui se trouve aujourd'hui en plein centre d'Amsterdam, dans un superbe immeuble Arts Déco de six étages, ayant appartenu... à une banque. Greenpeace International y a emménagé en 1989, en même temps que le bureau néerlandais, « parce que c'était plus central que Lewes, à 50 km de Londres, et moins cher ». Classé monument historique, le bâtiment ne peut être réaménagé pour faire des logements ou des bureaux modernes. Son loyer est donc avantageux (450 francs le mètre carré) et revient à quelque 1,35 million de francs pour 3 000 mètres carrés, à partager entre l'international et le national.

## « Je gère la boîte »

Cette somme n'est pas pour faire peur à M. Hans Van Rooij, le directeur de Greenpeace Nederland, fort aujourd'hui de 700 000 donateurs, soit presque un citoyen néerlandais sur vingt ! A raison d'un chèque minimum de 10 florins (30 francs) - mais beaucoup donnent plus - les revenus du bureau d'Amsterdam oscillent entre 20 et 25 millions de florins par an (de 60 à 75 millions de francs). Ce qui permet de payer les trente-neuf salariés du bureau national, d'acquiescer au budget de l'organisation internationale (Allemagne, Australie, Autriche, Espagne, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse). En 1991, le Danemark et le Canada (300 000 adhérents) ont perdu leur droit de vote parce qu'ils ne recueillaient pas assez de fonds. La France, quant à elle, n'a jamais pu contribuer au fonctionnement de GPI.

La progression de l'audience de Greenpeace à travers le monde se mesure par ses donateurs et ses recettes. Voici les chiffres fournis (en interne) par l'organisation : 85 millions de dollars de recettes pour 1 836 649 donateurs en 1988 ; 136 millions pour 2 772 882 donateurs en 1989 ; 158 millions en 1990 pour 3 937 390 donateurs ; 182 millions en 1991 pour 4 089 839 donateurs ; et 152 millions en 1992 pour 4 303 416 donateurs.

## Un tassement des dons

Un donateur privé a même offert 2 millions de marks en 1990. « Nous refusons les dons des entreprises et examinons de près les donations privées dès qu'elles dépassent 5 000 marks », affirme le directeur. Ce qui n'a pas empêché les recettes de Greenpeace Allemagne d'atteindre 66 millions de marks en 1991 (225 millions de francs) - un record, qui n'a pas été atteint en 1992. « Est-ce la crise, ou avons-nous dépassé la limite naturelle du potentiel de donateurs ? Nous observons en tout cas un net tassement cette année », avoue M. Bode. Cependant, Greenpeace a toujours plus d'adhérents que n'importe quel parti politique allemand, ce qui en fait une puissance reconnue, avec des « compagnons de route » en vue au sein du Max Planck Institut ou de la

## Une structure complexe

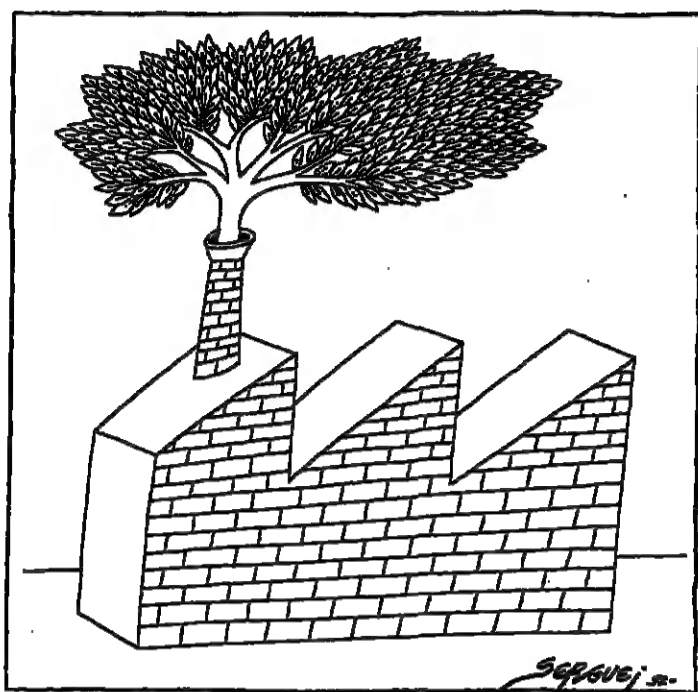
Fondé en 1971 et dirigé en organisation internationale en 1979, le mouvement Greenpeace est aujourd'hui un emboîtement complexe de bureaux nationaux et régionaux, coiffé par un organe international appelé GPI (Greenpeace International), qui a son siège à Amsterdam.

GPI est composé d'un président - un avocat finlandais en fin de mandat, qui sera bientôt remplacé par une Allemande, Uta Baier - un directeur exécutif, Steve Sawyer, qui est le vrai patron, et un conseil international, où sont représentés à la fois les bureaux nationaux et les bureaux régionaux (un par territoire). Le conseil international se réunit une fois par an (Annual General Meeting), en un lieu toujours différent. Il approuve les projets de campagne, les budgets, et élit le conseil d'administration, porté aujourd'hui à sept membres.

Sur les trente pays qui ont un bureau de Greenpeace, dix seulement ont le droit de vote, parce qu'ils sont financièrement autonomes ou contribuent au budget de l'organisation internationale (Allemagne, Australie, Autriche, Espagne, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse). En 1991, le Danemark et le Canada (300 000 adhérents) ont perdu leur droit de vote parce qu'ils ne recueillaient pas assez de fonds. La France, quant à elle, n'a jamais pu contribuer au fonctionnement de GPI.

La progression de l'audience de Greenpeace à travers le monde se mesure par ses donateurs et ses recettes. Voici les chiffres fournis (en interne) par l'organisation : 85 millions de dollars de recettes pour 1 836 649 donateurs en 1988 ; 136 millions pour 2 772 882 donateurs en 1989 ; 158 millions en 1990 pour 3 937 390 donateurs ; 182 millions en 1991 pour 4 089 839 donateurs ; et 152 millions en 1992 pour 4 303 416 donateurs.

R. C.



réduction du Spiegel, par exemple. Le bureau national emploie cent trente salariés à Hambourg, quinze à Berlin et deux à Bonn, sans oublier une cinquantaine de relais dans les villes d'Allemagne animés par quelque deux mille bénévoles.

Que de chemin parcouru en douze ans ! « En 1980, quand nous avons démarré, nous étions dix dans une seule pièce », se rappelle M. Harold Zindler, un écologiste de quarante-huit ans qui a mené les premiers combats de Greenpeace pour la protection de la Baltique. Nous avions 10 000 marks, provenant de dons et de l'international, plus le mailing offert gracieusement par le bureau Ogilvy. » Premier salarié du bureau allemand, il gagnait alors 1 000 marks par mois (3 400 francs). Il en gagne aujourd'hui 4 500 net (15 000 francs).

En 1984, le bureau de Hambourg mène campagne contre les effluents industriels dans les fleuves allemands. Il lance un appel de fonds pour acheter et équiper un bateau laboratoire, le *Beluga*. Succès sans précédent : en quelques mois, il recueille 240 000 marks en vendant 85 000 disques à 3 marks l'unité, plaques et, par mailing, 1,2 million de marks. « On a reçu de quoi acheter trois fois le matériel décrit dans l'appel », se souvient Harold. Et c'est ainsi que Greenpeace Allemagne a fait don à l'organisation internationale de son premier bateau acheté localement. Aujourd'hui encore, la branche allemande fournit 40 % des ressources de Greenpeace International, loin devant les États-Unis, rétrogradés à la deuxième place depuis la guerre du Golfe - les supporters américains de Greenpeace n'ont pas apprécié la position de l'organisation contre l'intervention au Koweït.

Pour gérer cette prospérité, le bureau allemand a emménagé en 1988 dans un immeuble 1900 de cinq étages, dominant le port de sa façade de faïence blanche. Ordinateurs individuels dans chaque bureau moqueté de frais, cantine pimpante pour le personnel : rien ne rappelle ici la frugalité des locaux qu'on pouvait trouver encore récemment à Montréal ou Sydney. Le bureau de Hambourg a essaimé dans deux autres immeubles de la ville, l'un pour stocker le matériel (canoës pneumatiques, accessoires de plongée et d'alpinisme) et l'autre pour abriter les quinze personnes chargées de gérer le fichier (1 800 000 adresses). Une véritable ruée.

On ressent la même impression de confort studieux au nouveau siège de Greenpeace Limited (Royaume-Uni), installé depuis 1991 dans un loft de Londres entièrement réaménagé. « Nous lions avoir trois locaux différents », explique M. Peter Melchett, le directeur exécutif. Maintenant, c'est moins cher. Mais c'est parfaitement fonctionnel et convivial pour les 80 employés qui font tourner la machine (contre 12 seulement en 1986). Une organisation certes moins riche qu'aux Pays-Bas ou en Allemagne, mais assez aisée tout de même, puisqu'elle gère des contributions passées de 1,6 million de livres en 1988 (14 millions de francs) pour 175 000 donateurs, à 4 millions de livres aujourd'hui (33 millions de francs) pour 411 000 donateurs.

Le bureau de Londres a l'avantage de disposer des moyens de la division « communication », installée elle aussi dans la capitale britannique (25 salariés, un budget annuel de 7,5 millions de francs). Cette division, logée dans un immeuble neuf depuis 1990, diffuse films, cassettes

et publications produits par Greenpeace.

Cette croissance exponentielle de Greenpeace dans la décennie 80 a complètement modifié son organisation. Bande de copains entre 1971 et 1978, organisation internationale de militants à partir de 1980, la voici devenue une multinationale gérée par des managers. Certes, les motivations des militants n'ont pas changé (écologie, pacifisme, non-violence et internationalisme sans frontières) et ce sont toujours eux qui

donnent le ton au sein des instances suprêmes. Mais, de plus en plus, la gestion financière des programmes et des campagnes prend le pas sur l'initiative de base.

## Le temps des managers

« Pour moi, Greenpeace était un but, c'est devenu un outil, constate M. Katia Kanas, qui a retrouvé l'organisation après une éclipse de sept ans. Quand je suis partie en 1985, Greenpeace, c'était deux cents personnes. Je pouvais faire un communiqué sur Bhopal en moins d'une heure. Aujourd'hui, il faudrait trois jours ». Cette lourdeur administrative est aujourd'hui dénoncée par tous les vétérans qui ont connu les heures glorieuses de l'improvisation. « Quand j'ai retrouvé mes anciens camarades à Cherbourg pour accueillir l'Akatsuki-Maru, raconte M. Jacky Bonnemains, je ne reconnaissais plus ce mouvement spontané et libéral où j'avais milité. Des petits soldats, sans humour ni fraîcheur, qui se prennent vraiment trop au sérieux. Il leur faut téléphoner trois heures à Amsterdam pour demander cent ballons ».

De tous les témoignages recueillis, il ressort que le départ de M. David Mac Taggart, qui s'est retiré dans une ferme en Italie, a ouvert les portes aux gestionnaires méthodiques et paramétrés. « Avant, Mac Taggart l'importait sur un coup de queue, et on s'adaptait devant le père fondateur », reconnaît M. Philippe Lequenne, lui-même recruté pour reprendre en main Greenpeace France après la débandade de 1985.

## Les déboires de la branche française

L'antenne française de Greenpeace naît en octobre 1977, lorsque M. David Mac Taggart vient démarcher à Paris quelques militants des Amis de la Terre : M. Rami Parmentier, engagé dans le projet Jonas pour la sauvegarde des baléines, M. Nicolas Desplats (aujourd'hui cheville ouvrière de Génération Ecologie) et M. Katia Kanas, fille d'un Grec et d'une Américaine, naturellement portés à l'action planétaire. Ils proposent un objectif ambitieux : acheter un bateau et faire campagne en Islande contre la chasse aux baléines.

L'appartement qui leur sert de local, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, n'a pas de chauffage. Ils vendent des disques et succèdent dans les expositions et les salons, mais cela ne suffit pas. C'est finalement la branche néerlandaise du WWF (World Wildlife Fund) qui, en 1978, offre l'argent pour payer le bateau. Un vieux rafiot acheté 32 500 livres au ministre britannique des pêches et rebaptisé *Rainbow Warrior*.

En 1979, la petite équipe reçoit le renfort d'une Néo-Zélandaise envoyée en France par l'antenne de Londres, M. Louise Trussell. Avec Rami Parmentier, elle forme le couple pivot de Greenpeace France première génération. Ils gardent pour eux l'appartement du 13<sup>e</sup> et louent comme local une pièce rue du Mail (24), payée par le fichier des adhérents et les ventes d'articles du mouvement. Après la création de Greenpeace International, en 1979, l'ère du bricolage s'achève.

## L'équipe fait merveille

Le conseil international du mouvement de la « paix verte » commence à exercer son contrôle sur les différentes antennes et s'efforce d'en implanter de nouvelles. M. Rami Parmentier est envoyé en Espagne pour organiser la protestation des pêcheurs galiciens contre l'immersion des déchets nucléaires dans l'Atlantique. Il crée l'antenne espagnole et devient le délégué international (troué par Greenpeace France).

En 1981, le bureau français emménage rue de la Boucherie (5), dans un local libéré par les Amis de la Terre, qui se consacrent à la campagne présidentielle de M. Brice Lalonde. Tandis que David Mac Taggart emmène M. Lalonde faire campagne contre les essais nucléaires à Mururoa.

Greenpeace International tient son assemblée générale rue de la Boucherie, en présence notamment de M. Steve Sawyer, l'actuel patron américain. Un honneur qui ne se renouvellera plus !

C'est à cette époque que les militants permanents deviennent salariés, à raison de 8 000 francs mensuels. M. Katia Kanas, après une année sabbatique, est embauchée comme campaigner pour la mer du Nord. Puis arrive M. Jacky Bonnemains, l'homme qui connaît tous les bateaux passant par Cherbourg. Avec M. Kanas, ils vont former le couple pivot de la deuxième génération de Greenpeace France.

L'équipe française, alors, fait merveille. Elle mène campagne contre le *Pacific Crane* - rebaptisé aujourd'hui *Akatsuki-Maru* - lors de ses livraisons de déchets nucléaires à la Hague. Elle dénonce d'un même souffle les pollutions en baie de Seine et la construction d'une piste d'aviation en terre Adélie. En 1983, Greenpeace révèle l'entrée en France des fameux quarante et fûts de déchets de Seveso. En 1984, les mêmes révèlent le véritable contenu du *Montblanc*, coulé au large d'Ostende avec ses conteneurs d'hexafluorure d'uranium. Cependant, le bureau de Paris n'a jamais pu dépasser 5 000 adhérents, ce qui limite ses ressources propres à quelque 4 millions de francs. La section internationale doit donc faire l'appoint. Cette infériorité française au sein de l'organisation internationale finit par créer des tensions. La crise éclate en avril 1985 : Jacky Bonnemains, Katia Kanas et deux autres permanents sont licenciés par le conseil d'administration, alors composé de M. Louise Trussell et M. Yves Lenor, un ingénieur de l'École des Mines devenu ardent militant antinucléaire. Jacky et Katia créent un mouvement dissident, « Robin des Bois ».

Le 5 juillet 1985, l'assemblée générale des adhérents élit un nouveau bureau, présidé par un avocat parisien, M. François Bretteau, assiéjé de M. Trussell et M. Lenor. Mais le nouvel état-major n'aura guère le temps de faire ses preuves car, cinq jours plus tard, le 10 juillet 1985, des plongeurs français de la DGSE coulent le *Rainbow Warrior* dans le port d'Auckland... La France ayant déclaré la guerre à Greenpeace, le bureau français devient suspect aux yeux de l'international. En octobre 1987, son droit de

M. Mac Taggart, le fougoureux businessman canadien amateur de voile en Nouvelle-Zélande, a perdu le pouvoir au cours d'une assemblée générale réunie en octobre 1989 à Alpbach, en Autriche. Alors qu'il proposait d'acheter aux Russes en déconfiture un satellite de télé-détection qui aurait permis de détecter à distance un pétrolier en train de déverser, il s'est vu rembarquer par la « bande des cinq », c'est-à-dire les directeurs des quatre grands bureaux (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, États-Unis) et l'état-major du bureau international. Ces messieurs ont jugé que l'organisation avait mieux à faire que de se payer un satellite de 2 ou 3 millions de dollars. Et l'affaire en est restée là.

Aujourd'hui, le big boss est incontestablement M. Steve Sawyer, un Américain de trente-six ans qui milite à Greenpeace depuis 1978. Diplômé de philosophie et d'astronomie à Boston, marin amateur et pacifiste convaincu, il a dirigé le bureau américain de 1986 à 1988, avant d'être désigné pour prendre les commandes à Amsterdam. Sérieux et même austère, derrière sa barbe blonde et ses lunettes sans monture, il ne plaisante pas lorsqu'on critique l'évolution de son organisation. « Nous ne sommes pas une multinationale, coupe-t-il, mais une fédération ». C'est vrai, au moins statutairement. Mais cette étrange « fédération », qui emploie à plein temps 1 100 salariés, dispose d'une flotte de sept navires et d'un budget global de 150 millions de dollars ! Ce qui en fait l'organisation écologique du monde la moins nombreuse en adhérents et la plus riche en moyens, donc la plus efficace.

ROGER CANIS

vote lui était retiré et il déposait son bilan. Un membre conseiller de Greenpeace International, M. Douglas Mulhall, vient alors faire le ménage dans la « branche française ». En mars 1988, tout le monde est remercié.

Six mois plus tard, un nouveau directeur exécutif est nommé par petite annonce : M. Philippe Lequenne, ingénieur grenoblois passionné de biologie marine. Pendant trois ans, l'antenne française de la rue des Petites-Ecuries (10) tente de se redéployer sous l'étroit contrôle de l'international. C'est Lewes - le siège de la banlieue de Londres - qui détermine les thèmes de campagne, le montant des budgets et les calendriers. C'est Lewes qui finance les mailings, le nerf de la guerre pour susciter adhésions et contributions.

## La recherche de l'autonomie financière

Ces appels de fonds finissent par payer : 10 000 adhérents en 1988, 18 000 en 1990, 29 000 en 1991. A raison de 200 francs l'adhésion (en moyenne), le chiffre d'affaires avoisine 6 millions de francs. Mais Lewes considère que cet argent lui appartient, et comme Paris ne rembourse pas son dû, le conflit éclate à nouveau en 1991.

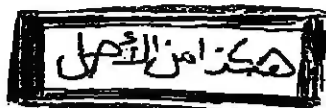
M. Lequenne est remercié, et une nouvelle structure est mise en place, encore plus internationale : un président belge qui vit à Bruxelles (M. Olivier Deleuz), un secrétaire général qui vit à Madrid (M. Rami Parmentier), et une Américaine de Paris, sociologue et militante tiers-mondiste (Mme Susan George), nommée par Greenpeace International au conseil d'administration de la branche française et qui a officiellement le titre de trésorière. Quant à la direction exécutive, elle a été confiée à M. Melvyn Gattinot, un Uruguayen venu du bureau de Buenos-Aires. « Nous nous donnons au moins deux ans pour acquiescer l'autonomie financière », annonce ce dernier, ancien publicitaire de la firme américaine Ogilvy.

Mais comment atteindre cette autonomie tant que le soutien « populaire » restera aussi faible : 35 000 adhérents, soit deux fois moins qu'en Belgique, dix fois moins qu'en Grande-Bretagne et vingt fois moins qu'en Allemagne ?

R. C.

## IMMOBILIER





## IMMOBILIER - POUR OUBLIER 1992

*L'année s'achève et nous la voyons s'éloigner sans regret.*

Déjà 1993 se profile et les prévisions économiques pour les mois à venir contredisent les perspectives prometteuses que l'ouverture du grand marché, il y a seulement six mois, semblait dessiner.

1992 restera, pour l'économie immobilière, une année de crise forte. Dans toutes ses composantes professionnelles, et sur l'ensemble de ses marchés, les points de repère traditionnels se sont effacés, ne laissant que soubresauts, incertitudes et ajustements aigus entre une offre soutenue et une demande hésitante.

Trois plans de soutien ont été annoncés, puis mis en œuvre, sans jamais parvenir à enclencher cette dynamique du succès qu'attend notre pays.

Et pourtant, la crise qui frappe l'économie immobilière déstabilise les circuits de financement des principaux pays industrialisés ; aussi est-il urgent d'adopter, enfin, les dispositions d'ensemble qui, au-delà des aléas conjoncturels, assureront structurellement le dynamisme de ce secteur d'activité essentiel à la stabilité du tissu social et financier de notre pays.

Le rôle de l'Etat en matière de logement est, héritage de la seconde guerre mondiale, central. Son positionnement est aujourd'hui en question devant la faillite des politiques suivies.

Qu'une tutelle existe, réelle sur le parc social public, n'appelle guère d'observations si ce contrôle est effectué à bon escient dans un souci de solidarité nationale et non pas comme élément de distorsion à l'égard de l'investissement privé.

En revanche, le caractère omniprésent de l'Etat, via un arsenal réglementaire considérable sur le parc privé, n'a pas de véritable justification, si ce n'est pour dissimuler les effets des échecs de la politique menée. S'il est une question qui doit être posée, c'est bien celle du rôle de l'Etat ; c'est pourquoi cette dernière ne saurait être éludée.

● L'échec que chacun constate aujourd'hui n'est, en effet, pas directement celui du gouvernement, mais surtout celui de l'Etat et de la volonté de ce dernier.

Le premier mal dont souffre notre secteur d'activité et, au-delà, l'ensemble du pays, c'est une volonté débridée d'une excessive financiarisation.

L'épargne des ménages a quitté les valeurs traditionnelles qu'étaient l'or, les bons du Trésor et, aujourd'hui, le livret A et la pierre. Par crainte d'une délocalisation et au nom de la modernité et de l'efficacité, la France, qui n'avait pas une authentique tradition capitaliste, a cherché, avec excès, à combler ce qu'elle considérait comme un retard à l'égard d'autres pays. Cette action brutale, menée en quinze ans, a connu un succès qui dépasse ses promoteurs, et l'épargne longue fait cruellement défaut, aussi bien pour l'entreprise, le logement social, la retraite et l'immobilier privé. Devenue volatile, insaisissable et spéculative à court terme, l'épargne liquide tourne sur elle-même au point de ne s'investir dans aucun des grands défis que notre pays doit affronter.

Cette financiarisation souhaitée, voulue, semble échapper à ses auteurs, et les voies d'une remise en cause sont difficiles. Le succès des produits de trésorerie s'inscrit aujourd'hui comme la marque la plus tangible d'une crise de confiance dans l'avenir. Il est à cet égard particulièrement significatif d'observer que les mises en garde que nous adressions aux pouvoirs publics depuis 1989 sont restées lettre morte, alors que les déclarations des banques ont immédiatement conduit les pouvoirs publics à s'interroger officiellement.

Est-il besoin d'ajouter, concernant l'immobilier, que cette financiarisation aura généré une profonde crise de la valeur ?

● La seconde interrogation sur le rôle de l'Etat, directement liée à la première, porte sur les moyens de sa politique. La collecte sur le livret A s'amenuisant, l'Etat renforce la rigueur de gestion imposée aux responsables du logement social, conduisant ces derniers à une plus forte sélectivité quant aux locataires, ce qui génère autant d'exclusions inacceptables de la solidarité nationale.

Ces exclusions sont d'autant moins admissibles qu'elles avaient disparu depuis trente ans et qu'une meilleure gestion du parc global pourrait les réduire.

En effet, nombre de bénéficiaires du parc social devraient, dans un marché plus fluide et détendu, devenir locataires d'un parc privé que leur niveau de revenu leur permet de rejoindre.

Mais l'absence de mobilisation de l'épargne privée sur le marché immobilier, les blocages multiples entraînent, là aussi, des pénuries localisées et fortes qui interdisent cette sortie par le haut.

Parce qu'il a conscience de cette situation, l'Etat pratique une politique malthusienne de maintien dans les lieux, ou de protection du locataire en place, qui génère des goulots d'étranglement, des rentes de situation et des exclusions.

C'est donc l'insuffisance des concours publics sur le parc social public qui interdit la mise en œuvre de la logique du marché sur le parc privé.

En dehors de ces réglementations, un appareil lourd de contrôle et d'aides se multiplie visant à colmater les insuffisances les plus criantes.

Il est à craindre que la phase ultime de cette logique ne conduise à transférer aux collectivités territoriales la responsabilité de la politique du logement sans pour autant leur donner les moyens de cette politique. La tentation sera d'autant plus forte que ces moyens apparaissent chaque jour plus insuffisants et inadaptés, et que nombre d'élus, sans doute hâtivement, revendiquent cette compétence nouvelle.

L'Etat ne peut pas abdiquer ses responsabilités en la matière, a fortiori après avoir proclamé le droit au logement.

Il doit, au contraire, réaffirmer une action forte en matière d'aménagement du territoire, fixer les limites de la société d'économie mixte, redéployer la solidarité nationale, redéfinir le statut fiscal de l'épargne immobilière, donner au droit de propriété son sens le plus fort. Tel est, au-delà du vœu, l'espoir que nous formulons pour 1993.

Marc Lance  
président de la Confédération Nationale des Administrateurs de Biens  
53, rue du Rocher, 75008 Paris Ile-de-France



## SOCIÉTÉ

## L'enfer vert des légionnaires

Au « camp Sautz », les militaires stagiaires s'entraînent à la survie en forêt équatoriale

RÉGINA  
(Guyane française)

de notre envoyé spécial

La pirogue Cao-Bang-il se faufile entre les dévils du fleuve Approuague, comme un remorqueur de l'époque indochinoise de la Légion. Les « bérets verts » embarqués à son bord appartiennent au 3<sup>e</sup> régiment étranger d'infanterie et leur petite troupe s'entraîne au « camp Sautz », du nom d'un adjudant tué en 1959 en Algérie. Les références sont coloniales, mais l'Approuague coule en Amérique latine, dans le département français de Guyane.

Assis à la place du boss man qui dirige la manœuvre, le capitaine Martinez a d'ailleurs des références plus cinématographiques. Trop jeune pour avoir connu la défaite de Cao-Bang et pour avoir combattu dans le désert, l'officier rêve en technicien quand il contemple la forêt amazonienne. « Ici, on revit au jour le jour les scènes de Rambo I, de la Forêt d'Emeraude et d'A la recherche du diamant vert », dit le capitaine. Mais le décor, plus vert que nature, ferait frissonner plus d'un aventurier des salles obscures.

Commandant le « camp Sautz », autrement dit le Centre d'entraînement en forêt équatoriale (CEFE) de Régina, le capitaine Martinez voit passer chaque année deux milliers de militaires stagiaires venus goûter aux joies des opérations survie. Vissé au bout d'une piste en latérite et surplombant un océan végétal, le camp impose la règle d'un jeu militaire à la fois simple et sauvage : dix hommes sont déposés au bord d'une crique enfouie dans la jungle ; ils doivent tenir quelques jours en trouvant sur place leurs moyens de subsistance.

Leur paquetage se réduit au minimum vital : trois allumettes chacun, un coupe-coupe pour deux, un bidon pour cinq, une trousse de santé (les crises de paludisme sont fréquentes) et une radio pour tous. Quatre fusils de chasse, vingt cartouches par jour et une torche complètent la panoplie. « Les bêtes dorment pendant la journée, alors on chasse la nuit. Surpris par la torche, les yeux du jaguar sont nettement plus écarlates que ceux des rongeurs », précise un légionnaire qui s'est allié faire des repérages dans un zoo du Brésil voisin.

Pour le reste, les militaires en quête de sensations fortes s'en remettent aux cours de

Kamel, un caporal d'origine libanaise qui connaît l'enfer vert presque aussi bien que la plaine de la Bekaa. « En faisant du feu, on a déjà 40 % de chances de s'en tirer, assure le sous-officier. Pour l'allumer, des bougies ou des semailles de rangers. Pour conserver les flammes, une terrilère qui se consume très lentement et qui éloigne les moustiques. » Dans ce milieu saturé d'eau de pluie d'humidité fraie les 90 %, les blessures ne décident pas : alors, « on désinfecte avec de l'urine ou en frottant une feuille de moucoumoucou, dit Kamel. Puis on attrape une grosse fourmi-manioc, on lui fait mordre la peau de chaque côté de la plaie, et on lui coupe la tête ». Le manuel du parfait légionnaire recommande aussi de « dormir dans un hamac suspendu aux arbres pour échapper aux bestioles ».

## « Bloque le cerveau, tire sur les bras »

« Pas d'effort », prévient le sous-officier : la morsure des mygales et des scorpions donne « seulement » une forte fièvre. Quant à la douzaine de serpents venimeux qui hantent la forêt, ils sont « peureux » et s'enfuient à l'approche de l'homme. Seul le « maître de la brousse », un serpent encore appelé « gracieux carreaux », est vraiment redouté, car il attaque quiconque foule son territoire. Conclusion du Libanais : « Sur le terrain, on vit bien ».

On vivra d'autant mieux que l'on arrivera à faire son marché. « Il y a des fruits toute l'année, salue le légionnaire en évoquant les châtagnes guyanaises et les fruits de la passion. Pour manger des caïmans de palmier, on coupe les pousses qu'on trouve à une vingtaine de mètres du sol. A l'en croire, « la viande des caïmans est plus parfumée que celle du bœuf » et « le chair de tous les serpents est excellente ». Les méthodes de pêche des Indiens ont été copiées : en pressant telle espèce de liane au-dessus de l'eau, on répand un alcool blanchâtre qui enivre les poissons ; les plus gros, complètement saouls, viennent flotter mollement à la surface et on peut les ramasser sans difficulté. Les militaires, eux, ne boivent pas d'alcool, promet un officier ; ils ne cueillent pas non plus ces champignons hallucinogènes qui sont très prisés lors des fêtes indiennes.

« Bloque le cerveau et tire sur les bras ».

ordonne un chef à un légionnaire dégoulinant de boue après des plongées répétées dans la gadoue. Celui-ci n'en peut plus de franchir les obstacles aux noms évocateurs (l'« avortouse », la « planchette thaïlandaise », le « rampeur aquatique ») du parcours du combattant de jungle, qui figure parmi les joyeusetés du CEFE. On y apprend aussi à confectionner des « pièges anti-personnel » : une énorme boule hérissée de pieux tombera d'un arbre pour transpercer un ennemi ; une herse s'abattra sur la tête d'un autre ; des fléchettes aux pointes enduites de batrachtoxine (un poison prélevé sur d'élégantes grenouilles rouges et bleues, les dendrobates : un quart de milligramme est mortel) terrasseront des ennemis potentiels. Ce qui, on le voit, n'est plus du cinéma.

Après être passés par Régina, les stagiaires trouveront la plupart des champs de bataille moins difficiles, ponctue le colonel They, chef du 3<sup>e</sup> REI. Aussi, des commandos de fusiliers-marins de Lorient au GIGN et aux sapeurs-pompiers en fin de scolarité, des marines aux membres de la Garde nationale américaine, des militaires de tous horizons viennent-ils « s'aguerrir » dans ce centre unique en son genre dans l'armée française. « L'entraînement leur permet d'être à l'aise dans des régions à la végétation comparable, comme au Rwanda ou au Gabon, où nos armées se sont récemment illustrées », ajoute le commandant du régiment aux trois fourragères. De quoi susciter l'envie des cadres du secteur privé en mal d'aventures ? L'an passé, une compagnie internationale a demandé au CEFE d'accueillir en stage ses éléments les plus dynamiques. La Légion a carrément dit non.

Car les légionnaires de l'Amazonie ont pour mission de servir la grandeur de la France. Une fois l'an, les bérets verts du 3<sup>e</sup> REI s'aventurent jusqu'au fond de la jungle à l'occasion des « missions profondes ». Armés de coupe-coupe et de tronçonneuses, ils s'en vont défricher « les bornes 5, 6 et 7 » de la végétation qui les engouffre. L'affaire est solennelle, puisque ces trois bornes symbolisent les frontières méconnues que la République française — et donc l'Europe des Douze — partage avec le Brésil.

EUCH INCIVAN

La mise en place d'un réseau européen d'usagers de drogue

## Des toxicomanes s'organisent pour participer à la prévention du sida

La troisième rencontre du réseau européen des groupes d'intérêt d'usagers de drogue (European Interest Group of Drug Users, EIGDU) s'est tenue récemment à Vienne. Né en Hollande au début des années 80, ce mouvement a progressivement gagné toute l'Europe comme un moyen, pour les toxicomanes, de participer à la prévention du sida. Il touche depuis peu la France, où un groupe d'« auto-support des usagers de drogue » (ASUD) s'est créé au mois d'avril dernier.

Nés en 1980, à Amsterdam, avec l'apparition du premier *Junkies* Bond, les « syndicats d'usagers de drogue », ont dès leur origine mêlé la revendication d'un « droit à disposer librement de son corps », y compris en usant de substances toxiques, et un travail de prévention des risques liés à la toxicomanie. Ils ont ainsi contribué à mettre en place, aux Pays-Bas, le premier programme d'échange de seringues.

Quasiment tous les pays d'Europe, depuis, ont vu surgir des groupes similaires. En Allemagne, les JES (Junkies, ex-junkies, substitués) demandent aujourd'hui l'augmentation du nombre de centres de distribution de méthadone. En Grande-Bretagne, Mainliners diffuse un journal consacré aux moyens de réduire les risques liés à la prise de drogue (le *safe use*). Il conseille par exemple de casser l'aiguille avant de s'en débarrasser, et de ne jamais prendre de tranquillisants avant une injection pour ne pas risquer la surdose. En Italie, à Turin, les toxicomanes militants de Sidarica tiennent ouverte une ligne téléphonique et viennent en aide aux séropositifs. Les Belges auront bientôt leur propre groupe, baptisé CCLA (Citoyens comme les autres).

« Tout le monde aujourd'hui a été gagné à l'idée que le meilleur moyen de faire de la prévention contre le sida, c'est de faire passer le message de l'intérieur », explique M. Abdalla Toufik, qui effectue une recherche financée par la Communauté euro-

péenne, sur les groupes d'auto-support. « Les homosexuels se sont auto-organisés. Les toxicomanes essaient de faire de même. Mais la pénalisation de la drogue rend le regroupement problématique ».

La France n'a pas échappé à ce mouvement, bien que l'auto-support s'y soit développé de façon beaucoup plus tardive. Au mois d'avril dernier, sous le nom d'Auto-support des usagers de drogue (ASUD), une dizaine de toxicomanes ont décidé de se réunir en association. Ils se sont donné pour but de « participer à la prévention de la contamination par le VIH et de lutter contre les discriminations et la marginalisation des toxicomanes ». Ils ont, d'ores et déjà, reçu 312 000 F de l'Agence française de la lutte contre le sida et obtiennent gratuitement auprès des pharmaciens, dans les centres de soins et sur les lieux de trafic, les deux premiers numéros de leur journal, *ASUD*, tiré à dix mille exemplaires.

Ce groupe d'auto-support plaide pour une citoyenneté du toxicomane et pose ainsi la question de son statut : l'usager de drogue est-il un malade ou un délinquant ? « Actuellement, en France, on n'accepte de parler d'un toxicomane, de le considérer, qu'à partir du moment où il dit qu'il veut arrêter », affirme Philippe Marchenay, membre du groupe. « Nous, nous disons : « Faisons le contraire. Aidons le toxicomane à se réinsérer, et ensuite il pourra se déterminer ».

Le groupe ne demande pas la légalisation de la drogue. Ses militants souhaitent une dépenalisation des produits de substitution qui permettraient, selon eux, à bon nombre de toxicomanes de se stabiliser : retrouver du travail, un logement, et finalement, « vivre » avec leur dépendance.

A l'heure où l'on estime que 30 % à 40 % des cent cinquante mille toxicomanes français utilisent des drogues par voie intraveineuse pourraient être séropositifs, l'émergence d'un nouvel acteur de prévention ne laisse pas indifférent. y compris du côté du ministère de la santé, qui envisage, pour le début de l'année, une rencontre avec des professionnels de santé afin de définir une ligne de conduite concernant la délivrance de produits de substitution.

Invité à « L'heure de vérité » sur France 2

## M. Pierre Gilles de Gennes dénonce le nouveau bac et la « religion de l'écologie »

Invité dimanche 27 décembre à « L'heure de vérité » sur France 2, M. Pierre Gilles de Gennes a vivement critiqué la réforme du baccalauréat et s'est inquiété des dangers d'une « écologie basée sur l'exploitation de la peur ».

Le prix Nobel de physique 1991 s'est affirmé « pas du tout heureux » de la rénovation du baccalauréat annoncée récemment par M. Jack Lang, ministre de l'éducation et de la culture (le Monde du 16 décembre). « Il y avait eu une réflexion très profonde, à la fois par des chercheurs, et par des enseignants depuis deux ou trois ans (...) Tout ceci avait débouché sur un projet très cohérent, qui était d'éviter que nos gamins se spécialisent dès l'entrée en première. Ce concept était tout à fait clair et précis. Mais, le ministre l'a complètement pulvérisé » pour le remplacer par un projet « où les options sont figées ». L'invité de « L'heure de vérité » s'est aussi élevé contre la prédominance des mathématiques dans l'enseignement. Un travers que le nouveau bac devrait pourtant corriger en partie. Selon lui, « l'accent mis sur les maths dans nos pays latins est très grave parce qu'il occulte d'autres qualités qui sont tout aussi importantes pour former les gens », et qui sont « l'observation, l'habileté manuelle et le sens pratique ».

M. de Gennes a estimé, enfin, que les universités « ont besoin de l'autonomie et de la décentralisation. Il faut qu'elles puissent, par exemple, recruter des professeurs un peu partout. Actuellement, il y a un autocentrisme déplorables dans les universités qui ne prennent que des gens qu'elles connaissent déjà, dans les petites occasions qu'elles veulent défendre. Une université qui veut être une université pilote va chercher des gens ailleurs et les surpayer, s'il le faut, pour les faire venir. Il faut que les universités soient jugées sur le nombre d'emplois qu'elles créent, et que les crédits qu'elles reçoivent de l'Etat soient assujettis à leur véritable succès vis-à-vis de la nation ».

Abordant des sujets plus généraux, du nouveau catholicisme et de l'Union européenne à l'interdiction de fumer ou la mise en valeur du Sahara, le Prix Nobel de physique s'est inquiété du danger que repré-

MOTUS		SABOTAGE EN DÉCEMBRE 1992	
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52

Le Monde  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

## CARNET DU Monde

## Décès

M. Louis Barthet, Nicole Barthet-Lachkar, Laura, Nicolas, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Louis BARTHET, chevalier de la Légion d'honneur, le 16 décembre 1992.

M. Bensaïder Bensaïder, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bensaïder Bensaïder, commandant de la marine marchande, inspecteur maritime, le 16 décembre 1992.

6, boulevard de la Capelle, 12400 Saint-Affrique.

Les familles Bouret et Karaliev ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BOURET, survenu à Marseille, le 16 décembre 1992.

« A jamais présent dans nos cœurs ».

Daniel et Christine Contenay, Jean Contenay (dit Philippe Gavi) et Marielle Roger, François et Carmen Contenay, ont la douleur de faire part du décès de

M. André CONTENAY, architecte DPLG, survenu le 27 décembre 1992.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Père-Lachaise (Côte d'Armor).

Cet avis tient lieu de faire-part.

53, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

M. Mireille Illy, M. A. Illy et M. M. Louise Illy, ont la douleur de faire part de leur décès de

Joël ESTÈVE, agrégé de l'Université, survenu le 17 décembre 1992.

Suivant la volonté du défunt, ses obsèques civiles ont eu lieu le 21 décembre, dans la plus stricte intimité.

M. et M. Jean Pezzoli, M. Daniel Pezzoli, M. et M. Richard Bonneville, ont la douleur de faire part du décès de

M. Manfred PEZZOLI, né Suzanne Maïre, survenu à son domicile, le 18 décembre 1992, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 22 décembre, en l'église Saint-Joseph de Clamart.

« A jamais présent dans nos cœurs ».

« A jamais présent dans nos cœurs ».

« A jamais présent dans nos cœurs ».

« A jamais présent dans nos cœurs ».

« A jamais présent dans nos cœurs ».

« A jamais présent dans nos cœurs ».

« A jamais présent dans nos cœurs ».

« A jamais présent dans nos cœurs ».

« A jamais présent dans nos cœurs ».

M. François Lorin de Reure, son épouse, Alexandra et Patricia, Ariane, Jean et Elisabeth, ses enfants, M. Jean Lorin de Reure, sa mère, M. et M. Louis Cissé, ses beaux-parents, ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M. François LORIN de REURE, survenu le 25 décembre 1992, dans sa soixante-troisième année.

Ville Bensouhane, 64480 Uzart.

M. Estelle Rocher, son épouse, M. Jean-Pierre Rocher, son fils, M. Jean-Pierre Rocher, sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

Gabriel ROCHER, le 23 décembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, au Chesnay (Yvelines).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 décembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Clément, place de l'Église, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), sa paroisse.

Il ne sera pas reçu de condoléances, un registre du souvenir recueillera votre témoignage d'amitié.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).

Cet avis tient lieu de faire-part.

72, rue Royale, 92210 Saint-Cloud, 70, rue Yves-le-Coeur, 78000 Versailles.

Alger, Versaïles.

M. Simone Safar, son épouse, ses enfants, Philippe et Colette Safar, Hélène et Marcel Benichou, Didier et Marie-Hélène Safar, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, toute sa famille, ont la douleur d'annoncer le décès de

Georges SAFAR, Colobin, survenu le 27 décembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le 28 décembre, à Versailles.

43, avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles.

Anniversaires

Le 28 décembre 1986, disparaitrait accidentellement

Siva SOUBRAMANIAN.

De la part de son épouse, sa sœur, ses enfants, Krishna et Indira.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5842

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

## HORIZONTALEMENT

1. Comme des objets sur lesquels un poète s'est interrogé. — 2. Des gens qui aiment le grand air et les bons morceaux. — 3. Peut marcher sur la tête. Ce n'est pas toujours la bonne voie. — 4. Levée par celui qui ne veut pas rester en route. — 5. Une grande famille. — 6. On les voit sur des personnages qui se sont illustrés. — 7. Qui n'est pas du tout rongée. — 8. Divinité. Grande quantité. — 9. Se vident après la consultation. Peut être de la revue quand il est petit. — 10. Des tranches. Quartier de Madrid. — 11. Prit à la gorge. Fait quelques choses.

## VERTICALEMENT

1. Nom parfois donné au trou de

ballon. Ce qu'on fait pour ne pas être piqué. — 2. Souvent mis dans un tube. Chef de tribu. — 3. Est méchante comme la teigne. Où il n'y a rien à enlever. — 4. Cuvette. Donnez des motifs. — 5. Qui peut fondre rapidement. — 6. Attendu par celui qui veut faire ce qui lui plaît. Ligne de tête. Possessif. — 7. Parler en maître. — 8. Se met à table. Bien ouverte. Élément d'un cercle. — 9. Symbole. Traditions. Pour avoir sa raison.

Solution du problème n° 5841

Horizontalement  
1. Epistolaire. Cap. — 2. Somme. Nu. Mi. — 3. Sèpe. Néon. Mat. — 4. Oter. LIP. Event. — 5. Rétablissement. — 6. R.G. Inipide. — 7. Leader. ENO. Aune. — 8. Laine. Léna. Rat. — 9. TTC. Iris. — 10. Mi. Collennes. As. — 11. Eto. Morgue. Ravi. — 12. Ne. Abusa. Canopé. — 13. Vert. Lacheur. — 14. Trier. Echelle. — 15. Fane. Erreur. Une.

Verticalement  
1. Essorillement. — 2. Poète. E.E. — 3. Impétrant. Vin. — 4. Smaragdite. Aère. — 5. Tar. Encombre. — 6. Olé. Lire. Loure. — 7. Li. Un. Ais. — 8. Minisad. Eglar. — 9. Erpépine. Nu. Aca. — 10. Epornie. Chu. — 11. Ennem. Ais. — 12. Véda. Israël. — 13. Meneurs. An. Lu. 14. Amant. Na. Avouer. — 15. Pin. Bétier.

GUY BROUÏT



# LE BILAN ECONOMIQUE 1992

## Crises

Le monde occidental, l'Europe surtout, connaît une série de crises qui se croisent et s'accroissent l'une l'autre, rendant le présent inquiétant et l'avenir incertain. Crise économique, crise politique, crise morale... le communisme finit de se désintégrer, alors que le capitalisme souffre d'une éclipse de reprise : peut-être 1,5 % de croissance en 1992, moins de la moitié du taux de 1989.

Le redémarrage de l'activité, tant attendu depuis l'été 1990, au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, et tant prôné, ne s'est pas vraiment produit, mis à part quelques frémissements aux Etats-Unis. De façon profonde, les entreprises et les particuliers, éprouvés aussi par la confusion du monde, manquent de confiance dans les vertus du marché et font preuve de circonspection.

Ainsi, après les excès financiers des années 80 encouragés par la libéralisation du crédit, les acteurs de la scène économique cherchent à réduire le niveau élevé de leurs dettes, notamment aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Japon. Ils hésitent davantage, au détriment de la consommation et de l'investissement, freinant ainsi la

demande globale et la production. Les bulles spéculatives ont éclaté, entraînant une dévalorisation des actifs boursiers et autres : les moteurs sont grippés. Pour leur part, les banques et autres établissements financiers, surengagés dans un immobilier en crise, font preuve de plus de prudence, resserrant leurs prêts. Il s'agit d'une sorte de purge dans une économie en panne, dont l'emploi fait les frais.

Après avoir baissé en continu, de 1983 à 1990, le chômage ne cesse de s'aggraver pour frapper en 1992 plus de 32 millions de personnes dans les pays industrialisés, dépassant le chiffre record de 1983 (31 millions). Et le taux fatidique de 10 % de la population active sans emploi risque d'être franchi dans onze de ces pays, au lieu de quatre seulement au milieu de 1990. Les suppressions d'effectifs touchent maintenant aussi bien les services que la construction et l'industrie.

La crise de l'emploi s'est déroulée sur fond de crise monétaire. Durant l'été, les autorités allemandes ont relevé les taux d'intérêt pour enrayer de fortes pressions inflationnistes liées à la réunification du pays. Cette politique et aussi le refus dans le traité de Maastricht ont provoqué, compte tenu de la structure des structures, la dislocation du système monétaire européen l'automne, avec la mise en flottement de la lire et de la livre, la dévaluation de la peseta et les attaques contre le franc.

Ce climat morose a pesé enfin sur les négociations commerciales internationales de l'Uruguay Round qui ont été marquées par de vives tensions agricoles entre les Etats-Unis et l'Europe ainsi qu'à l'intérieur même du camp communautaire. Il s'agit de l'avenir du paysan - la politique agricole commune avait été fortement révisée dans un sens restrictif en mai - atteints, notamment en France, d'une crise d'identité. Face aux difficultés du monde, se sont aussi constitués ou renforcés des blocs régionaux, en particulier en Amérique du Nord. Où est le sommet de la Terre?

## L'Europe frappée

Plus l'année 1992 avance, plus on sent l'absence de la reprise tant attendue, mais l'Europe s'en est un peu plus éloignée. La crise, dans le monde, que le Japon connaît pour la première fois depuis 1974 au taux de croissance inférieur à 1 %, les Etats-Unis ont apporté une dose d'espoir, mais renoué avec une croissance faible mais, semble-t-il, durable : + 1,8 % par rapport à 1991 après + 1,2 % en 1991 par rapport à 1990.

Les chiffres d'activité font mal apparaître l'ampleur des difficultés en 1992 dont les effets sur l'emploi ont une acuité comparable à celle qui avait prévalu lors de la grave récession du début des années 30. Globalement, les sept plus grands pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) ont, pourtant, contre toute attente, vu leur production nationale croître, presque deux fois plus vite qu'en 1991 : + 1,5 % contre + 0,9 %.

Pour l'ensemble des vingt-quatre pays de l'OCDE, le bilan est le même : croissance faible mais croissance tout de même (+ 1,5 %). En 1991, l'économie américaine, dont le poids est lourd (36 % du produit intérieur brut des pays industrialisés), a particulièrement effacé la crise des économies européennes. Crise née des difficultés liées à la réunification, qui fait difficilement passer aux coûts de la réunification, ou la poursuite de la grave récession britannique (- 1 % après déjà un recul de 2,2 % en 1991), enfin, dans les pays jusqu'ici très dynamiques comme l'Italie et l'Espagne.

La conjonction de ces trois facteurs négatifs explique que la croissance de l'Europe se soit mise sous l'effet de politiques monétaires sévères (taux d'intérêt très élevés) : + 1,1 % dans la Communauté européenne après + 1,5 % en 1991 et + 2,9 % en 1990. Comme dans toutes les périodes du cycle conjoncturel, la production industrielle a reculé : de 0,6 % dans les sept plus grands pays industrialisés, après un déclin équivalent en 1991, de 0,4 % pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Fait remarquable : les activités de services ont été touchées, parfois sévèrement, entraînant des suppressions d'emplois importantes.

Les pays industrialisés par la crise ou la récession n'ont pu sortir de la crise parce que nulle part les ménages n'ont augmenté de façon significative leurs dépenses, préférant maintenir leur épargne. Les consommateurs - comme d'ailleurs les entreprises - ont préféré attendre pour améliorer leurs bilans.

Ainsi les moteurs habituels de la reprise - d'importants investissements dans le commerce et l'industrie - ont-ils fait défaut. Les années de l'engagement accumulé au cours des années fastes (1986-1990) ont d'autant plus pesé en 1992, que les inquiétudes liées à la situation dans les pays de l'Est ont pesé de l'avenir de l'Union économique et monétaire (UEM), des difficultés de la réunification allemande, des tensions grandissantes entre les Etats-Unis et l'Europe, des négociations du GATT, ont entretenu partout une grande inquiétude vis-à-vis de l'avenir.

Rarement la reprise était-elle si basse, incitant les entreprises à freiner leurs investissements. Et

les effets de la récession ont été sentis dans les pays de l'OCDE ont vu aussi leur croissance se ralentir : + 1,3 % en 1991, + 1,1 % après + 1,3 % en 1990.

Ce fut la conséquence du ralentissement apparu dans les pays de l'OCDE : l'Autriche (+ 2 % après + 3,1 %) ou la Norvège (+ 1,3 % après + 1,9 %) alors même que les graves difficultés rencontrées par la Finlande (- 2 % en 1992 après déjà - 6,3 % en 1991), la Suède (- 1,2 %) ou même la Suisse (+ 0,2 % après une quasi-récession en 1991) ne se sont pas résorbées, loin de là. A la limite de l'Europe, la Turquie a continué, quant à elle, de récolter les fruits d'investissements importants ces dernières années, ayant connu une croissance de 5,3 % après le passage à vide de 1991, qui suivait une année 1990 à + 9,2 %.

A l'autre bout du monde toutefois, la zone Pacifique a continué de se développer très rapidement. En Asie, les six pays ou Etats à économies dynamiques (EDA) que sont la Corée du Sud, Taïwan, Hongkong, Singapour, la Thaïlande et la Malaisie ont vu leur PIB croître de 6,5 % en volume après déjà 7,5 % en 1991. Les exportations de ces pays - le reste du monde - sont maintenant aussi importantes que celles du Japon.

Souvent les capitaux étrangers, conséquents à l'adoption de la monnaie unique (en matière de prix notamment), la Chine a enregistré une croissance de 11 %, confirmant qu'elle est un important producteur de biens manufacturés. Enfin, des pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande semblent en pleine reprise (+ 2 % et + 3,1 % après avoir traversé une récession en 1991 (de respectivement - 1,2 % et - 1,8 %).

En Amérique latine, la croissance a également été positive (+ 3 %) grâce à l'Argentine (+ 7 %) et malgré le Brésil, qui a souffert de ses désordres politiques. Le Mexique, après de brillants résultats, semble être entré dans une phase de ralentissement, la croissance ayant été de même atteinte 3 % en 1992.

Enfin les pays de l'Est, dans la contre-performance, ont fait preuve de résilience dans les statistiques globales de l'OCDE, mais leur situation est très différente. Autant la Pologne, la Hongrie, la République fédérative tchèque et slovaque semblent sur la bonne voie puisque leur production a semblé-t-il - diminuer, autant la Roumanie et la Bulgarie sont en proie à de graves difficultés. Mais ce sont les anciens Etats indépendants de l'Union soviétique qui inspirent la plus d'inquiétude, puisque leur production industrielle a baissé et que l'inflation empêche une réelle réorganisation.

D'un point de vue mondial, le tableau de l'année est très certainement plus noir qu'il n'a été dans la réalité, les statistiques ne prenant pas en compte les pays d'Asie et de la zone Pacifique qui connaissent une croissance économique forte. Il en est de même, quoique dans une moindre mesure, pour les pays d'Amérique latine. Mais à l'inverse, la prise en compte des pays communistes aurait donné une dernière année des visions très sombres. En conclusion, si l'Europe riche et développée connaît de graves difficultés, d'autres pays du globe ont commencé ou continuent beaucoup travailler et à beaucoup produire.

## PRIX

## Désinflation confirmée

Le ralentissement des hausses de prix survenu en 1991 s'est confirmé et accentué en 1992 sous le double effet de la faible activité économique et d'évolutions souvent très modérées des salaires. Ces phénomènes ont été renforcés par les bas prix du pétrole et des matières premières.

Dans les grands pays industrialisés, la hausse des prix en glissement (décembre 1992 par rapport à décembre 1991) a été de 3,1 %, marquant un ralentissement d'un demi-point par rapport à 1991 (+ 3,6 %) et de 2,2 points par rapport à 1990, ce qui est très important. Ce bon résultat permet d'espérer une baisse des taux d'intérêt à long terme, condition d'une reprise durable de la croissance.

Le bas niveau de l'inflation s'explique d'abord par la faiblesse de l'activité, voire la récession comme en Grande-Bretagne, en Suède, en Finlande. Dans beaucoup de pays, la modération de la demande a poussé les industriels et les commerçants à réduire leurs marges et à vendre moins cher. Cette réaction à la crise, habituelle en Amérique du Nord où les rebais sont fréquents et souvent importants, s'est étendue à l'Europe, à la France en particulier où elle a pris des proportions spectaculaires.

Toutefois, ce bas niveau a eu surtout pour cause le ralentissement de la progression des salaires nominaux par rapport à 1991 au Japon (5,3 % après 7,9 %), en France (4,3 % après 5 %), en Italie (5,3 % après 9,1 %), en Grande-Bretagne (3,9 % après 5,8 %). Même dans les pays où la progression salariale n'a pas été freinée, les importants gains de productivité qui auront marqué 1992 ont réduit, parfois fortement, la progression des coûts unitaires de main-d'œuvre, notamment aux Etats-Unis (+ 1,9 % en 1992 après + 4,2 %) et au Canada (+ 1,6 % après + 4,6 %).

Certains pays ont fait mieux que les autres, d'autres moins bien ou nettement moins bien. L'Italie a d'une certaine façon donné l'exemple de la rigueur en supprimant la « scale mobile » c'est-à-dire l'indexation des salaires sur les prix. Si l'accord conclu en juillet 1992 entre les syndicats, le patronat et le gouvernement est respecté, il aura une source d'inflation qui depuis quarante-six ans alimente l'économie italienne et la

force périodiquement à dévaluer sa monnaie. En Grande-Bretagne également la désinflation a été spectaculaire. Le prix à la consommation de 9,3 % en 1990 à 4,5 % en 1991 à 3,6 % en 1992 grâce au freinage des salaires, des loyers qui pour avoir été très excessifs dans le passé ont subi le choc de la crise.

A l'inverse, les progrès évidents ont été enregistrés en Espagne où les prix ont baissé de 2,5 %, d'évoluer comme les prix à même plus vite, ayant baissé de 6,5 %, sous l'effet notamment des « services », insuffisamment productifs parce que peu exposés à la concurrence. La faible hausse des prix alimentaires a compensé les effets déflationnistes du TVA de 13 % à 15 %

en août 1992 que la hausse des prix de l'énergie. Mais la dépréciation de la peseta à la suite de la tournante du 15 septembre risque d'accentuer encore l'inflation en Espagne.

Au Japon, si les prix ont baissé, ils ont augmenté de 3 % en 1992 après 2,7 % en 1991 et 3,8 % en 1990, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) ne s'est pas ralentie, elle est restée à 2,5 %. Elle risque d'augmenter à la mesure où la baisse de l'activité va réduire la productivité et alourdir les coûts unitaires de production. L'Allemagne qui, pour compenser les politiques budgétaires et salariales rigoureuses, s'impose - elle impose aussi - les pays du CEE - des taux d'intérêt à court

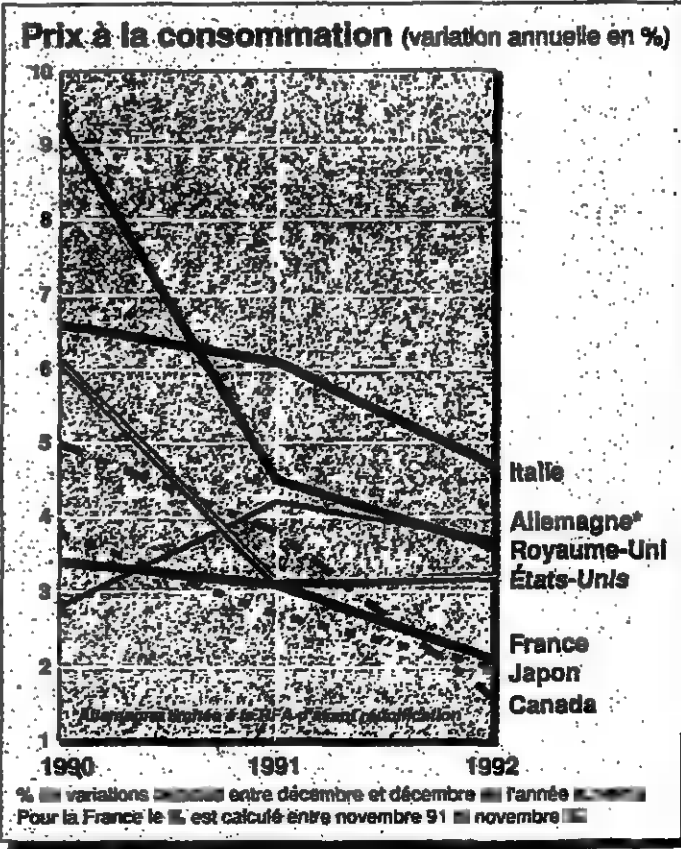
termes très élevés. La Bundesbank justifie cette politique par les tensions inflationnistes qui restent fortes en raison notamment des services, des loyers en particulier, les nombreux immigrants arrivant à l'Ouest en quête de logement.

Ce fait, la hausse des prix en Allemagne a été élevée outre-Rhin atteignant 3,7 % en 1992 après 4,2 % en 1991. L'inflation sous-jacente est en réalité plus forte, à l'ordre de 4 %. La hausse des prix doit s'accroître d'ailleurs au début de 1993 avec le relèvement d'un point du taux normal de TVA.

L'Allemagne a tout de même fait des progrès. Le premier concerne la politique salariale : les négociations printemp 1992 ont abouti sur des hausses de 3,8 % soit un point de plus qu'en 1991. L'accord d'autonomie dans la détermination de la hausse de 3,3 % seulement. Reste à régler le très difficile problème des salaires à l'Est et de la promesse - impossible à tenir - de leur rattrapage par rapport aux salaires de l'Ouest.

Second progrès : Helmut Kohl a annoncé à l'automne que des hausses d'impôts seraient nécessaires en 1994. Le fait de le reconnaître devrait permettre à la Bundesbank, gardienne de la stabilité des prix, de réduire progressivement le taux d'intérêt à court terme. Le réajustement de la politique monétaire et politique budgétaire risque cependant d'être difficile, selon la même source, à moins que les Allemands ne restructurent industriellement l'Est ne se fasse pas intégralement par privatisation, ce qui entraînerait des interventions financières publiques.

L'Allemagne mise à part, les progrès de la désinflation ont semblé tels en 1992 que certains observateurs ont pensé y voir les premiers signes d'une « bulle » généralisée. Si la surévaluation et la surévaluation des immobilisations ou boursières permettent certains rapprochements avec la crise de 1929, bien des différences importantes subsistent. D'abord l'absence de bulle boursière, très importante des prix de



## ECHANGES

## Forts remous

Il a beaucoup été question de commerce international en 1992, d'une part à l'occasion des négociations multilatérales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), d'autre part avec la constitution de « blocs commerciaux » parallèles : en Amérique du Nord, l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique ; en Europe l'EEC (Espace économique européen).

Fin 1992, on ignorait si l'Uruguay Round du GATT, lancé en septembre 1986 à Punta del Este et qui devait s'achever fin 1990, avait été débloqué, à l'automne, par l'accord agricole intervenu entre la Communauté européenne et les Etats-Unis. La France a contesté avec la dernière vigueur le contenu de l'accord, menaçant d'opposer son veto à son adoption par la CEE.

Cet accord est-il compatible avec le « Harme » de la politique agricole commune (PAC), adoptée en mai 1992, qui réduisait déjà les exportations agricoles ? La France le nie, la Commission européenne le croit. L'affaire, marquée par de vives tensions (menaces de sanctions et

contre-sanctions) entre les Etats-Unis, crise en France, querelles entre Européens) pourrait se dénouer par des concessions internes à la CEE au profit de la France, et/ou par des concessions américaines, en particulier les services. Mais on ne peut prévoir un accord avec l'arrivée au pouvoir de l'équipe Clinton, éventuellement, en France, d'une majorité.

L'autre évolution marquante de 1992 correspond au mouvement vers le multilatéralisme : c'est la constitution de blocs commerciaux. L'ALENA, signé le 7 janvier à San-Antonio au Texas, devrait permettre d'éliminer en quinze ans, quelque 20 000 tarifs douaniers, dans le but de faciliter les investissements et d'accroître les règles d'origine des produits.

Ce « bloc commercial » nord-américain pourrait s'ouvrir à d'autres partenaires sur une base bilatérale - le Chili et l'Argentine seraient les premiers intéressés. Et attendant, le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et le Mercosur andin,

zones de libre-échange entre pays sud-américains, connaissent des difficultés.

En Europe aussi, le commerce international s'est trouvé au cœur de l'actualité. Il y a d'abord l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier 1993, du marché unique européen, préparé par l'adoption à Bruxelles de près de 300 directives d'harmonisation et de reconnaissance mutuelle. Il y a eu parallèlement la signature par la CEE et les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) pour constituer ensemble un Espace économique européen (EEE) étendant les règles du marché unique. Le « marché unique » unique. Le « marché unique » unique. Le « marché unique » unique.

Enfin, pour ce qui est du pourparlers en déroute, les négociations de l'Uruguay Round du GATT, qui ont été marquées par de vives tensions agricoles entre les Etats-Unis et l'Europe ainsi qu'à l'intérieur même du camp communautaire. Il s'agit de l'avenir du paysan - la politique agricole commune avait été fortement révisée dans un sens restrictif en mai - atteints, notamment en France, d'une crise d'identité. Face aux difficultés du monde, se sont aussi constitués ou renforcés des blocs régionaux, en particulier en Amérique du Nord. Où est le sommet de la Terre?

favorables que ceux accordés aux trois premiers pays en transition. Les négociations n'ont pas donné vie comme prévu au « marché unique » de Visegrad, renvoyé à des jours incertains.

Les pays de l'Est ont vu leurs échanges réciproques s'effondrer davantage en 1992, à leur reconversion vers l'économie de marché. La récession des pays riches a ouvert le marché. Un parfait exemple en est fourni à l'automne par l'imposition par la CEE de droits antidumping sur l'acier est-européen.

Cette intense activité politique s'est inscrite sur un fond plutôt morose : 1992 aura sans doute été, comme 1991, un mauvais millésime pour les échanges internationaux, à la prévision de l'OCDE, qui confirme. Les nouveaux pays industrialisés d'Asie continuent de représenter la zone la plus dynamique du monde, mais l'expansion de leurs échanges au cours des années 90 a été ralentie. Après plusieurs années de vive croissance (9 % en 1990, 6,5 % en 1989, 11 % en 1990), le commerce a agité plus, depuis 1990, comme l'économie mondiale.



## LE BILAN ECONOMIQUE 1992

## LA SITUATION INTERNATIONALE

## MONNAIES

## Secours en Europe

Comme l'année 1991, l'année 1992 a été marquée d'une grande déception sur le dollar, que les milieux financiers internationaux voyaient vigoureusement revenir à la normale grâce à une reprise de l'économie des Etats-Unis jugée certaine. Mais l'effacement de cette reprise, au moins jusqu'à l'automne, le maintien d'un énorme écart de taux d'intérêt, très élevés en Allemagne et un bas taux en Allemagne, ont tué dans l'œuf tout raffermissement de la monnaie américaine. Le dernier trimestre, précédé par les premiers signes d'un redressement de l'économie outre-atlantique.

Le dollar commençait pour le bien vert avec deux vagues de hausses successives qui le portaient de 1,50 à 1,70 de franc à Francfort et de 5,18 à 5,70 francs environ à Paris. Des hausses qui ont été distinguées de l'autre côté de l'océan avec une légère diminution du chômage et un début d'augmentation des ventes au détail. Les indices d'économies ont été en hausse, mais le dollar redescendait graduellement. Ils allaient même toucher leur plus bas niveau historique le 2 septembre à 1,385 de franc, ce qui correspondait, à Paris, à 4,75 francs (mais on sait que le record de baisse du dollar en France avait été atteint en mars 1973 à 3,85 francs).

Tout ce qui tendait à déprimer la conjonction américaine : la diminution du taux d'intérêt à New York, le dollar ayant ramené à 3 % son taux d'escompte, le moins élevé depuis vingt-neuf ans. A Francfort, en revanche, le taux Lombard de la Banque fédérale d'Allemagne, encore majoré en juillet, était à 10 %, soit un écart de presque 7 %. Trop, trop pour les capitaux américains, bien sûr, mais surtout pour les placements en marks, plus jamais.

L'éclatement de la bulle au sein du système monétaire européen allait sensiblement modifier le climat. Déjà très déprimé par une inflation persistante, un déficit budgétaire croissant, une instabilité politique déstabilisante en Italie, la lire ne pouvait résister à la spéculation et, le 14 septembre, elle s'est dévaluée de 7 %. En même temps, la Banque d'Italie acceptait une diminution de son taux directeur. Dans la semaine qui suivit, la spéculation, mise en appât, fit littéralement « sauter » le nouveau lire, qui fut mise en flottaison ainsi que, dans la foulée, la livre sterling, bien que l'équivalent de 100 milliards de francs soient déjà dans la bataille.

## BANQUES

Banquiers et assureurs sont définitivement entrés dans un monde où il n'existe plus de marchés et de positions protégées des turbulences financières. Les banques, hier les plus touchées, comme les américaines et les britanniques, semblent se redresser, mais ces redressements sont plus solides, les japonais, s'enfonçant dans le marasme, victimes de l'effondrement de la bulle financière.

Le système financier mondial subit aussi une crise immobilière bien plus grave que les précédentes car alimentée par la dérégulation des marchés. Le crédit doit se conformer le 1<sup>er</sup> janvier au « ratio Cooke », qui l'oblige à mobiliser 8 francs de fonds propres pour chaque 100 francs.

Quand les provisions pour risques ne cessent d'augmenter, on comprend mieux les difficultés des banques à prêter de l'argent.

Phénomène nouveau, l'assurance a aussi été ébranlée par des chocs sans précédent, qui ont conduit au bord du gouffre les compagnies des pays scandinaves et ont mis en danger l'existence même du plus prestigieux et du plus ancien marché d'assurances et de réassurances, le Lloyd's, secouru par une cascade de scandales et de pertes.

Le deuxième assureur danois, Hafslund, et le premier assureur norvégien, Uni Storebrand, ont été déclarés en cessation de paiement en raison de crise de liquidité. Ayant fait preuve d'ambitions démesurées en voulant mener des batailles boursières, ces sociétés se sont finalement effondrées dans l'incapacité de faire face à leurs échéances. La crise financière des pays nordiques n'a d'ailleurs cessé au fil des mois de faire des victimes parmi les banques ou les assureurs.

Et pour finir encore le tableau, le passage du cyclone Andrew sur les côtes de Floride devrait coûter près de 10 milliards de francs aux assureurs, révélant la vulnérabilité de certaines grandes compagnies, malgré l'importance de leurs réserves.

De côté des banques, les américains ont tenté de remonter la pente.

En même temps, la Banque d'Espagne, notamment surevaluée, a fait passer le lire et la livre sterling au nom de la lutte contre l'inflation. La Banque d'Espagne a fait de 6 %, mais elle a été obligée de baisser son taux d'intérêt à 12 %.

Un orage monétaire a également balayé la Scandinavie, où toutes les monnaies, à l'exception de la couronne danoise solidement ancrée au système monétaire européen ont capitulé. Successivement, le mark finlandais, la couronne suédoise et la couronne norvégienne ont été dévalués. Le franc suédois, qui était lié à la Banque de Suède, a été dévalué de 13 %, ce qui a permis à la Banque de Suède de baisser son taux d'intérêt à 500 %.

Le yen japonais, enfin, après avoir subi par rapport au dollar au printemps, puis s'être vigoureusement raffermi à l'automne, a terminé l'année pratiquement inchangé.

Le grand mouvement de bascule des taux d'intérêt, amorcé dès 1989 et poursuivi en 1991 comme en 1990, avec pour effet une dérive aux Etats-Unis et une escalade en Allemagne, semble avoir pris fin en 1992, tout au moins à partir de l'automne lorsque la Banque fédérale d'Allemagne décide d'assouplir sa politique monétaire.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale, qui avait, en 1991, ramené, par paliers, son taux d'escompte de 7,50 % à 3,50 %, l'a abaissé à 3 % en juillet 1992, au plus bas depuis 1964, afin de stimuler une économie languissante. En Allemagne, la banque centrale, qui, en 1991, avait relevé à trois reprises ses taux directeurs, les faisant passer de 6 à 8 % pour l'escompte et de 8,50 à 9,75 % pour le Lombard, a commencé, en juillet 1992, par porter son taux d'escompte de 8 à 8,75 %, sans toutefois modifier son taux Lombard, le seul véritablement directeur.

Cette décision revenait à donner un nouvel avertissement aux partenaires sociaux, coupables d'avoir trop relevé les salaires, mais sans pousser vraiment à une nouvelle escalade en

Europe. A la mi-septembre, à l'occasion d'une dévaluation de 7 % de la lire italienne, la Bundesbank, pressée depuis plusieurs mois d'assouplir sa politique, faisait un geste en réduisant d'un demi-point son taux d'escompte, ramené à 8,25 %, et d'un quart de point son taux Lombard, ramené à 9,50 %. Mais, tout de même, elle diminuait d'un point complet le taux de ses pensions à court terme, abaissé à 8,75 %.

La Banque de France, pratiquement liée à la Bundesbank, n'a pu suivre ce mouvement qu'avec deux mois de retard en raison de la crise monétaire d'une extrême violence qui faisait exploser le franc (voir ci-contre). Ce n'est qu'en novembre qu'elle fut à même d'abaisser ses taux directeurs, d'un demi-point seulement, à 9,10 % de ses appels d'offres et à 10 % pour ses pensions à cinq-dix jours, portées au moment à 13 %, au plus fort de la bataille du franc.

La Grande-Bretagne, qui, en 1991, profitait de l'entrée de la livre sterling dans le système monétaire européen pour diminuer très fortement son taux d'escompte, ramené de

14 à 10,50 %, essaya, pendant le premier trimestre 1992, de poursuivre cette diminution, afin d'alléger encore le coût du crédit pour une économie essouffée.

Toutefois la faiblesse de la monnaie l'en empêcha. C'est seulement la mise en flottaison de la devise britannique, à la mi-septembre, à la suite de la crise monétaire qui, en supprimant, ou du moins en annulant l'obligation de la soutenir, lui permit de reprendre sa liberté et en quelques semaines d'abaisser à trois reprises son taux d'escompte, ramené de 10 à 7 %.

En Italie, la banque centrale, pour défendre la lire, avait dû porter son taux d'escompte de 12 à 15 % et son taux d'intervention à plus de 20 %. La mise en flottaison de la monnaie et le retour à un calme relatif l'autorisèrent à revenir en arrière avec un taux d'escompte à 13 % et un taux d'intervention à 15 % en fin d'année.

La Banque du Japon, quant à elle, a continué d'assouplir sa politique, diminuant son taux d'escompte, qui, de 4,50 % en début d'année, n'était plus que de 3,25 % à la fin décembre.

## Désescalade

## Nouveaux allègements

Dix ans après la crise de la dette, marquée par la cessation de paiements du Mexique, en août 1982, la situation financière du monde en développement est plus contrastée que jamais. En Amérique latine, les investissements bruts de portefeuille en provenance de l'étranger ont, en 1992, atteint 27 milliards de dollars. Mais ailleurs, en Afrique notamment, les gouvernements ne parviennent à boucler leurs comptes qu'au prix d'un record d'assistance extérieure.

Globalement, la dette a peu varié, s'établissant, selon la Banque mondiale, à 1 703 milliards de dollars, contre 1 601 milliards en 1991. Ce résultat est largement dû à l'inclusion dans les statistiques, pour la première fois, de la dette de l'ex-URSS (évaluée à 71 milliards de dollars). De même, les différents ratios mesurant le poids de la dette sont restés stables : le rapport entre son service (paiement des intérêts et remboursements du capital) et les exportations est même revenu de 21 % en 1991 à 19 % en 1992. Au cours des derniers mois, aucune initiative nouvelle n'a été

lancée. Le « plan Brady » (datant de mars 1989), dont l'objectif est de réduire la dette contractée auprès des banques, a continué d'être mis en œuvre.

L'Argentine est la dernière en date à avoir passé un accord avec ses créanciers, en décembre 1992, suivant la voie ouverte par le Costa Rica, le Mexique, le Nicaragua, les Philippines, le Venezuela et l'Uruguay. Seul parmi les grands pays d'Amérique latine, le Brésil — le plus grand débiteur du tiers-monde avec 116,5 milliards de dollars —, secouru par une très grave crise politique, n'a signé, durant l'été, qu'un accord de principe avec les banques créancières, tandis que ses relations avec le Fonds monétaire international sont très cahoteuses.

Par ailleurs, les programmes d'allègement de la dette des pays les plus pauvres ont été poursuivis. Douze pays ont bénéficié de l'initiative renforcée de Toronto (mise en place fin 1991, elle accorde aux Etats les plus pauvres des délais de remboursement et des périodes de grâce plus longues) : le Bénin, la

Bolivie, la Guinée-Equatoriale, la Guinée, le Honduras, le Mali, le Nicaragua, l'Ouganda, la Sierra-Léone, la Tanzanie, le Togo et la Zambie. Le traitement « exceptionnel » accordé au printemps de 1991 par les créanciers officiels du Club de Paris à la Pologne et à l'Egypte a été ainsi, au moins partiellement, appliqué à d'autres Etats lourdement endettés.

Dixième anniversaire pour le tiers-monde, 1992 a été marquée par la crise de la dette. L'ex-URSS. A partir de décembre 1991, le Club de Paris et le Club de Londres ont consenti des réajustements trimestriels. Dans les derniers jours de 1992, un accord à plus long terme devait être signé entre la Russie et le Club de Paris. Il faut espérer que les progrès réalisés dans la stratégie de la dette permettront d'éviter aux Républiques de l'ex-URSS la décadence perdue qu'a connue l'Amérique latine au cours des années 80.

## Tous menacés

Un Storebrand, ont été déclarés en cessation de paiement en raison de crise de liquidité. Ayant fait preuve d'ambitions démesurées en voulant mener des batailles boursières, ces sociétés se sont finalement effondrées dans l'incapacité de faire face à leurs échéances.

La crise financière des pays nordiques n'a d'ailleurs cessé au fil des mois de faire des victimes parmi les banques ou les assureurs. Et pour finir encore le tableau, le passage du cyclone Andrew sur les côtes de Floride devrait coûter près de 10 milliards de francs aux assureurs, révélant la vulnérabilité de certaines grandes compagnies, malgré l'importance de leurs réserves.

De côté des banques, les américains ont tenté de remonter la pente.

Elles ont encore pu bénéficier cette année de la baisse des taux à court terme pour reconstruire leurs marges. Mais aux provisions de 26 milliards de dollars passées pour les prêts aux pays en voie de développement, de 1987 à 1991, s'ajoutent 18 milliards, de 1989 à 1991, pour l'immobilier.

Les établissements japonais, les plus puissants, ont été touchés de plein fouet par la chute de la Bourse et de l'immobilier au Japon : les encours dans l'immobilier atteignent les 53 000 milliards de francs (plus de 2 000 milliards de dollars). Pour éviter une catastrophe, le gouvernement japonais a été amené à créer un fonds chargé de récupérer les créances immobilières des banques.

Cinq siècles après la découverte de l'Amérique, qui déclencha la première fièvre de l'or, le métal jaune est resté insensible aux multiples commémorations. Les cours mondiaux sont, au contraire, tombés, en avril, à près de 335 dollars l'once, leur niveau le plus bas depuis 1986.

S'ils ont regagné du terrain pendant l'été, à plus de 350 dollars, un lendemain des violences survenues en Afrique du Sud, l'année s'est terminée sur une note médiocre.

Après une décennie 80 marquée par une forte poussée des productions à travers le monde — principalement dans les pays du Sud, mais aussi en Australie —, 1991 s'est soldé par un tassement de l'offre. La tendance s'est confirmée en 1992 en

## Morne commémoration

Afrique du Sud, et aux antipodes, ainsi qu'en l'ancienne Union soviétique, où les complexes miniers désorganisés ont tourné au ralenti. La dégradation des cours mondiaux a, en outre, rendu moins attractifs certains placements potentiels dont l'exploitation est financièrement risquée à moins de 400 dollars l'once.

Premier producteur mondial (30 % de l'offre), l'Afrique du Sud a enfin été confrontée à une forte hausse de ses coûts d'extraction. Il faut désormais aller chercher l'or de plus en plus profondément, et la teneur du minerai en métal s'est amoindrie d'année en année. Fin de l'apogée oblige, la prise en compte de la relative des revendications salariales des mineurs grève les prix de revient. Le temps semble revêtu d'un produit de l'or « pour rien » en Afrique du Sud.

Cependant, la demande mondiale est restée soutenue dans le secteur de la joaillerie — le débouché principal du métal fin —, en dépit de la peine de croissance des économies développées. On a vu s'affirmer une consommation chinoise de bijoux, qui devrait s'accroître d'ici à la fin du siècle.

Réduction de l'offre, augmentation des achats, l'or aurait dû connaître des jours plus fastes. C'était compter sans le déclin des investisseurs, qui continuent de lui préférer les placements en bourse monétaires et autres instruments boursiers plus ou moins spéculatifs.

Malgré le repli du dollar, censé favoriser les acquisitions de métal fin, la désaffection pour « l'or financier » s'est confirmée. Plusieurs banques centrales se sont même délestées d'une partie de leurs avoirs en or, au Canada et en Belgique notamment, alourdissant un marché en manque d'inspiration.

ÉTVDES

Presse et démocratie au Japon

Anne PORTIER

La philosophie américaine

Jean-Pierre COMBET

décembre 1992

Le numéro : 50 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél : (1) 44 39 48 48

Ou taper sur minitel : 36 15 SJRTUDES

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

la marketing direct

Le bilan économique 1992

a été réalisé par :

Michel Boyer  
Roger Cans  
Sophie Gherardi  
François Grosrichard  
Françoise Lazare  
Alain VernholesAlain Leibaube  
Eric Leser  
François Renard  
Jean-Pierre Tuquoi  
Marie de Varney

GEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

AGRICULTURE

Profonde réfo

Abon

MATIÈRES PREMIÈRES

Splendeurs fa



# LE BILAN ECONOMIQUE 1992

## LA SITUATION INTERNATIONALE

### Désescalade

## Profonde réforme

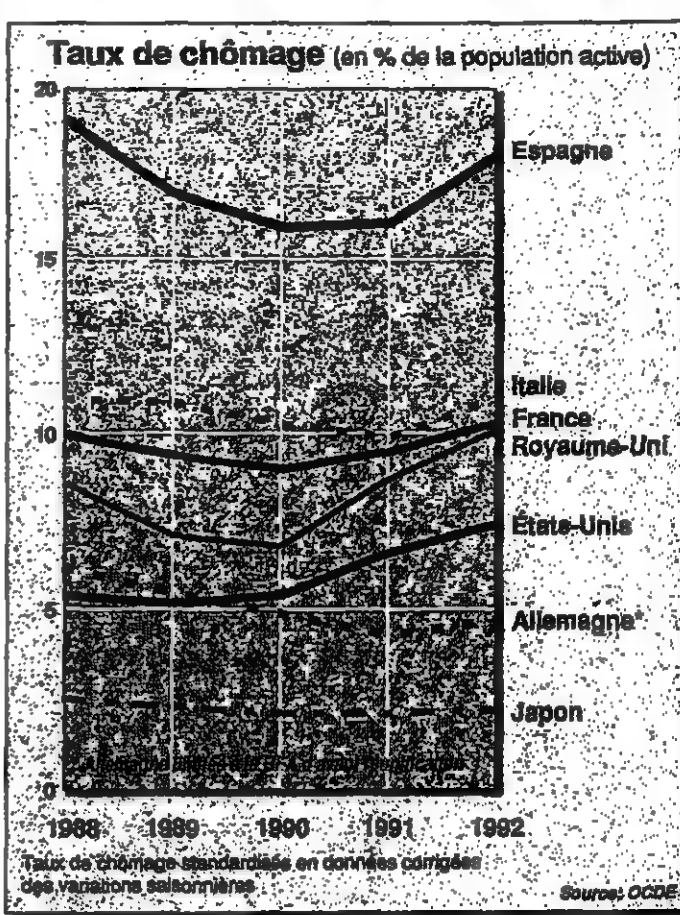
La politique agricole communautaire (PAC) a été profondément réformée, passant de 120 à 100 milliards de francs en 1992. Les dépenses communautaires pour l'agriculture ont été réduites de 20 %, passant de 120 à 100 milliards de francs en 1992. Les dépenses communautaires pour l'agriculture ont été réduites de 20 %, passant de 120 à 100 milliards de francs en 1992.

doivent, en revanche, être intégrées dans le budget de l'Etat. Les dépenses communautaires pour l'agriculture ont été réduites de 20 %, passant de 120 à 100 milliards de francs en 1992.

Les dépenses communautaires pour l'agriculture ont été réduites de 20 %, passant de 120 à 100 milliards de francs en 1992. Les dépenses communautaires pour l'agriculture ont été réduites de 20 %, passant de 120 à 100 milliards de francs en 1992.

Une réforme majeure a été mise en œuvre, marquant la fin d'une ère de dépenses communautaires pour l'agriculture. Les dépenses communautaires pour l'agriculture ont été réduites de 20 %, passant de 120 à 100 milliards de francs en 1992.

## Retour en arrière



Seul le Japon a échappé à la forte remontée du chômage.

Le Japon a échappé à la forte remontée du chômage. Le Japon a échappé à la forte remontée du chômage. Le Japon a échappé à la forte remontée du chômage.

### Nouveaux allègements

### Morne commercial

### ENERGIE

## Abondance de pétrole

Inextinguiblement l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) grignote des parts de marché et refait son retard. En 1992, les dix-neuf pays membres ont fourni plus qu'un baril de pétrole brut sur trois consommés dans le monde, contre un sur deux en 1977. Or avec une production moyenne de 26,6 millions de barils par jour, l'OPEP a dépassé la barre des 40 % de la demande à nouveau, ce qui est sans précédent.

Ainsi l'OPEP a retrouvé en 1992 un niveau de production qu'elle avait perdu de vue depuis une dizaine d'années. De plus, la Russie, mastodonte pétrolier, a augmenté sa production de 10 %, passant de 9,3 à 10,2 millions de barils par jour en 1992.

L'Arabie Saoudite lui a ravi la place de numéro deux mondial, le titre de leader revenant toujours aux Etats-Unis. Sans doute plus pour longtemps : fin 1993, 7 millions de barils par jour, pronostique l'Independent Petroleum Association of America (IPAA), la production américaine

de pétrole brut touchera son plus haut niveau depuis trente ans. Toutefois, les parts de marché de l'OPEP, réalisées dans un contexte de quasi-stagnation de la consommation des pays de l'OCDE (38 millions de barils par jour en 1991 ; 38,5 millions en 1992), ont été chèrement payées. Témoin la faiblesse des cours du pétrole : entre 1991 et 1992, le coût moyen CIF du baril importé par l'AIE - dont la France est devenu membre en 1992 - a baissé de près de un dollar. Les cours des produits raffinés ne se portant guère mieux. En 1991, année exceptionnelle, il est vrai, du fait des retombées de la guerre du Golfe, une raffinerie européenne de taille moyenne dégageait une marge de 23 dollars par baril. En 1992, celle-ci n'a pas dépassé 15 dollars (en dépit d'une frappe amortissante en septembre-octobre), un niveau insuffisant pour engendrer des bénéfices. De là, en partie, les contre-performances enregistrées par presque toutes les compagnies pétrolières internationales, auxquelles n'ont pas échappé les deux françaises, Elf et Total.

Et ce n'est pas la dernière conséquence de l'abondance de pétrole.

En 1992, l'Arabie Saoudite, qui avait révisé son cours du baril à 15 dollars, a décidé de quitter l'OPEP et ses contraintes - se sont contentés de réduire de 150 000 barils par jour leur plafond de production alors que le marché réclamait une réduction de 500 000 barils pour rééquilibrer l'offre et la demande. Pour partie, la faible baisse des cours résulte d'un calcul de l'Arabie Saoudite. Ainsi, sur le quart des réserves pétrolières de la planète, les Saoudiens ont après des choix pétroliers de 1973 et de 1979 que maximiser les prix était une stratégie hasardeuse (elle favorisait l'entrée de nouveaux producteurs et l'émergence de sources d'énergie concurrentes). Mieux vaut maximiser la production et stabiliser les prix à un niveau suffisant pour encourager la consommation et éliminer les contraintes.

Cette stratégie se révèle payante : entre 1989 et 1992, l'Arabie Saoudite, profitant du vide laissé par l'Irak toujours hors circuit, a accru sa production de près de 70 %. Et elle fait des

l'Etat, tout en maintenant la politique de prix élevée à la tribune de l'OPEP, n'a cessé d'augmenter sa capacité de production, qui, fin 1992, atteignait, selon Têheran, 4 millions de barils par jour, contre 2,8 millions en 1989. Cette prééminence du Moyen-Orient ne peut que s'accroître à l'avenir, comme en témoigne une étude de la First Boston, une banque américaine, sur les forages d'exploration dans le monde. Entre octobre 1990 et octobre 1992, ils ont diminué de plus de 15 % en Amérique du Nord, en Europe et dans la zone Asie-Pacifique. En Afrique, leur nombre n'a guère varié, mais ils ont été de près de 30 % au Moyen-Orient (et de 20 % environ en Amérique du Sud). La dépendance des pays industrialisés à l'égard de la zone du Golfe n'est pas près de diminuer.

(1) L'GN : liquides de gaz naturel. Il s'agit de produits - essence naturelle et autres - récupérés à l'issue de la liquéfaction du gaz naturel.

### SYNDICATS

## Contradictions

Paradoxalement, la quasi-disparition de la Fédération syndicale mondiale (FSM), liée à l'ex-Union soviétique, a placé la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) dans une situation inconfortable. L'organisation en position de monopole sur la scène mondiale, la CISL doit trouver le moyen de faire face à la concurrence de la FSM. Le credo traditionnel de la CISL, qu'est le tripartisme syndicat-patronat-Etat n'apparaît, faute d'interlocuteurs véritables, pure opérationnelle. Les ex-démocraties populaires ou dans les pays du Sud, alors que les nations industrialisées voient leur rôle diminuer, la CISL n'a pas pu faire de discours d'ajustement structurel mis en place sous l'égide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Organisé à Caracas, du 17 au 24 mars, un mois après une tentative de coup d'Etat, le 15<sup>e</sup> congrès de la CISL ne pouvait rêver d'un lieu mieux adapté pour se définir

de nouvelles ambitions. Mais la tâche est difficile, tant les contradictions sont fortes. Devant les congressistes, Carlos Prats Pérez, président de la République vénézuélienne, a objecté : « la prospérité et la dignité des travailleurs » passent également par la lutte contre « le protectionnisme des pays industrialisés ». Or, les syndicats des pays développés sont prêts à accepter que leurs emplois soient transférés à l'étranger. Au contraire, la Confédération peut-elle se rejouer de constater que son pouvoir d'attraction est en déclin ? La CISL compte 152 centres syndicaux répartis dans plus d'une centaine de pays. En revanche, l'Union soviétique, qui avait été le pilier de la Confédération internationale des syndicats libres, a disparu. Elle ne compte plus que 100 millions de membres. La CISL ne peut donc pas se permettre de se définir par la lutte contre le protectionnisme des pays industrialisés.

### MATIERES PREMIERES

## Splendeurs fanées

Pour la troisième année consécutive, les matières premières se sont enlisées dans un marasme inquiétant, aggravé par les récessions économiques des pays de l'ex-Union soviétique. Tant par une volonté de rapprochement avec l'Occident que pour leurs besoins en devises fortes, les Républiques de l'Oural ont vendu massivement leurs ressources naturelles les plus rémunératrices : or, platine, nickel, aluminium ou même rhodium, de masse atomique semblable à celle du cobalt. Le cuivre a été affecté dans une moindre mesure. Le coton a également pâti d'une chute sensible pour des raisons analogues, tandis qu'à des degrés divers l'ensemble des produits tropicaux a essuyé les effets de l'implosion du bloc soviétique. Particulièrement importante, l'ensemble de l'Europe de l'Est, qui broyait 1 000 000 tonnes de cacao en 1989, n'en aura traité que 131 000 en 1992. L'ex-Union soviétique a réduit de moitié ses achats de thé. Et les tonnages perdus n'ont été qu'en partie compensés par la hausse de la consommation occidentale.

Heureusement, le fonctionnement satisfaisant de l'accord sur le cacao a permis de stabiliser les prix de

la gomme naturelle. L'espoir de parvenir à la fin de la guerre du Golfe sur le café et à également stimulé les cours. Pour le cacao, le mécanisme de l'accord, pourtant identique à celui du caoutchouc, n'a pas permis d'écarter les effets néfastes des excédents mondiaux. De surcroît, producteurs et consommateurs ne parviennent pas à s'entendre sur une fourchette de prix. Enfin, le sucre souffre également : + 1,7 %. Seul « survivant », le blé enregistre une hausse de 22,15 %. Mais l'avenir de cette céréale semble compromis aux acheteurs traditionnellement insouviés du tiers-monde et aux vendeurs du monde occidental. Certes, leurs achats soutiennent les cours, mais... à crédit. Et le potentiel de remboursement est fort limité. La moitié des échanges mondiaux dépend désormais de programmes subventionnés ; les besoins existent, mais la solvabilité n'a été assurée que par le troc à fait un retour remarqué. Stabilité des céréales et du caoutchouc, baisse du maïs, de l'acier, du papier, de la plupart des non-ferrux et du sucre, effondrement du cacao, de la laine et du coton, il est loin le temps des ressources abondantes.

Les matières premières, ou le rêve interrompu.

### ENVIRONNEMENT

## Au chevet de la Terre

contraintes matérielles et calendriers. Ainsi, la communauté internationale s'est engagée à lutter contre l'effet de serre sans se fixer de limite pour la consommation de pétrole ni la moindre obligation de présenter le premier bilan. Quant à la convention sur la forêt, destinée à protéger des milieux particulièrement riches en biodiversité, elle a été combattue par des pays comme la Russie et la Malaisie, qui voyaient un empiètement sur leur souveraineté. Le Brésil ne pouvait continuer à développer l'agriculture pour y installer les millions d'affamés des terres cultivables. La Malaisie souhaite exploiter sans limitation le bois de son forêt, qui lui permettrait d'exporter ses devises. De sorte que le sommet de Rio de Janeiro n'a été qu'une simple déclaration sur la forêt. Enfin les Etats-Unis, qui préfèrent planter des arbres pour améliorer l'atmosphère plutôt que de réduire leur consommation de pétrole, ont refusé de signer la convention.

Cependant, le grand succès du sommet, au-delà des engagements, a été la signature de l'Agenda 21, un

programme d'action à la fois ambitieux et réaliste, où chaque Etat riche peut choisir une opération à financer dans le tiers-monde. L'objectif, le secrétaire général de la conférence, Maurice Strong, avait insisté que les pays industrialisés s'engagent à verser 0,7 % de leur produit national brut. Certains pays développés dépassent déjà ce taux, d'autres non. Mais, comme la France ou l'Allemagne, s'en approchent de très près, mais la plupart des pays en développement n'ont pas encore atteint cet engagement à cet égard. Seule la Commission européenne a annoncé la création d'un fonds de quelque 20 milliards de francs pour l'aide au développement. Mais elle a insisté sur l'environnement. Elle a aussi annoncé des aides à des programmes de réhabilitation des contributions au Fonds pour l'environnement mondial et à l'initiative de la France et de l'Allemagne en 1993. Ce fonds dispose d'un budget de 100 millions de francs, avant même le sommet de Rio, de quelque 900 millions de francs gérés par la Banque mondiale. Le montant atteignait 1,3 milliard de francs à la fin de l'année.

Le Fonds pour l'environnement mondial a contribué à 300 millions de francs par an à partir de 1994, et le Royaume-Uni a promis d'y verser 100 millions de dollars. Au sommet de la Grande Arche, en 1989, le Japon s'était engagé à verser 100 millions de yens par an pour aider les pays pauvres à améliorer leur environnement. A Rio, il a promis de porter sa contribution à 1 000 milliards (43 milliards de francs) pour les cinq prochaines années. Les promesses d'aide, en tout cas, n'ont pas été les 123 milliards de dollars que Maurice Strong avait promis aux pays industrialisés (sur un total de 300 milliards de dollars) à investir chaque année pour sauvegarder l'environnement de la planète. Quant au projet d'éco-taxe sur l'énergie, lui aussi poussé par le secrétaire général de la conférence - et par le commissaire européen à l'environnement, Carlo Ripa di Meana, qui a refusé de se joindre à l'abandon - il a fait l'objet d'âpres discussions. Les conclusions n'ont pas été prises sur l'agenda.



## LE BILAN ECONOMIQUE 1992

## L'ÉTAT DE LA FRANCE

## ACTIVITE

## Quasi-stagnation

Contrairement aux prévisions de la fin de 1991, l'activité a été durablement stimulée au cours de 1992. La croissance annuelle de 2 %, l'une des plus élevées, ou plus exactement des moins médiocres, des pays industrialisés, donne une impression trompeuse : elle a en effet été presque complètement acquise au cours du premier trimestre. Par la suite, en dépit d'un léger rebond au 2<sup>e</sup> trimestre, l'activité a stagné, reculant même à la fin de l'année.

L'année avait bien commencé, la production nationale avait progressé fortement au premier trimestre à un rythme de 3,5 % l'an, puis par une vive accélération des exportations. Mais, dès le deuxième trimestre, l'activité commençait à ralentir ou même à reculer (à 0,5 % au rythme annuel), et d'un recul prononcé des investissements aussi - fait inhabituel - de la consommation des ménages.

Le deuxième trimestre marquait ainsi une rupture durable de la progression des ventes à l'étranger, mais dynamique depuis l'été 1991 (plus de 10 % de progression en rythme annuel au second semestre, plus de 10 % au premier trimestre 1992) - mais brutalement pour revenir à 1,5 % l'an à partir d'avril 1992. Il s'agissait des effets conjugués de la dégradation de la conjoncture en Allemagne mais aussi en Italie et peu après en Espagne, sans compter la Grande-Bretagne, qui venait de vivre la pire récession depuis la seconde guerre mondiale.

Mais seulement le commerce extérieur n'a pas joué un rôle négatif qui avait été le sien pour tirer la croissance : les entreprises ont cherché à réduire leurs dépenses d'équipement. Ainsi la demande intérieure, faible, n'a progressé que de

0,1 % en 1992 par rapport à 1991, empêchant l'industrie d'employer normalement ses capacités de production. Les capacités étaient d'ailleurs moins utilisées (à 81 % seulement) par rapport à l'année précédente. L'industrie française avait en effet augmenté ses dépenses d'équipement de 11 % en 1991 et 1990. Ainsi, après la baisse de 3,1 % en

volume de l'investissement en 1991, 1992 aura enregistré une nouvelle baisse de 5 % en 1992 (-11 % pour la même industrie concurrentielle).

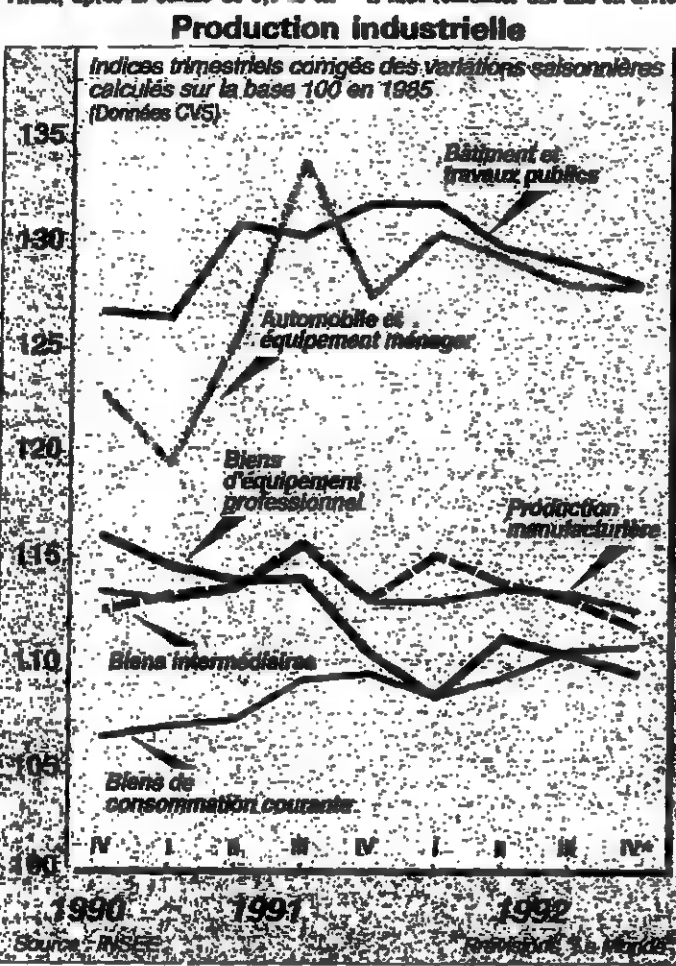
De ce fait, la production industrielle a été de l'ordre de 0,5 % en 1992 après avoir presque stagné en 1991 (+0,2 % par rapport à 1990) et peu augmenté en 1990 (+1,9 %). Il faut remonter dix ans en arrière

pour trouver une baisse analogue de la production (-0,8 % en 1981 et encore -1,1 % en 1982). Tous les secteurs ont été touchés, seule l'industrie s'en sortant à peine grâce à l'exportation et à une demande intérieure assez soutenue.

La production de biens de consommation a baissé puis s'est un peu reprise, avant de recommencer à baisser à partir de septembre. Pour les biens intermédiaires, le cheminement a été inverse : croissance en début d'année tirée par une demande étrangère encore soutenue, recul au second semestre. Dans les biens d'équipement, toutes les branches ont presque reculé, la construction aéronautique, grâce à Airbus, faisant exception.

Enfin, le bâtiment et les travaux publics ont vu leurs stocks augmenter à l'été, l'activité se dégradant (baisse d'environ 10 % des mises en chantier de logements). Mais les travaux d'entretien ont augmenté en 1992. Quant aux travaux publics, la forte progression de leur activité au premier trimestre a succédé un recul dès le deuxième trimestre. Dans les services l'activité très soutenue (+3,5 % comme en 1991) s'est tout de même ralentie en fin d'année par rapport à la très forte croissance du second semestre 1991.

L'année s'achevait dans un grand désarroi, la production reculant, les chefs d'entreprises s'inquiétant de l'avenir et réduisant leurs investissements, les consommateurs cherchant avant tout à se défendre. Signe des temps : la seule activité en progression fin 1992 était l'énergie, du fait d'un froid inhabituel en automne. Petites lumières à l'horizon : la remontée du dollar et la reprise de l'économie américaine, qui semblaient se confirmer fin 1992.



## Bonne surprise

S'il y a un résultat positif sur le tableau de bord de l'économie française en 1992, c'est celui du commerce extérieur. Un excédent proche de 25 milliards de francs, faisant suite à un déficit de 30 milliards de francs en 1991, est en soi une bonne surprise - il n'y a eu que six autres exercices bénéficiaires depuis trente ans. Mais ce qui est particulièrement satisfaisant, c'est que ce résultat ne provient pas d'un décalage conjoncturel entre la France (dans le passé, les échanges se rééquilibraient lorsque la croissance était forte) et les clients de la France et la demande intérieure déprimée.

En 1992, l'économie française se porte somme toute un peu mieux que celle de ses partenaires et vers des perspectives, comme en 1991, par l'exportation. Mais que les produits français ont gagné en compétitivité : les deux tiers environ de la croissance sont imputables aux échanges de biens et services.

Toutefois, l'évolution en cours d'année peut inquiéter. Les exportations ont continué de progresser au cours des quatre premiers mois, puis ont baissé avant de fléchir à l'automne. La succession de soldes commerciaux positifs est donc due, à partir de la mi-1992, à un recul des importations, commencé dès l'été 1991. La baisse de l'investissement productif puis celle de la consommation des ménages expliquent cette tendance qui, si elle se poursuit, pourrait justifier l'analyse selon laquelle il peut y avoir de mauvais excédents comme il y a de bons déficits.

En outre, les performances commerciales des entreprises françaises risquent de souffrir à court terme des très fortes dévaluations subies en septembre par le livre sterling, la couronne et la peseta. À plus longue échéance, le pari de la désinflation compétitive est que l'appareil industriel français bénéficiera de

l'évolution modeste de ses coûts et d'une certaine « montée en gamme », à la façon allemande.

Parmi les soldes positifs de l'année, on trouve le traditionnel excédent des produits agroalimentaires, particulièrement fort au deuxième trimestre, et l'excédent du matériel militaire, qui se maintient. Proches de l'équilibre sont les échanges de produits chimiques et hors matériel militaire ; ce poste était devenu négatif depuis 1986, c'est donc un redressement qu'on a assisté l'an dernier. Parmi les déficits, celui de l'énergie, structurel, s'est atténué du fait de la faiblesse du dollar et des cours pétroliers.

Vis-à-vis de ses partenaires européens, la France maintient un équilibre dans ses échanges avec l'Allemagne, vis-à-vis de l'Allemagne, principal client et fournisseur, le solde, qui s'était nettement amélioré en 1991, a recommencé à se dégrader depuis le début de 1992, du fait d'un tassement des exportations, et de la conjoncture allemande, et d'un maintien des importations. Malgré la crise persistante au Royaume-Uni, les ventes françaises dans ce pays permettent de dégager régulièrement des excédents. En revanche, l'excédent français envers l'Espagne est allé s'amenuisant.

Dans ses échanges avec les États-Unis et le Japon, la France enregistre toujours des déficits mensuels proches de 2,5 milliards de francs. À signaler l'émigration, depuis cinq ans surtout, de la zone des pays asiatiques en développement rapide (Chine, Corée, Hongkong, Taiwan, Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande) avec lesquels les échanges augmentent de 13 % par an en moyenne, si bien qu'ils représentent désormais 5 % des importations et de 4 % des exportations françaises, ce qui les place à un rang proche des États-Unis et du Japon.

## PRIX

## Inflation basse

Les prix de détail ont augmenté au rythme de 2,1 % en novembre 1992 de 2,1 %. Alors que les prévisions gouvernementales initiales sur une hausse de 2,8 % en 1992, l'inflation en France a été l'une des plus faibles des pays industrialisés, avec le Canada (+1,6 %) et le Japon (+2 %) ayant fait mieux.

L'histoire économique de la France n'a pas connu de tels taux d'inflation aussi bas. On n'enregistre pas de déviation aussi importante : +2,1 % par rapport à décembre 1985. Mais il s'agit alors d'un événement peu ordinaire : les cours du brut ont chuté effondrés après l'adoption par l'OPEP en décembre 1983 de la discipline de production.

Le contre-choc pétrolier de 1991 mis à part, il faut remonter aux années 1965-1966-1967 pour trouver des taux équivalents : 2,5 % et 2,7 %. Le gouvernement avait alors presque bégayé les prix pour empêcher les effets inflationnistes du retour d'un million de rapatriés d'Algérie. En 1961, si le taux d'inflation n'avait pas dépassé 1,7 % au premier semestre, il s'était envolé par la suite, en l'absence d'un contrôle par une hausse de 3,3 %.

Le résultat de 1992 suit les tendances de prix qui ont atteint 3,1 % en 1991, 3,4 % en 1990 et 3,6 % en 1989. Faut-il en réviser pour autant que la France est en train de basculer dans la déflation ? La question a été posée avec acuité lorsque l'indice des prix de novembre : le taux mensuel des prix enregistré pour ce mois, un lieu d'une salade comme une nouvelle garantie de la force du franc, a inquiété la Bourse.

En fait la déflation était trompeuse : en partie elle était provoquée par la baisse des prix des légumes et des légumes frais. Cette baisse était la conséquence d'un très mauvais succès d'un été où les prix étaient beaucoup montés du fait de fortes tardives. Elle traduisait donc un phénomène temporaire, mais les prix des agrumes importés sont extrêmement bas et risquent de le rester au début des pays producteurs.

L'indice de l'INSEE, qui a été réformé, indique que les variations des prix des fruits et légumes frais. En 1993, s'ils se produisaient à nouveau, de tels effets climatiques et leurs effets sur les prix seraient considérables et pourraient même faire baisser l'indice de l'INSEE, qui a subi plus d'un choc au cours de l'année, mais traduirait mieux la réalité.

Cependant les prix des matières premières, tels que le pétrole, ont baissé probablement du fait de la reprise des achats américains de la reprise du dollar. Les prix de l'énergie, après avoir baissé de 0,8 % en 1991 et de 1,3 % en 1992, devraient se stabiliser, peut-être même très légèrement se relever.

Pour leur part, les prix des produits manufacturés ont baissé, mais augmenté faiblement, au rythme annuel de 1,7 % en 1992, ce qui traduit un bon résultat par rapport à 1991 (+2,9 %), du fait notamment des prix de l'habillement et du textile, qui ont baissé en novembre (vente par correspondance et nombreux rebais). En revanche, pour les services, les prix sont restés stables, et l'indice des 4,5 %, un peu moins rapide que celui de l'année dernière (+4,8 %) et qu'en 1991 (+5,4 %) ce qui s'explique notamment par la baisse des prix des services de transport.

Tout compte fait, l'inflation sous-jacente, qui est le plus sûr indicateur de l'inflation des prix hors énergie et hors produits alimentaires, fin 1992 est supérieure à 1 % l'an. Ce résultat est sensible par rapport à 1991 (+3,6 %), à la distribution et à un mauvais degré, les industries ont dû serrer leurs ceintures pour vendre dans un climat morose, ou au moins encore de la déflation et des baisses de prix qui l'accompagnent. Faut-il en tirer que la déflation est devenue un phénomène moyen ? Les prix des principaux produits manufacturés (3,1 %) sont supérieurs d'environ un point au taux français, les progrès accomplis depuis 1991 dans la lutte contre l'inflation sont remarquables de la France un des pays les plus stables du monde.

## AGRICULTURE

## Agitation paysanne

L'année agricole aura été bien marquée par les négociations internationales du GATT et la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole commune (PAC) se sont ajoutées les estimations de l'INSEE sur le revenu agricole. Ce revenu aura baissé de 5,9 %, après une diminution de 2,2 %, déjà, en 1991.

L'agriculture n'étant pas une et indivisible, l'éventail des différences entre catégories de paysans et régions reste très ouvert. Les maraîchers et les arboriculteurs ont beaucoup souffert, alors que les producteurs de viande bovine ou les céréaliers ont vu leur situation se stabiliser, voire s'améliorer.

Cependant, les producteurs de blé des riches plaines du Bassin parisien (pour qui la politique des prix garantis suivie depuis trente ans a constitué une véritable subvention) font prime mine en regardant leurs comptes sur une longue période. Par rapport à la

moenne des années 1981-1983, leur revenu s'est élevé de 27 %.

Il faut aussi retenir non la sécheresse, mais les inondations de la fin septembre, dans le Val de Loire notamment, qui ont particulièrement touché les producteurs de fruits et de légumes. Cette catégorie d'agriculteurs avait aussi eu à subir les conséquences de la grève de chauffeurs routiers au début de l'été. D'importants tonnages de marchandises, en particulier originaires du Sud-Est, n'ont pu être écoulés.

L'année a aussi été marquée par son lot habituel de manifestations, qui n'ont toutefois jamais égalé ni l'ampleur ni le côté consensuel et digne du grand rassemblement du « Dimanche des terres de France », le 29 septembre 1990 à Paris. La Cooopération rurale a tenu, à grand renfort médiatique, de bloquer les accès de la capitale le 22 juin ; mais l'opération n'a guère réussi et ce groupe syndical dissident est retombé dans

un quasi-oblivion. Pour récupérer les inégalement répartis et repartir l'initiative, la FNSEA et le CNUA - syndicats officiels et largement représentatifs - ont, le 14 octobre, organisé une journée d'action nationale.

Toutefois, les deux points culminants de l'agitation se sont situés le 24 novembre, à Paris - avec des échauffourées violentes au moment où les députés débattaient du vote agricole du GATT - et le 1<sup>er</sup> décembre, à Strasbourg - afin de protester contre la volonté d'abandonner le marché alimentaire mondial. Quelque 80 000 agriculteurs européens, auxquels étaient jointes des délégations canadienne et japonaise notamment, ont défilé dans les rues de la capitale allemande de l'Europe.

Pour atténuer les effets négatifs de la réforme de la PAC adoptée fin mai, un plan d'accompagnement a été rendu public le 20 juillet, qui a

été globalement bien accueilli par les syndicats agricoles. L'ensemble des mesures, applicables sur deux ou trois ans, concerne aussi bien l'abandon des charges fiscales et sociales, le décaissement de l'aide à l'investissement, l'aide à l'extension des cultures et de l'élevage, ainsi qu'un certain nombre de dispositions conjoncturelles à l'indemnité des cultures naturelles.

Le coût global de ce plan avoisine, en aides directes et en allègements de charges, 12 milliards de francs. D'ailleurs caractéristique de l'année, un profond débat a eu lieu entre les principaux responsables de l'agriculture. Au gouvernement, Louis Mermeix a été remplacé en septembre comme ministre de l'Agriculture par Jean-Pierre Soisson. Au printemps, Raymond Lacombe était la présidence de la FNSEA à Luc Guyon (à l'occasion d'une élection d'office), et Christian Jacob succédait à Philippe Mangin à la tête du CNUA.

## EMPLOI

## Records battus

Après une année 1991 calamiteuse pour l'emploi, 1992 s'est conjuguée avec la même superlatif. Froid des janvier en données brutes, le seul fatidique des 3 millions de chômeurs a été franchi en octobre, et se rapprochant indubitablement en données corrigées. A trois exceptions près, les records historiques ont été battus chaque mois. À tel point que le taux de chômage (par rapport à la population active) revient à 10,4 % en fin de période et à l'INSEE, selon une enquête tri-mensuelle expérimentale, évoquait les 11,3 % du 1<sup>er</sup> septembre.

Combatte par M<sup>me</sup> Edith Cresson, l'énergie du désespoir, la vague déferlante n'a pas été d'avantage endiguée par la détermination de M. Pierre Bérégovoy. Dans les registres différents, les deux premiers ministres ont déployé un arsenal impressionnant. Du 1<sup>er</sup> janvier, était annoncé un programme en faveur de 500 000 chômeurs de longue durée, à qui une solution devait être

offerte - un emploi, une formation ou une insertion. En février, au Creusot, 600 hauts fonctionnaires, dont tous les préfets de France et de Navarre, étaient rassemblés en vue de leur mobilisation sur le terrain. A peine arrivé, le nouveau locataire de l'hôtel Matignon lançait à son tour un pari à priori insensé, qu'une promesse rendait définitivement impossible : faire en sorte, pour les 900 000 personnes inscrites à l'ANPE depuis plus d'un an, qu'il n'y ait plus de chômeurs de longue durée en 1<sup>er</sup> septembre.

Si, à la date dite, à peu près tous étaient en un emploi (plus d'1 million) l'Agence pour l'emploi, la baisse ne fut que de 5 000, ce qui était simple : les 768 000 qui avaient pu sortir en dix mois avaient été remplacés par 770 000 autres qui avaient été embauchés treizième mois. Gonflés de façon excessive, les contrats emploi-solidarité (successeurs des TUC), ouverts aux plus

âgés, se sont épuisés à suivre le rythme, comme tous les autres dispositifs mis en œuvre.

Qu'est-ce qui aurait bien pu résister à un pareil raz de marée ? A raison de plus de 45 000 par mois, les licenciements économiques n'ont pas cessé de grossir les rangs des chômeurs. Pour la première fois, les cadres ont été touchés comme les autres, et le nombre de chômeurs parmi eux a augmenté de 24 % à 30 % selon les mois, d'une année sur l'autre. Lorsqu'ils ont passé l'âge de quarante-cinq ans, on ne les retrouve plus parmi les chômeurs de longue durée, les employeurs se refusant à les embaucher.

En octobre, de 22,5 % en 1991, les préretraites ont encore fait un bond qui a provoqué une vive polémique au sujet de la qualité des plans sociaux. M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, et M. Jacques Calvet, PDG du groupe PSA.

An total, le coût des licenciements a été évalué à 350 milliards de

francs, dont 100 milliards pour les entreprises. L'abus des préretraites, quant à lui, pèse pour 11 milliards de francs sur les comptes de l'assurance-chômage et représente 28 % des dépenses d'indemnisation.

Ce qui a été arrivé en 1992, alors qu'il n'y avait que 11 milliards de francs en 1991, le déficit du régime UNEDIC, l'assurance-chômage, s'est accru. Evalué à 20 milliards fin de l'année, en cumulé, il obligeait les partenaires sociaux, qui s'étaient pourtant mis d'accord sur la convention en décembre 1991, à renégocier en juillet. Mais l'effet des mesures d'augmentation de cotisations prises l'été, évalué à 5,6 milliards, n'empêchait pas le trou d'atteindre 21,5 milliards à la fin novembre. Tant et si bien que, apeurés, les gestionnaires paritaires de l'organisme en appelèrent à l'aide de l'État à la fin de l'année, et qu'ils devront sans doute revoir le mode d'indemnisation. A nouveau.

EURONE





## EURONEWS. LA RUEE VERS L'INFO COMMENCE EN JANVIER.

Dès le 1er janvier 1993, les journalistes européens d'Euronews vont passer l'actualité mondiale au tamis pour en extraire toutes les informations qui vous seront les plus enrichissantes.

Toutes les informations les plus enrichissantes pour vous. Seront doublées pour chaque pays dans sa langue nationale: 5 langues en tout, dont le français pour la France. 24 heures sur 24, Euronews vous tiendra au fait de toute l'actualité, la météo, la finance, les affaires internationales,

etc... Et diffusera un bulletin complet d'information toutes les demi-heures. De l'économie à la mode en passant par les affaires courantes ■ les loisirs, Euronews proposera des reportages sur tous les sujets majeurs intéressant les européens. Alors, si vous voulez toute l'actualité ■ direct, branchez-vous sur Euronews.

**EURONEWS**  
L'EUROPE EN DIRECT

VOUS POUVEZ RECEVOIR EURONEWS SUR LE CABLE OU PAR ANTENNE SATELLITE. RENSEIGNEZ-VOUS.











# ÉCONOMIE

## BILLET

### Le Lyonnais persiste et signe

Prises de participations, restructurations, acquisitions à l'étranger : il ne se passe pas de semaine sans que le Crédit lyonnais ne soit sur le devant de la scène. En dépit d'une conjoncture de plus en plus difficile pour les banques, de provisions au fort niveau et de réserves en cash libre, le groupe présidé par M. Jean-Yves Haberer ne cesse de se développer — toujours dans l'ordre d'une stratégie d'expansion. Mais cette expansion est-elle véritablement engagée ? Le Lyonnais le montre en continuant à acheter des participations, à convertir son capital et enfin à racheter des plus-values pour afficher le 31 décembre des comptes honorables. Le maintien à la présidence de M. Haberer est peut-être le signe de l'ambition d'un capable qui ne se fait pas attendre dans le monde et qui considère l'Europe comme son véritable domaine de retour.

Alors, il faut savoir ce que coûte de remettre à flot les comptes du Lyonnais. Principal actionnaire du Crédit lyonnais, le groupe a investi 10 milliards de francs dans le monde, ce qui représente 10 % du chiffre d'affaires. Dans son dernier bilan, le Lyonnais a enregistré une perte nette de 1 milliard de francs, ce qui est dû à la dépréciation de 2 milliards de francs de plus-values.

Si l'on rapproche parfois les banques françaises de nos voisins européens, on se rend compte que le Lyonnais n'est pas le seul à avoir des pertes. En Espagne, par exemple, le Banco de España a enregistré une perte de 1,1 milliard de francs (5,4 milliards de francs). Mais, en août, le groupe avait été réduit à deux ans de prison, après qu'il eut été accusé d'avoir détourné des fonds publics.

En Allemagne, la BfL, officiellement créée le 23 décembre, dans le cadre de la loi sur les participations, a enregistré une perte de 1,1 milliard de francs (5,4 milliards de francs). Mais, en août, le groupe avait été réduit à deux ans de prison, après qu'il eut été accusé d'avoir détourné des fonds publics.

### La MGM vole au secours de Carolco

Producteur de films à succès comme *Rambo*, *Terminator* ou *Die Hard*, Carolco Pictures a connu une période difficile. Le plan de recapitalisation nécessaire pour le sortir de la faillite a été financé par la MGM, qui a injecté 170 millions de dollars (191 millions de francs) aux actionnaires minoritaires. Le groupe italien Rizzoli, qui a acquis la MGM, a accepté de verser au moins 170 millions de dollars (191 millions de francs) aux actionnaires minoritaires. Le groupe italien Rizzoli, qui a acquis la MGM, a accepté de verser au moins 170 millions de dollars (191 millions de francs) aux actionnaires minoritaires.

## Augmentation de capital pour Malev

### Alitalia acquiert 30 % de la compagnie aérienne hongroise

BUDAPEST

de notre correspondant

Après plusieurs semaines de spéculations, le voile a été levé sur la privatisation partielle de la compagnie aérienne hongroise. A l'issue d'une augmentation de capital de 77 millions de dollars, Alitalia est devenue actionnaire à hauteur de 30 % de Malev, considérée comme l'un des fleurons de l'économie hongroise. Au terme de l'accord, l'Etat hongrois détient 70 % du capital, Alitalia 30 % et le reste est distribué à la Société d'investissement italienne SIMSET (5 %), à 4 500 employés de la Malev (12 %) et à des municipalités où la compagnie possède des immeubles (3 %).

La signature de ce contrat met un terme à près de dix-huit mois d'incertitudes provoquées, entre autres, par les hésitations du gouvernement conservateur de Budapest, sur la marche à suivre. Ce retard s'explique également par la confusion qui a entouré la préparation de cet accord.

Les partenaires (Malev, le gouvernement et l'AVU, l'Agence pour la privatisation) ayant travaillé avec des consultants différents. La Malev a estimé que ses actifs avaient été sous-évalués par le Crédit suisse First Bank, consultant de l'AVU.

La Malev a tangué, en effet, de figurant parmi les vingt compagnies aériennes les plus rentables du monde. En 1991, elle a été l'une des rares entreprises de ce secteur à dégager un bénéfice malgré l'impact de la guerre du Golfe, de l'effondrement du COMECON et de la réunification allemande qui lui a privé de l'un de ses plus importants marchés. Ayant transporté environ 1,2 million de passagers vers 47 destinations en 1992, la société hongroise table sur un chiffre d'affaires de 330 millions de dollars cette année.

A l'origine, Malev envisageait d'associer trois compagnies aériennes à la privatisation : une italienne, une nord-américaine et une européenne. Le projet n'a pas abouti et la partie s'est finalement jouée entre Alitalia, Lufthansa, KLM et British Airways.

La société italienne a finalement été retenue, car « elle s'est présentée comme un investisseur sérieux », affirme M. Péter Karsz, porte-parole de Malev. Grâce à cet accord, les Hongrois vont pouvoir élargir leur activité en intégrant un réseau européen. Autre avantage : Malev pourra couvrir l'achat de deux Boeing 767, qui lui permettront d'inaugurer, en février-mars 1993, ses premières vols long-courriers vers l'Amérique du Nord et l'Asie. La compagnie pourra renouveler sa flotte de 29 avions, essentiellement des Tupolev 134 et 134.

De son côté, Alitalia, qui espère équilibrer ses comptes en 1992 après plusieurs années de pertes, va bénéficier d'un plus grand accès aux marchés de l'Est et pourra utiliser l'infrastructure ultra-moderne de Budapest-Ferihegy 2. Ce sera la première fois que la société italienne noue des liens étroits avec une compagnie, condition jugée nécessaire pour s'imposer sur un marché de plus en plus compétitif.

YVES-MICHEL MILLE

## Trois ans après la signature de l'« Accord à Vivre »

### Le bilan du nouveau contrat social de Renault semble positif

Avec la signature, le 29 décembre 1989, par toutes les organisations syndicales à l'exception de la CGT, de l'« Accord à Vivre », le groupe Renault tournait une page importante de l'histoire de ses relations sociales. Trois ans plus tard, le premier bilan de la mise en œuvre de cet accord paraît positif, même s'il reste à enrichir.

DOUAI

de notre envoyé spécial

Dans une entreprise dont la moyenne d'âge des salariés dépasse quarante-deux ans et où les aspects de production ont longtemps cantonné l'exécution des gestes répétitifs, l'« enrichissement des tâches », objectif affiché de l'« Accord à Vivre » signé en décembre 1989 par la direction de Renault et quatre-vingt-cinq syndicats, n'est paradoxalement pas forcément vécu comme une aubaine.

M. Emile Guison, quarante ans, travaille à la peinture. Il a été promu à la direction de la production. Chargé depuis toujours d'alimenter les pièces détachées des lignes de montage de l'usine de Douai, il n'avait jusqu'alors jamais vraiment souffert ni de la monotonie de son travail, ni de la répétition. Or la généralisation des flux tendus et l'informatisation des tâches exigent que les salariés aient un terminal à la référence des pièces qu'ils doivent procurer avant de les acheminer sur les lignes. M. Guison est incapable de pianoter sur l'écran.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

d'un ordonnanceur. « Pour l'instant, je remplace les autres, mais je ne suis pas sûr, si je ne donne pas du mien, il n'y a aucun avenir pour moi dans cette usine », reconnaît-il. Pour lui, la seule issue consiste à apprendre à lire et à écrire dans le cadre du plan Optim'hommes, un dispositif lancé dans l'« Accord à Vivre » qui s'adresse aux quelque 20 000 salariés de l'ex-Régie (dont l'effectif total est de 63 000 personnes) mais la formation est encore à l'étape de la réflexion. Avec 250 heures de formation dont trente heures de temps de travail, ils devront pouvoir « comprendre leur environnement professionnel, enrichir leur vocabulaire, restructurer leurs acquis et développer leur raisonnement logique ».

Mais outre que le dispositif a pris du retard (jusqu'à présent, il n'a touché que 3 500 personnes), les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espérances. Ainsi, à l'usine de Douai, seul un tiers des opérateurs intégrés dans la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) parviennent en moyenne à passer dans la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base) a été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

En posant le principe que la formation est une plus-value économique professionnelle, l'« Accord à Vivre » a permis de faire passer le niveau de formation des salariés de la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le niveau de formation des salariés de la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) n'a pas été amélioré.

bien vécu — « nous n'avons plus le même genre de travail : auparavant, il fallait s'occuper aux ordres, maintenant nous avons davantage d'autonomie, j'en suis sûr », reconnaît-il. Pour lui, la seule issue consiste à apprendre à lire et à écrire dans le cadre du plan Optim'hommes, un dispositif lancé dans l'« Accord à Vivre » qui s'adresse aux quelque 20 000 salariés de l'ex-Régie (dont l'effectif total est de 63 000 personnes) mais la formation est encore à l'étape de la réflexion. Avec 250 heures de formation dont trente heures de temps de travail, ils devront pouvoir « comprendre leur environnement professionnel, enrichir leur vocabulaire, restructurer leurs acquis et développer leur raisonnement logique ».

Plus largement, les signataires de l'accord de 1989 ont prévu la formation qui, de 3,3 % de la masse salariale en 1988 est passée à 4,5 % en 1991 (540 millions de francs) et atteindra 5,3 % l'an prochain. Les efforts de formation concernent également les agents de maîtrise, que la suppression de certains échelons hiérarchiques contraint de se reconvertir, mais aussi les salariés de la gestion des hommes. Chaque année, ils doivent mener un « entretien d'évaluation » avec les ouvriers placés sous leur responsabilité. L'accord de 1989 a permis de passer de 10 à 15 % le nombre de salariés concernés par l'entretien d'évaluation.

L'« Accord à Vivre », instrument de dialogue social autant que de productivité, a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine. Certains usines, notamment celles de la région de Douai, ont pu réduire de moitié les heures de travail. L'« Accord à Vivre » a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine.

L'« Accord à Vivre », instrument de dialogue social autant que de productivité, a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine. Certains usines, notamment celles de la région de Douai, ont pu réduire de moitié les heures de travail. L'« Accord à Vivre » a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine.

L'« Accord à Vivre », instrument de dialogue social autant que de productivité, a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine. Certains usines, notamment celles de la région de Douai, ont pu réduire de moitié les heures de travail. L'« Accord à Vivre » a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine.

L'« Accord à Vivre », instrument de dialogue social autant que de productivité, a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine. Certains usines, notamment celles de la région de Douai, ont pu réduire de moitié les heures de travail. L'« Accord à Vivre » a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine.

L'« Accord à Vivre », instrument de dialogue social autant que de productivité, a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine. Certains usines, notamment celles de la région de Douai, ont pu réduire de moitié les heures de travail. L'« Accord à Vivre » a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine.

L'« Accord à Vivre », instrument de dialogue social autant que de productivité, a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine. Certains usines, notamment celles de la région de Douai, ont pu réduire de moitié les heures de travail. L'« Accord à Vivre » a permis de faire passer la production de pièces de la journée pendant vingt-cinq heures une fois par semaine pour dix-huit heures deux fois par semaine.

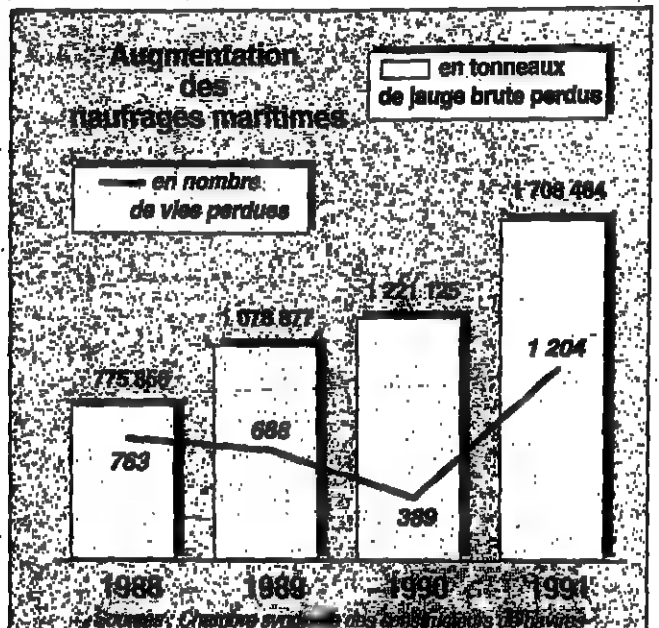
## Entre 1993 et 1995

### Cent douze entreprises marocaines seront privatisées

La politique de privatisation est entrée dans sa « phase effective », a fait savoir récemment le gouvernement de Rabat. Les privatisations, dont le principe a été décidé en 1988, commenceront en 1993, avec la mise en vente de cinq établissements hôteliers et de la société des dérivés du sucre (SODERS). Quelques 112 entreprises, employant 40 000 salariés, dont le capital appartient en totalité ou partiellement à l'Etat, vont être entièrement privatisées « dans une transparence totale » entre 1993 et 1995.

Leur montant devrait rapporter au Trésor public marocain entre 11 et 13 milliards de dirhams (1 dirham = 0,60 franc), selon les premières estimations de M. Zine Zahidi, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Privatisation. Le ministre a précisé que le capital des entreprises privatisables était ouvert « à tous les investisseurs nationaux et étrangers », ajoutant qu'une « campagne » allait être également déclenchée à travers le pays pour persuader les salariés et les épargnants de devenir en partie propriétaires de ces entreprises.

### Trop de « navires poubelles »



Dans son dernier mémorandum intitulé *Il y a trop de navires poubelles*, la Chambre syndicale des constructeurs de navires dénonce le nombre excessif de bâtiments qui ne respectent pas les normes réglementaires internationales de sécurité. Ainsi, les navires augmentent, comme augmentent le nombre des victimes.

La flotte mondiale continue de vieillir, en moyenne de cinq mois et demi par an depuis 1980. Plus de la moitié du tonnage des pétroliers a plus de quinze ans. Alors qu'il faudrait renouveler la flotte et éliminer un certain nombre de « navires poubelles », le volume du carnet de commandes mondial diminue à cause de la crise économique internationale : 43,1 millions de tonnes de jauge brute en décembre 1991, 39,5 millions en septembre 1992.

## Après avoir collaboré à l'enquête de la SEC

### Le financier américain Michael Milken sera mis en liberté surveillée à partir du 4 janvier

Le financier américain Michael Milken sera placé en liberté surveillée à partir du 4 janvier, après avoir passé vingt-deux mois en prison pour une série de fraudes sur le marché obligataire américain, a annoncé mercredi un porte-parole de la prison où il est détenu en Californie. Le milliardaire américain travaillait dans la journée, mais devait regagner une résidence surveillée à Los Angeles durant la nuit. Aucun détail n'a été fourni sur les prochaines activités de M. Milken, qui a vu interdire à vie, par la Securities and Exchange Commission (SEC), équivalent de la

COS française, toute activité dans une firme d'investissements en relation avec les marchés financiers.

L'investisseur, qui a été condamné à la prison pour avoir détourné des fonds publics, a été libéré sous caution de 1,1 milliard de dollars (5,4 milliards de francs). Mais, en août, le groupe avait été réduit à deux ans de prison, après qu'il eut été accusé d'avoir détourné des fonds publics.

## Avant la fin de l'année

### L'Etat va apporter 450 millions de francs à la Société marseillaise de crédit

La recapitalisation par l'Etat à hauteur de 450 millions de francs de la Société marseillaise de crédit avant la fin de l'année va permettre à l'établissement de satisfaire aux normes de fonds propres du ratio Cooke (8 %) qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. La SMC devrait perdre environ 400 millions de francs en 1992.

Les pouvoirs publics cherchent une solution aux problèmes de cette petite banque nationalisée, affectée notamment par le déséquilibre de sa structure. Les discussions en cours d'éventuels nouveaux actionnaires, français ou étrangers.

Bill Clinton veut renforcer les compagnies aériennes américaines. Le président Bill Clinton souhaite renforcer les compagnies aériennes américaines, fragilisées par les effets pervers de la dérégulation (depuis 1990, elles ont perdu 8 milliards de dollars, soit environ 48 milliards de francs). Une lettre envoyée récemment aux professionnels du transport aérien, il estime que « les gouvernements Reagan et Bush (...) ont ouvert la porte à de scandaleux rachats » qui ont entraîné par conséquent un lourd endettement des compagnies. M. Clinton a fourni aucun détail sur la politique qu'il mènera en matière de transports aériens, mais a simplement : « Je veux un terme à ces politiques loufoques ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
SCIENCES ET MÉDECINE

La bataille du franc

WINCE A L'INTERIEUR DE L'EUROCRAT  
Les de La Eschrière



# ÉCONOMIE

## La bataille du franc

Suite de la première page

Au-dessus de l'Atlantique, les trois généraux vont préparer l'exécution de la contre-attaque. En sortant vainqueurs. Le franc n'est pas dévalué. La bataille est gagnée, mais la guerre n'est pas finie.

Trente ans après sa victoire, le franc est à nouveau menacé. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger.

Après 1992, l'UE s'achève. Pour les touristes, pour l'Europe aussi. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

**Inexplicable**

En fait, depuis le « non » de juin, le franc est en danger. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

Au même moment, en France, le franc est à nouveau en danger. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

Le franc est à nouveau en danger. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

Peine perdue ? Une semaine plus tard, le franc est à nouveau en danger. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

Vous vous étonnez ? Une semaine plus tard, le franc est à nouveau en danger. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

ralentissement de la conjoncture en Europe et de la chute du dollar, l'occurrence de l'année 1993, relevé par les directeurs. Les directeurs de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

**Le contentieux germano-britannique**

L'affaire en reste là, pour ce week-end, sans doute décisif. Les directeurs de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

L'exécution ne souffre pas de retard. Samedi 12, l'heure, Hans Tietmeyer, le vice-président de la Bundesbank, et le président de la Bundesbank, Hans Eichel, se sont rencontrés. Les directeurs de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

Le bilan du week-end est mitigé. Une victoire, le franc est à nouveau en danger. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

Après Bath, les Britanniques ont demandé : une dévaluation de toutes les monnaies faibles, dont le franc. Pour les Allemands, cela ne faisait aucun doute. Aussi, en pleine crise, ils ne jugent pas utile de reprendre directement contact avec Londres. Le chancelier Kohl ne téléphonera pas ce week-end au premier ministre, John Major, le ministre allemand des finances, Theo Waigel, ne contactera pas son homologue, Norman Lamont.

Président du conseil monétaire, Jean-Claude Trichet a-t-il tenté de faire passer une note pour procéder aux ajustements demandés par les Allemands ? Évidemment, l'opération du week-end a été bouclée par téléphone. En dehors des Allemands voyageurs, tous les responsables européens sont restés dans leur capitale respective. Il n'y a pas eu de réunion physique. Mais c'est une pratique courante, une tradition au sein du SME, à laquelle Jean-Claude Trichet et les autres membres du comité sont très habitués. Depuis la création du mécanisme de change, il y a eu onze réunions par téléphone. Pour les responsables de cette cellule, la méthode assure la rapidité et la discrétion, indispensables face à des marchés hypersensibles.

**« Parity cracking »**

Ne souhaitant pas que soit envisagée l'hypothèse d'une dévaluation du franc, le gouvernement français a-t-il tenté de faire passer une note pour procéder aux ajustements demandés par les Allemands ? Évidemment, l'opération du week-end a été bouclée par téléphone. En dehors des Allemands voyageurs, tous les responsables européens sont restés dans leur capitale respective. Il n'y a pas eu de réunion physique. Mais c'est une pratique courante, une tradition au sein du SME, à laquelle Jean-Claude Trichet et les autres membres du comité sont très habitués. Depuis la création du mécanisme de change, il y a eu onze réunions par téléphone. Pour les responsables de cette cellule, la méthode assure la rapidité et la discrétion, indispensables face à des marchés hypersensibles.

La dévaluation du franc sera un succès. Mais elle ne sera pas une victoire. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

S'engageant à une partie de « parity cracking » (craquement des parités), selon le mot d'un économiste allemand. Comme dans un jeu de dominos, les monnaies du SME semblent vouloir tomber les unes après les autres. Après le franc, la livre est en première ligne. Les spéculateurs sont désormais certains que la dévaluation n'est plus qu'une question de jours. Le mercredi 16 septembre, c'est le « black Wednesday ». La Banque d'Angleterre et la Bundesbank ont tenté de défendre la livre. La première n'a pas encore avoué les sommes dépensées. La Bundesbank, pour sa part, a injecté 10 milliards de marks dans le système pour défendre la livre et la lire, l'équivalent de la quantité de monnaie apportée habituellement au marché monétaire en une seule séance.

En fin de journée, John Major est obligé de céder. La spéculation a vaincu. La livre a été emportée. Il prend la décision de suspendre la participation britannique au SME. Réuni à Bruxelles à partir de 23 heures, le conseil monétaire ne peut qu'enregistrer cette décision. Il fait savoir que le franc quitte le mécanisme de change. La presse enregistre la décision. Le lendemain, le franc est dévalué de 6,6 %, le gouvernement de Madrid prétend prendre la décision « préventive ».

Le franc se dévalue alors en première ligne. L'approche du 20 septembre et du référendum fait monter la pression. A Bercy tout comme dans les salles de change des banques internationales, tous les regards sont tournés vers le franc. Les monétaires les plus influents de la zone euro ont toujours l'objet d'attaques ponctuelles, le franc est toujours en danger. L'Union européenne (UE) a été créée pour protéger le franc. Mais elle n'est pas invulnérable. Aujourd'hui, le franc est à nouveau en danger.

ERIK IZRAELWICZ  
FRANÇOISE LAZARE  
Domain :  
L'Allemagne  
au secours du franc

## FINANCES

### Clinvest prend 11 % dans le groupe Desfossés International

Le conseil d'administration du groupe Desfossés International, éditeur notamment du quotidien *Tribune Desfossés*, a donné son accord, mercredi 23 décembre, à l'entrée à hauteur de 11 % de Clinvest, banque d'affaires filiale du Crédit lyonnais, dans le capital du groupe. Quatre actionnaires potentiels pourraient, selon la *Correspondance de la presse*, entrer dans le capital de Desfossés International, d'ici au 15 janvier. Son président, M. Desfossés, qui possède 12,5 % du groupe, souhaite, en effet, augmenter son capital de 90 millions de francs et les quasi-fonds propres de 30 millions. Les comptes de Desfossés International avaient été impactés par le rachat, l'été dernier, du quotidien *Tribune de l'Expansion* au groupe de M. Jean-Louis Servan-Schreiber.

Prochaines élections de la République tchèque. « Nous avons décidé d'instaurer, durant l'année qui vient, la convertibilité du dinar tchèque », a déclaré, dimanche 27 décembre, le président de la République tchèque, M. Václav Havel, qui s'exprimait devant le Parlement à l'occasion du budget de 1993. Le chef de l'État tchèque a notamment annoncé la suppression de l'obligation pour les entreprises de l'autorisation préalable d'investissement à l'étranger, la dispense s'appliquera à un cas de transfert de capitaux investis, à leurs plus-values et de leurs revenus. L'investissement touristique sera majoré et le contrôle des changes appliqué aux investissements sera modifié.

La Slovaquie se poursuit pas les privatisations par les entreprises. Après la fin de la Tchécoslovaquie, la Slovaquie indépendante ne pourra pas les privatisations par les entreprises. Après la fin de la Tchécoslovaquie, la Slovaquie indépendante ne pourra pas les privatisations par les entreprises. Après la fin de la Tchécoslovaquie, la Slovaquie indépendante ne pourra pas les privatisations par les entreprises.

NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde SCIENCES ET MÉTIERS

## EN BREF

La production mondiale de pétrole est restée stable en 1992. La production mondiale de pétrole est restée stable en 1992. La production mondiale de pétrole est restée stable en 1992.

Le télégraphe est généralisé depuis le 22 décembre, sur la totalité des réseaux du Nord et du Sud de la France. Ce système permet à l'automobiliste muni d'un badge spécial de franchir les péages sans s'arrêter. L'automobiliste reçoit une inscription sur son badge précisant l'heure, le jour et le jour de son passage. Le système s'applique aux liaisons gérées par la Société des Autoroutes de France (SAF) : Paris-Lille (A1), Paris-Valenciennes-Bruyelles (A2), Paris-Strasbourg (A1), Paris-Valenciennes-Bruyelles (A2), Paris-Strasbourg (A1).

Les monnaies barèmes de la zone euro sont publiés au Journal officiel. Les monnaies barèmes de la zone euro sont publiés au Journal officiel. Les monnaies barèmes de la zone euro sont publiés au Journal officiel.

Les monnaies barèmes de la zone euro sont publiés au Journal officiel. Les monnaies barèmes de la zone euro sont publiés au Journal officiel. Les monnaies barèmes de la zone euro sont publiés au Journal officiel.

publics sans caractère commercial et les organismes sans but lucratif, à caractère sanitaire, social, éducatif, sportif ou culturel, ont une respectivement de 30,30 F, 22,20 F et 16,10 F, selon leur localisation.

L'exonération de charges pour l'embauche de deuxième trimestre 1992, pour les artisans installés dans des zones rurales difficiles, le dispositif d'exonération de charges lors de l'embauche de salariés du troisième trimestre 1992, jusqu'au 31 décembre 1992, jusqu'à présent, cette mesure a permis le recrutement de 3 400 personnes dans des entreprises à forte intensité de main-d'œuvre. L'indemnité d'entretien autorise l'employeur à un pourcentage des charges sociales patronales pendant un an. Depuis sa création, en 1990, le dispositif général d'exonération de charges lors de l'embauche d'un premier salarié s'est traduit par le recrutement de 111 000 personnes.

**Le Monde ÉDITIONS**

VOYAGE A L'INTERIEUR DE L'EUROCRATIE

Jean de La Guérivière

EN VENTE LIBRAIRIE

**OVA'O**

Stratégie de développement de l'étude de positionnement

Expérience et dépôt juridique

Création d'image de marque

Lifing d'image institutionnelle

Développement de produits

Création packaging et design volume

TEL (1) 26 00 92

**AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS**

**LES SICAV DU GROUPE SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT**

**Les valeurs sûres**

GP CASH	Monétaire	9,61 %	8,79 %
Placement M	Monétaire	9,05 %	8,79 %
Placement J	Monétaire	8,35 %	8,79 %
Placement Court Terme	Sensible	9,09 %	8,81 %
Placement Premier	Obligations Françaises à long terme	9,24 %	9,05 %
Placement Plus	Obligations Françaises à gestion Matif	9,76 %	9,05 %
Placement A	Actions Françaises Monory-CEA	9,54 %	3,22 %
Placement Immobilier	Actions Françaises Monory-CEA	-4,37 %	-4,58 %
Placement Nord	Actions Europe du Nord	-3,59 %	-2,95 %

\* Traitements des SICAV Monétaires depuis le début de l'année. \*\* Première des SICAV Actions Françaises sur un an.

G.P. BANQUE

Gestionnaire G.P. BANQUE - 4-6, Bd Diderot - 75578 PARIS Cedex 12

Tél : (1) (1) 44.68.10.00 / Fax : (1) (1) 40.02.06.40







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 28 DÉCEMBRE

**Cours relevés à 11 h 15**

[illegible]**COMPTANT** (selection)

**(sélection)**

**SICAV** (sélection)

**(sélection)**

24/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais int.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais int.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais int.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais int.	Rachet net
Obligations						Etrangères																					
Emp.État 9,9% 79/...	...	4,50	C.I.T. (Alm.) B.	2080	...	Promote (P)	361	...	Action.	300 15	194 78	France	444 82	431 87	Porte Crouance	22980 24	22985 27			Passe Crouance	22980 24	22985 27					
10,80% 79/94	101 40	4,50	Comptoir	585	605	Adélie	520	525	Accommoder C.	30000 08	30008 08	France Perm.	100 16	97 24	Passe Gerson	69539 05	69539 05			Passe Gerson	69539 05	69539 05					
Emp.État 12,25 83	103 58	...	Cit Lyonn. Aléman	3380	...	Recherches	116	110	Accommoder D.	30000 08	30008 08	France-Argente	1048 77	1016 28	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
10,20% mars 85	105 10	0,26	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
DAT 10% 5/2000	111 20	8 18	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
DAT 9,9% 12/1987	107 10	8 18	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
PTT 11,25 85	105 50	0,91	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
10,20% nov 80	107 10	0,26	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
CNA 10 % 1975	100 60	7,69	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
CRB Bourse 5000F	99 10	4,20	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
CRB Paris 5000F	99 10	4,20	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
CRB Bourse 5000F	99 10	4,20	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
CRB 1/102 5000F	99 10	4,20	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
CRB 5 % 85	101 20	5,08	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
CRB 10,80% (alt. 85)	110 80	8 75	Cit Indochine	256	255	Rosaria	151	151	Améghin	789 96	789 96	France-Argente	37 13	37 13	Prém. Olympe	11177 96	11186 79			Prém. Olympe	11177 96	11186 79					
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
CHARRIÈRE 5% 100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...								

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu



## AGENDA

## MUSIQUE

## CONCERTS

## BOUFFES DU NORD

(46-07-34-50). Vienne Express : 20 h 30. D'après Pelléas et Mélisande, de Debussy. Avec Jean-François Lapointe, Gérard Théral (barytons), Thomas Randle (ténor), Jungwon Park, Kyoko Saito, Ai Lan Zhu (soprano), Armand Arapian, Wojciech Drabowicz, Vincent Le Texier, Jean-Claude Bergeron (barytons-basses), Roger Sayer (basse), Norma Lerer, Sylvia Schlöter (mezzo-soprano), Jeff Cohen, Claude Lavoix, Vincent Leterme, Olivier Reboul (piano), Peter Brook (mise en scène), Marius Constant (réalisation musicale).

## CHATELET. THÉÂTRE MUSICAL

DE PARIS (40-28-28-40). Marlene Olmeda, Mezzo-soprano, Christophe Lamiou, piano : 12 h 45. Montsalvage, Duparc, Massenet, Bizet. CIRQUE D'HIVER BOUILLONNE. Orchestre des Parisiens : 20 h 30. Jean-Louis Petit (direction). Valse de Vienne.

## CONSERVATOIRE NATIONAL

SUPÉRIEUR DE MUSIQUE

(40-40-46-46). Marie Scheuble : 19 h. Violon. Entrée libre. Valérie Almad, Violoncelle, Pascal Godart, piano : 19 h. Entrée libre. EGLISE DES BILLETTES (42-48-06-37). Michelle Leclerc. Orgue : 10 h. dim.

## EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAU-

VRE. Les Trompettes de Versailles : 21 h. mer., jeu. Vivaldi, Marcello, Bach, Purcell. Philharmonie de chambre de Paris : jusqu'au 2 janvier 1993. 17 h. ven., 4 h 30. sam. Chœur Linxus (basse), Dario Perez (violin, direction), Pachelbel, Albinoni, Mozart, Vivaldi. EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Chœur Rybina de Moscou : 20 h 30. mar. Vladimir Lisnevski (ténor), Alexandre Naoumenko (basse), Valéry Rybina, Nikolai Karetnikov (direction). Chants orthodoxes de Noël, Chants spirituels du XX<sup>e</sup> siècle, Arnaud Bellenger, Frédéric Presle, Trompette, Jacques Amade, orgue : 20 h 30. jeu, 17 h 30. ven. Bach, Correll, Haendel, Vivaldi, Schubert. Les Trompettes de Versailles : 20 h 30. sam. Vivaldi, Marcello, Bach, Purcell.

## EGLISE SAINT-MERRE

(42-71-93-93). Avon Stuart Chornie : 16 h. dim. Avon Stuart (baryton). Entrée libre. Florence Barbers, Guitare : 21 h. sam. Ville-Lobos. Entrée libre.

LE MADIGAN (42-27-31-51). Radu

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Bicler, violon, Pascal Godart, piano.

jusqu'au 30 décembre. 22 h 30. mer.

Roussel, Ravel, Saint-Saëns.

SALLE PLEYEL (45-83-88-73).

Budapest Strauss Symphony Orchestra :

20 h 30. mer., jeu. Ballets Sôphie-

nas, Istvan Bogor (direction). Musi-

que et danses viennoises. LE

CERCLE (43-22-50-48). Vienne

Express : 20 h 30. jeu. Anne Thomas

(piano), Michel Ripoché (violin), Eric

Fonteny (violinoncelle). Strauss,

Brahms, Krüger.

CHATELET. THÉÂTRE MUSICAL

DE PARIS (40-28-28-40). Marlene

Olmeda, Mezzo-soprano, Christophe

Lamiou, piano : 12 h 45. Mont-

salvage, Duparc, Massenet, Bizet.

CIRQUE D'HIVER BOUILLONNE.

Orchestre des Parisiens : 20 h 30

jeu. Jean-Louis Petit (direction).

Valse de Vienne.

EGLISE DES BILLETTES

(42-48-06-37). Michelle Leclerc :

10 h. dim. Orgue.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAU-

VRE. Les Trompettes de Versailles :

21 h. mer., jeu. Vivaldi, Marcello,

Bach, Purcell, Philharmonie de cham-

bres de Paris : jusqu'au 2 janvier

1993. 17 h. ven., 20 h 30. sam.

Charles Limouse (ténor), Dario Perez

(violin, direction), Pachelbel, Albi-

noni, Mozart, Vivaldi.

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE.

Chœur Rybina de Moscou : 20 h 30

mer. Vladimir Lisnevski (ténor),

Alexandre Naoumenko (basse),

Valéry Rybina, Nikolai Karetnikov

(direction). Chants orthodoxes de

Noël, Chants spirituels du XX<sup>e</sup> siècle,

Arnaud Bellenger, Frédéric Presle,

Jacques Amade : 20 h 30. jeu,

17 h 30. ven. Trompette, orgue,

Bach, Correll, Haendel, Vivaldi, Schu-

bert. Les Trompettes de Versailles :

20 h 30. sam. Vivaldi, Marcello,

Bach, Purcell.

LE MADIGAN (42-27-31-51). Radu

Bicler, violon, Pascal Godart, piano :

jusqu'au 30 décembre. 22 h 30. mer.

Roussel, Ravel, Saint-Saëns.

SALLE PLEYEL (45-83-88-73).

Budapest Strauss Symphony Orches-

tra : 20 h 30. mer., jeu. Ballets Sôphie-

nas, Istvan Bogor (direction). Musi-

que et danses viennoises.

## OPÉRA

## BOUFFES DU NORD

(46-07-34-50). Impressions de Pel-

léas : jusqu'au 23 janvier 1993.

20 h 30. mer., jeu., ven., 15 h

20 h 30. dim. D'après Pelléas et

Mélisande de Debussy. Avec Jean-

François Lapointe, Gérard Théral

(barytons), Thomas Randle (ténor),

Jungwon Park, Kyoko Saito, Ai Lan

Zhu (soprano), Armand Arapian,

Wojciech Drabowicz, Vincent Le

Texier, Jean-Claude Bergeron (bary-

tons-basses), Roger Sayer (basse),

Norma Lerer, Sylvia Schlöter (mezzo-

soprano), Jeff Cohen, Claude

Lavoix, Vincent Leterme, Olivier

Reboul (piano), Peter Brook (mise en

scène), Marius Constant (réalisation

musicale).

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFE-

TARD (43-31-11-89). Lichen et

Fritzsche et les folles de La

Fontaine : jusqu'au 3 janvier 1993.

20 h 30. mer., jeu., ven., 15 h 30

ven., dim. D'Offenbach. Elisabeth

Conquet (soprano), Alain Paris (bary-

ton), Ensemble instrumental de Fon-

tainebleau, Pierre Merle-Portales

(direction), Robert Fortuna (mise en

scène).

OPÉRA-COMIQUE. SALLE

FAVART (42-85-89-83). Les Mou-

quetaires au couvent : 20 h. mer.,

jeu., 17 h. ven., dim., 14 h 30

20 h. sam. De Louis Varney, Gabriel

Becculer (basse), Michel Vassière

(baryton), Pierre Catala (ténor),

Lucette Ratier (mezzo-soprano),

Cécile Côté, Patricia Janelle, Cécile

Gatola (soprano), Chœur du CNI-

PAL, Orchestre ProMelodia, Jean-

Paul Chicherat (direction), Michel

Durand (mise en scène).

THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL

(48-06-72-34). La Servante

maîtresse : jusqu'au 6 février 1993.

18 h 45. mer., jeu., ven., sam., dim.

mar. Opéra de Pergolèse, Igor Lewis

Borg, Guy Vivas (barytons), Simine

David, Marie-Claire Leblanc

(soprano), Pierre Muller, Sandra

Boyer (piano), Elisabeth Navardi

(mise en scène).

## JAZZ, POP, ROCK

## L'ARBUCI JAZZ CLUB

(44-41-14-14). Philippe Petit Trio :

jusqu'au 30 décembre. 20 h 30

mer., jeu., ven., sam. Piano, Pierre

Malingoud (contrebasse), Eric Dar-

viou (batterie) ; Jam Session : jus-

qu'au 27 janvier 1993. 22 h 30. mar.

AU DUC DES LOMBARDS

(42-33-22-88). Steve Potts :

22 h 30. mer., jeu. ; Francis

Lockwood Trio : 22 h 30. ven.,

am., 22 h 30. dim., lun. ; Jam

Session : 22 h 30. mar.

BAISER SALLE (42-33-77-71). Jam

Session : jusqu'au 30 décembre.

22 h 30. mar. ; Roccoco Septet : jus-

qu'au 31 décembre. 22 h 30. jeu.

Alfredo Cutufla, Miguel Gomez

Orchestra : 22 h 30. ven., am. ; Fran-

çoise Pujol Trio : 22 h 30. dim.

LE BILBOQUET (45-48-81-84).

Rhodes Scott : jusqu'au 5 janvier

1993. 22 h 45. mer., jeu., ven.,

am., lun., mar.

## THÉÂTRE

BOUFFONS

(42-38-35-53). Sébastien Texier

Quartet : 16 h. am.

CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-61-62).

Ety Zak et les Stompers : 22 h 30

mer., jeu. ; Soul Tris : jusqu'au

31 janvier 1993. 22 h 30. ven.,

am., dim. ; Marc Tobey : 22 h 30

lun., mar.

## CAVEAU DE LA HUCHETTE

(42-26-55-05). Bert De Kort et his

Obelisk Pipers : jusqu'au 12 janvier

1993. 21 h 30. lun. ; Silvia

Malagugini : 22 h 30. mar. Eleonora

Rossi (piano), Flavio Esposito (guita-

re). L'Homme au frac.

BOBINO (43-27-24-24). Clovis :

15 h. mer. Les Enfants d'abord.

CAVEAU DES OUBLIETTES

(43-54-94-97). Cabaret de la chan-

son française : 21 h. mer., jeu.,

am., lun., mar. Chansons à la carte

sous les toiles.

PROFANE JAZZ : 22 h. mer.

FRONT PAGE (42-38-98-98).

Théo Weathers : 22 h 30. mer. ;

Blues Burgers : 22 h 30. jeu. ; Mike

Leater : 22 h 30. ven. ; Franck Ash

Blues Band : 22 h 30. sam. ; House

Band : jusqu'au 31 janvier 1993.

22 h 30. dim. ; Frogmouth : jusqu'au

25 janvier 1993. 22 h 30. lun. ;

Swamp Devils : 22 h 30. mar.

GIBUS (47-00-78-88). AR-VAG :

23 h. mer. The London Roosters :

22 h 30. mer.

HIPOCAMPE (45-48-10-03).

Trio Jazz Middle : jusqu'au 29 janvier

1993. 21 h. ven. ; Trio New Orleans :

21 h. sam.

JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON

(40-68-30-42). Lionel Hampton and

his Orchestra : jusqu'au 9 janvier

1993. 22 h 30. mer., jeu., ven.,

am., dim., lun., mar. ; Boto et

Novos Tempos : jusqu'au 3 janvier

1993. 22 h 30. dim.

LATITUDES SAINT-GERMAIN

(42-61-53-53). Joël Bouquet Trio,

Bruce Anthony Henry : 22 h 30

mer. ; Bruce Anthony Henry, Carl

Schlosser : 22 h 30. jeu., ven., am.

LA LOUISIANE (42-38-68-68). Phi-

lippe de Prusse Group : 21 h. am.,

mar.

LE MONTANA (45-48-93-08). Chris

Henderson Quartet : jusqu'au

31 décembre. 22 h 30. mer., jeu. ;

Trio Richardson : 22 h 30. ven.,

am. ; Chris Henderson Band : jusqu'au

31 janvier 1993. 22 h 30. dim. ; Trio

René Urreger : 22 h 30. lun., mar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30).

Pierre Celligaris : 22 h. mer., jeu.,

am., lun., mar.

NEW MOON (49-95-92-33). Les

French Lovers : 21 h 30. mer., jeu. ;

23 h. am. ; Death Bring : 23 h. lun.

Pierre M et les Boules Brothers :

21 h 30. mar.

PETIT JOURNAL MONTPAR-

NASSE (43-21-58-70). Chance

Orchestra : 21 h. mer.

## PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL

(43-26-28-59). Jacques Doudelle

Swing Orchestra : 21 h. mer. ;

Megawing Quartet + One :

PETIT OPPORTUN (42-38-01-36).

Alain Labbé, Pierre de Bethmann, Oli-

vier Rivaux : 22 h 45. ven., am.

Saxophone, piano, contrebasse,

Richard Portier (batterie) ; Patrice

Caratini, Marc Fossat, Alain Jean-Ma-

rie : 22 h 45. mar.

REX CLUB (45-08-93-89). Les Tur-

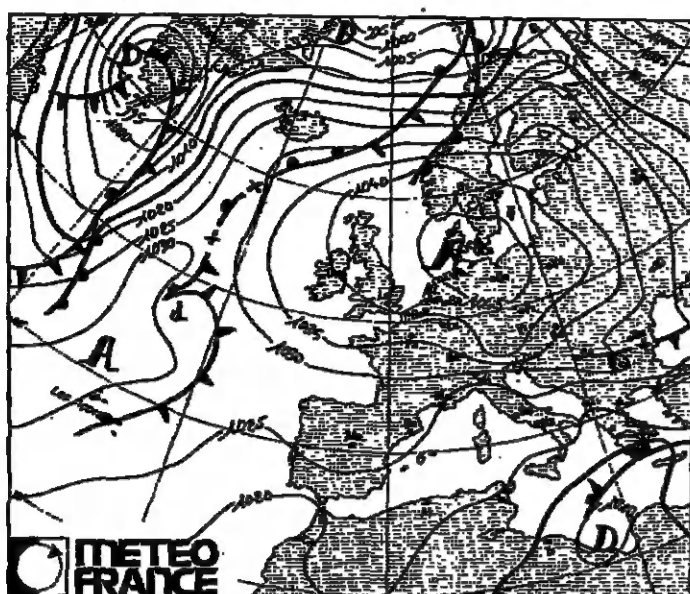
bines : 23 h 30. mar. Soirée Metallic

Jungle : Wake-up : jusqu'au

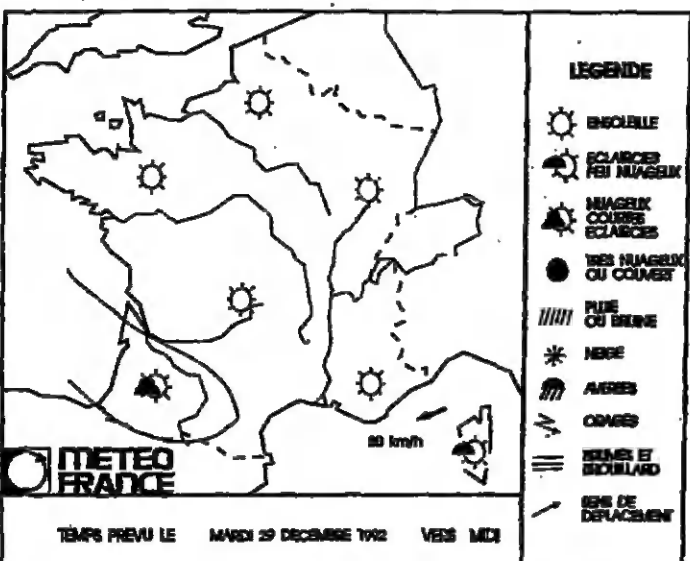


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 DÉCEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC

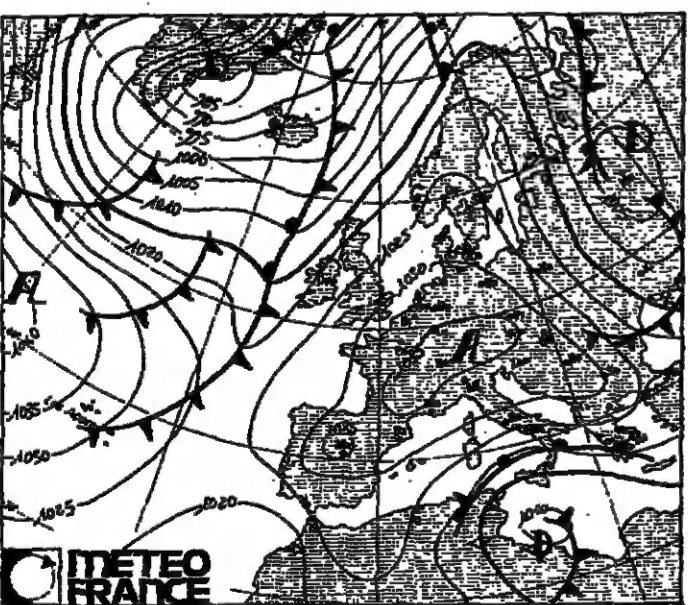


PRÉVISIONS POUR LE 29 DÉCEMBRE 1992



Mardi, froid et ensoleillé. - La ciel sera clair au nord de la Loire avec un vent d'est modéré. Les brouillards seront plus nombreux au sud de la Loire et seront localement givrants, mais l'après-midi le soleil reviendra. Ces brouillards se dissiperont difficilement sur la Sud-Aquitaine et le soleil sera timide l'après-midi. Sur les Pyrénées, le soleil brillera largement au-dessus de 1 400 mètres. Sur les Alpes et le Sud-Est, ce sera le grand beau temps, très froid en altitude. En Corse, quelques nuages masqueront le soleil par moments. Le vent de nord-est soufflera à 80 km/h en rafales entre la Corse et le continent. Au nord de la Loire, le vent d'est sera assés, soufflant à 25 km/h et accentuant l'impression de froid. Au lever du jour, il fera -4 à -7 degrés au nord et -2 à -5 degrés au sud. L'après-midi, le thermomètre indiquera -2 à 0 degré au nord, 3 à 5 degrés au sud, jusqu'à 9 degrés du Sud-Ouest au pourtour méditerranéen et en Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 30 DÉCEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé												
le 27-12-1992 à 0 heures TUC et le 28-12-1992 à 0 heures TUC					le 28-12-92							
FRANCE												
ALGER	14	2	D		STRASBOURG	-1	-3	D	LUXEMBOURG	-1	-6	D
ARLES	14	2	D		TOULOUSE	3	2	D	MADRID	11	2	C
BORDAUX	14	2	D		TOURS	1	-3	D	MARSEILLE	19	5	D
BRESCY	14	2	D						MILAN	7	-7	N
CAEN	14	2	D						MONTREAL	14	-21	C
CHERBOURG	14	2	D		ALGER	15	11	C	MOSCOW	-3	-10	A
CLERMONT-FER	14	2	D		AMSTERDAM	7	-2	C	NEW DELHI	32	11	C
DIJON	14	2	D		ATHÈNES	15	11	C	NEW YORK	12	11	C
LYON	14	2	D		BANGKOK	32	24	D	PARIS	14	2	D
MARSEILLE	14	2	D		BANGKOK	12	3	D	PALMA	14	-6	N
NANTES	14	2	D		BELGRADE	12	8	D	PRAGUE	12	6	D
NICE	14	2	D		BERLIN	12	8	D	ROME	12	6	D
PARIS-MONT	14	2	D		BRUXELLES	12	8	D	SEVILLE	12	10	D
PERPIGNAN	14	2	D		COPENHAGUE	12	8	D	SINGAPOUR	32	24	C
POitiers-P	14	2	D		DAKAR	25	21	C	STOCKHOLM	11	-6	C
RENNES	14	2	D		GENÈVE	12	8	D	SYDNEY	12	10	D
ST-ETIENNE	14	2	D		HONGKONG	12	8	D	TYRUS	15	8	P
					ISRAËL	2	-6	D	YANBOU	0	-11	D
					JERUSALEM	12	8	D	YOKOHAMA	14	9	P
					LE CAIRE	14	9	D	ZURICH	14	9	D
					LE CROIX	14	9	D				
					LONDRES	14	9	D				
					LOS ANGELES	14	9	D				
ÉTRANGER												
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
obs	bruit	couvert	ciel	ciel	obs	obs	obs	obs	obs	obs	obs	obs
obs	bruit	couvert	ciel	ciel	obs	obs	obs	obs	obs	obs	obs	obs

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

## Détournements

La télévision est obsédée par la vérité. Elle se targue de tout montrer et de tout dire. « L'heure de vérité », « En quête de vérité », « Et si on se disait tout », « Strip-tease », « Le droit de savoir... » Tires prétentieux qui trahissent plutôt la mauvaise conscience d'un média menteur par nature. Heureusement, la télévision est aussi un formidable fourre-tout, une passoire qui laisse filtrer le meilleur comme la pire. Il incombe au téléspectateur ensuite de faire le tri, de rester vigilant face à la boîte à malices.

Dimanche, plusieurs occasions lui auront été fournies d'aiguiser ce sens critique. A commencer

par « L'heure de vérité ». Il est imprudent d'y inviter des hommes libres, car ils n'ont pas appris la langue de bois. Pierre-Gilles de Gennes fut de ceux-là. Sans doute parce que c'est un scientifique (prix Nobel de physique en 1991), pas un homme politique, il détailla son projet de réforme, élaboré avec d'autres universitaires, pour l'enseignement secondaire. Projet, ajouta-t-il tranquillement, « détourné », puis dénature, par le ministère de l'éducation nationale.

« Télé-Dimanche », ensuite, l'émission de Michel Denisot qui démythifie le petit écran, a proposé, sous l'œil benoît de Pierre Tchamiss, une savoureuse rétro-

spective des tics et des manies des présentateurs de télévision et des présidents de la République, lorsqu'ils présentent leurs vœux de Nouvel An. Suivie d'une visite chez le fabricant de ces personnages en latex qui, mieux que l'imitateur le plus féroce, dégonflent les baudruches de la notoriété : les Guignols de l'Info. Toujours sur Canal Plus, « Ca détourne a révélé » - comme son nom l'indique - combien il est facile de trafiquer les images. Par un montage hilarant où Brando, Montand, Wonder Woman, Gabin, Liz Taylor, Steve McQueen, Marthe Villalonga se donnent la réplique dans un délire de quiproquos.

Pour enfoncer le clou, le film fort de Ken Loach, *Hidden Agenda* - inédit à la télévision - donna une leçon magistrale, et terrifiante, sur les crimes politiques commis au nom de la raison d'Etat. Ici, les Britanniques en Irlande du Nord. Obsédé, lui aussi, par la vérité derrière les détournements des faits, Loach dénonce le pouvoir scandaleux des services secrets, qui ne s'arrêtent à rien - mensonges, manipulation des médias, meurtres d'innocents - pour arriver à leurs fins.

ALAIN WOODROW

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 28 décembre

**TF 1**  
20.45 Variétés : Stars 90. Émission présentée par Michel Drucker. Avec les marionnettes du Bébé Show, Jean Roucas, Stéphane Collaro, Jean Amédou, Muriel Robin et Guy Bedos, les modèles de Christian Dior, de Christian Lacroix et de Jean-Paul Gaultier, Dorothy, Anne, Rondo Veneziano, Didier Berbelvian, Amis, Ademo, Maurice André.  
22.35 Magazine : Combien ça coûte ? Présenté par Jean-Pierre Pernaut et Isabelle Quérin. Invités : Jackie Sardou, Robert-André Vivien, Christian Morin.  
0.05 Série : Mike Hammer.

**FRANCE 2**  
20.50 Téléfilm : Secret de famille. De Hervé Baslé, d'après l'œuvre d'Irène Frai (1<sup>re</sup> partie), avec Véronique Genest, Paul Crauchet.  
22.15 Variétés : B. B. en chansons. Émission de Jean-Louis Rémieux et Roland Coutas. Extraits de toutes les émissions diffusées avec Brigitte Sardou depuis la première, en 1967, jusqu'à 1992.  
23.50 Journal et Météo.

**FRANCE 3**  
20.45 Cinéma : Batman. ■■ Film américain de Tim Burton (1989). Avec Michael Keaton, Jack Nicholson, Kim Basinger.  
22.50 Journal et Météo.  
23.20 Magazine : A vos amours. Présenté par Caroline Tresca. Les meilleurs moments.

0.00 Documentaire : Le Roi Tidalum. De Jean-Michel Barjol.  
0.55 Musique : Portée de nuit.

**CANAL PLUS**  
20.35 Cinéma : Le Dindon de la farce. ■■ Film américain d'Anthony Parkes (1988). Avec Joe Aliskey, Donna Dixon, Jeff Kober.  
21.50 Flash d'informations.  
22.00 Le Journal du cinéma.  
22.05 ► Cinéma : La Guerre du feu. ■■■ Film franco-américain-canadien de Jean-Jacques Annaud (1981). Avec Everett McGill, Rae Dawn Chong, Ron Pearson.  
23.40 Cinéma : Society. ■■ Film américain de Brian Yuzna (1989). Avec Billy Warlock, Connie Danessa, Evan Richards.  
1.16 Di Rosa Girls.  
1.17 Cinéma : Michel Strogoff. □ Film italo-franco-allemand d'Enrico Visconti (1970). Avec John Philip Law, Hiram Keller, Mimsy Farmer.

**ARTE**  
20.40 Cinéma : Les Enfants du paradis. ■■■ Film français de Marcel Carné (1943-1944). Avec Arletty, Jean-Louis Barrault, Pierre Brasseur.  
23.40 Court métrage : Paris la belle. De Pierre Prévert et Marcel Duhamel. Texte de Jacques Prévert, dit par Arletty et Jacques Prévert.  
**M 6**  
20.45 Téléfilm : Miss Brenda et son secrétaire.

De Joseph L. Scanlon, avec Donna Mills, Brian Wimmer.  
22.25 Série : Le Saint. La filière britannique, d'Ian Toynton, avec Simon Dutton, Gayle Hunnicutt.  
0.05 Six minutes première heure.  
0.10 Magazine : Culture pub.  
0.45 Magazine : Jazz 6. Gerry Mulligan.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Le Grand Débat. La France est-elle encore un pays catholique (2<sup>e</sup>)? Avec Mgr Jean Vilnat, Jean Foyer, le Père Guy Gilbert, Noël Copin, Jacques Sutter, André Comte-Sponville.  
21.30 Dramatique. Les Manuscrits du Minotaure, de Luis Mazon.  
22.40 La Radio dans les yeux. Livres d'art.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda. Étoiles de l'Orient ou la nouvelle variété orientale (jusqu'à 31 décembre).

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (donné à Amsterdam) : La Pie voleuse, ouverture, de Rossini ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ut majeur op. 15, de Beethoven ; Symphonie en ré mineur, de Franck, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Heinz Wallberg ; Marthe Argeton, piano.  
23.09 Aïnel la nuit. Par Anne-Marie Raby, Goyecosa, de Granados ; Septuor à cordes op. 408, de Milhaud.  
0.33 L'Heure bleue. L'actualité internationale du jazz, par Henri Renaud, Hank Jones, Benny Goodman.

## Mardi 29 décembre

**TF 1**  
15.45 Club Dorothée.  
17.25 Jeu : Une famille en or.  
17.55 Série : Hélène et les garçons.  
18.25 Série : Le Miel et les Abeilles.  
18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Decheval. Invité : Pauline Ester.  
20.00 Journal, Tercé et Météo.  
20.45 Cinéma : L'Arbre de vie. ■■ Film américain d'Edward Dmytryk (1957). Bruno Pincoli.  
23.35 Les Films dans les salles.  
23.45 Série : Mike Hammer. Un pour toutes, toutes pour un, de Chris Byer, avec Stacy Keach, Lindsay Bloom.  
0.35 Journal et Météo.  
0.45 La Saga de la chanson française. Gilbert Bécaud.

**FRANCE 2**  
15.35 Variétés : La Chance aux chansons.  
16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
16.50 Feuilleton : Beaumanoir (et à 5.25).  
17.20 Magazine : Giga.  
18.45 Jeu : La TéléJack (et à 18.55).  
18.50 Jeu : Score à battre.  
19.20 Jeu : Ôte le meilleur gagne plus.  
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.  
20.50 Téléfilm : Secret de famille. De Hervé Baslé, d'après l'œuvre d'Irène Frai (2<sup>e</sup> partie), avec Véronique Genest, Bruno Pincoli.  
22.15 Magazine : Bas les masques. Présenté par Mirabelle Dumas. Avec des invités, dans le cabaret parisien « Le Scrammouches ». Reportage : Qui est devenu Cocciola ? d'Amélie Dorey et Pierre Evard.  
23.15 Journal, Météo et Visages d'Europe.  
23.35 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

**FRANCE 3**  
15.35 Série : La croisière s'amuse.  
16.25 Téléfilm : Bing 2. De Nino Mori, avec Jean-François Garraud, Jean-Paul Ferré (1<sup>re</sup> partie).  
17.52 Dessin animé : Ernest le Vampire (et à 18.22, 20.02, 23.07, 0.32).  
17.55 Magazine : Une pêche d'enter.  
18.25 Jeu : Questions pour un champion.  
18.55 Les Inoubliables, de Coluche.  
19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.09 à 19.31, le journal de la région.  
20.05 Jeu : Huguodéfère (et à 20.40).

20.15 Divertissement : La Classe.  
20.46 Feuilleton : Emille, la passion d'une vie. De Jean Baudin, d'après le roman d'Arlette Cousture (5<sup>e</sup> épisode).  
21.40 D'abord : J'ai divorcé de mes parents. Présenté par Philippe Alloué, en direct de Genève.  
22.40 Journal et Météo.  
23.10 Téléfilm : Le Voyage d'Eva. De Patricia Gaudier.  
0.35 Musique : Portée de nuit.

**CANAL PLUS**  
15.45 Cinéma : Presumé innocent. □ Film américain d'Alan J. Pakula (1990).  
17.55 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.35  
18.30 Ca cartoon.  
18.50 Le Top. Peter Gabriel.  
19.20 Flash d'informations.  
19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.  
20.30 Fables géométriques 3.  
20.35 Cinéma : Chérie, j'ai rétréci les gosses. ■■ Film américain de Joe Johnston (1989). Avec Rick Moranis, Matt Frewer, Marcia Strassman.  
22.00 Flash d'informations.  
22.10 Cinéma : Cry-Baby. ■■ Film américain de John Waters (1990). Avec Johnny Depp, Amy Locane, Susan Tyrrell (v.o.).  
23.30 Cinéma : Xtro 2. ■■ Film canadien de Harry Bromley Davenport (1990). Avec Jan Michael Vincent, Paul Koslo, Tara Buckman.  
0.58 Di Rosa Girls.  
1.00 Cinéma : Atlantique latitude 41°. ■■ Film britannique de Roy Baker (1958). Avec Kenneth More, Ronald Allen, Michael Goodliffe (v.o.).

**ARTE**  
Sur le câble jusqu'à 19.00  
17.00 Documentaire : Une passion mexicaine. De François Reichenbach (rediff.).  
19.00 Documentaire : Horizon. Anatomie d'un volcan, de Stuart Harris.  
19.55 Série : KY TV. De John Gibby.  
20.30 S 1/2 Journal.  
20.40 Cinéma : Les Enfants du paradis. ■■■ Film français de Marcel Carné (1943-1944).

Avec Arletty, Jean-Louis Barrault, Pierre Brasseur.  
23.40 Court métrage : Paris la belle. De Pierre Prévert et Marcel Duhamel. Texte de Jacques Prévert, dit par Arletty et Jacques Prévert (23 min).

**M 6**  
17.00 Variétés : Multitop.  
17.30 Série : Les Aventures de Tintin. L'Étoile mystérieuse.  
18.00 Série : Equalizer.  
19.00 Série : Les Routes du paradis.  
19.54 Six minutes d'informations, Météo.  
20.00 Série : Cosby Show.  
20.30 Jeu : La saviez-vous ?  
20.35 Magazine : Ciné 6.  
20.45 Téléfilm : Miss Brenda et son secrétaire. De Joseph L. Scanlon.  
22.25 Série : Le Saint. La filière britannique, d'Ian Toynton.  
0.05 Six minutes première heure.  
0.10 Magazine : Culture pub.  
0.45 Magazine : Jazz 6. Gerry Mulligan.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Archipel science. La collection de cristallographie de l'université de Jussieu.  
21.30 Une semaine dans un kolchoze. Le village de Ribnitsko à l'heure de l'économie de marché.  
22.40 Les Nuits magnétiques. L'oreille en coulisse ou les dessous d'un grand théâtre.  
0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel Ragon (Enfances vendéennes).  
0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (donné en mars 1992, lors du Festival de Vienne) : Sonate pour piano en si bémol majeur D 960, de Schubert ; Douze études pour piano, de Debussy, par Maurizio Pollini, piano.  
22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goussier, Samson et Delia, acte 2, de Saint-Saëns ; Don Carlos, acte 4, de Verdi ; Faust, acte 2, Philémon et Baucis, acte 2, de Gounod.  
23.09 Aïnel la nuit. Sonate pour violon et piano en la majeur, de Franck ; Quatuor pour piano et cordes en sol mineur op. 25, de Brahms.  
0.33 L'Heure bleue. Carnets de route, par Philippe Carles. Invité : Jacques Mahieux.



